

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2022-2023

NOTRE MISSION

Au sein de l'IEP de Paris, l'OFCE a pour mission d'étudier en toute indépendance la conjoncture de l'économie française, ses structures et son environnement extérieur, notamment européen, d'effectuer des comparaisons avec les économies étrangères, de formuler, dans la mesure où il l'estimera possible, des prévisions économiques, à court, moyen et long terme.

« Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission confiée par l'Etat à l'OFCE et que l'OFCE mène à bien par sa recherche théorique et appliquée et sa participation aux débats de politiques économiques français et européens.

L'OFCE est fidèle au principe fondateur que lui a fixé son premier président Jean-Marcel Jeanneney : « Nul obstacle n'est fait à la diffusion d'idées, sous réserve que, n'étant point dogmatiques, elles puissent prétendre à un fondement scientifique ».

Édito

Xavier Ragot, président de l'OFCE

Ce rapport d'activité décrit les travaux de l'OFCE pour l'année 2022 en quatre chapitres, qui sont les quatre axes de développement de l'OFCE : la conjoncture et l'analyse du tissu productif, son insertion dans l'économie européenne, la question environnementale et les inégalités

L'OFCE est un acteur incontournable du débat public en économie en France. Il est présent, plusieurs fois par jour dans les médias français, sur de nombreux supports. La condition de cette visibilité est la rigueur des travaux de recherches, qui irriguent le débat français. S'ils sont moins visibles dans le débat public, ces travaux de recherche adossée à notre revue, *La Revue de l'OFCE*, garantissent la rigueur intellectuelle et l'utilisation des derniers outils d'analyse économique.

L'activité de recherche de l'OFCE est regroupée en pôles de recherche permettant un travail à la fois collectif et décentralisé. Les pôles de recherches sont des lieux de décloisonnement de l'institution, des lieux d'échange et d'élaboration. Ils ont aussi pour but de permettre aux chercheurs de l'OFCE de mener des travaux de recherche et d'études au temps long, qui sont absolument nécessaire à la rigueur scientifique dont fait preuve l'OFCE.

Les travaux de l'année 2022 et de ce début d'année 2023 sont bien sûr concentrés sur les effets économiques de la guerre en Ukraine et de la hausse des prix de l'énergie et de l'inflation. Les outils d'analyses économiques ont changé. L'analyse de la conjoncture a évolué, pour comprendre déjà l'état de l'économie, avant de formuler des prévisions. Cette crise sanitaire puis énergétique a aussi orienté les travaux au sein des trois autres thèmes de recherche de l'OFCE, la question environnementale, les inégalités, la coordination de la politique européenne.

Toute l'équipe de l'OFCE se joint à moi pour vous en souhaiter une bonne lecture.



Sommaire

- 9 Quatre thèmes phares
- 39 Départements
- 49 Pôles de recherche
- 75 Publications
- 91 Gouvernance et organisation
- 99 Rendez-vous scientifiques, partenariats et médias
- 109 Activités contractuelles
- 113 Activités scientifiques des économistes de l'OFCE

Annexe

Rapport d'activités de PRESAGE

Quatre thématiques phares

Le développement de la recherche à l'OFCE se structure autour de quatre thématiques : la compréhension de l'économie française dans l'environnement international, les questions européennes, les questions environnementales et les inégalités.

Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale

Analyser et prévoir la conjoncture

Le département Analyse et Prévision (DAP) analyse la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme (*analyser et prévoir la conjoncture*) et étudie les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées (*intervenir dans le débat de politique économique*). Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs (*développer les outils*).

Une mission essentielle de l'OFCE est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international. Cela est fait au sein du département analyse et prévision en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Différents outils sont utilisés : un modèle macro-économétrique trimestriel de l'économie française (e-mod.fr) ; des outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ; des outils quantitatifs de comparaison des analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ; des indicateurs avancés pour différents pays ou zones (France, zone euro, Royaume-Uni, États-Unis) ; un modèle simplifié de la zone euro (iAGS model) qui permet d'étudier les effets de débordement à travers le commerce intra-européen des chocs dans chaque pays ; un modèle macro-sectoriel de l'économie française destiné aux analyses fines des politiques de taxation, en particulier environnementales (*ThreeME*).

Par ailleurs, le département rassemble et met en cohérence les informations concernant les circuits réels et financiers. Il recherche les modifications de structures qui infléchissent les rythmes de croissance de la production, de la productivité et des prix et affectent les équilibres réels et nominaux. Son analyse des situations étrangères permet de décrire les interdépendances et leurs implications pour la France, de mettre en évidence les déphasages conjoncturels et leur incidence pour la coordination des politiques, d'explicitier les mécanismes de développement à l'œuvre selon les contextes institutionnels, de comparer les potentiels de croissance, cycles de productivité et output gap français et étrangers.

Traditionnellement, le DAP effectue chaque année deux campagnes de prévision, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département et en utilisant les outils quantitatifs dont ils disposent. L'élection présidentielle en France a bouleversé légèrement ce calendrier.

Nous avons dans un premier temps, et avant les élections françaises, proposé un état des lieux du contexte macroéconomique mondiale. A peine remise de la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale a dû faire face à une nouvelle série de chocs. Dans une étude intitulée « L'économie mondiale sous le(s) choc(s) »¹, nous avons tenté d'évaluer leurs incidences sur l'activité des

¹ E. Heyer et X. Timbeau (dir), « L'économie mondiale sous le(s) choc(s) », *OFCE Policy Brief* 106, 25 mai 2022.

grands pays développés. La résurgence de l'inflation observée à partir de l'été dernier en est le premier symptôme. Elle est d'abord liée à l'écart entre l'offre et la demande de produits énergétiques, ce qui a eu pour conséquence de faire grimper non seulement le prix du pétrole mais également celui du gaz et des biens alimentaires. Malgré l'amélioration de la situation sanitaire, le virus circule toujours entraînant des dysfonctionnements dans les chaînes de production. Il en résulte des difficultés d'approvisionnement qui alimentent également les tensions sur les prix. Depuis février, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est venue amplifier le risque d'un ralentissement économique mondial, en amplifiant l'augmentation des prix énergétiques et alimentaires. Ce conflit s'accompagne de tensions géopolitiques qui ont fortement accru l'incertitude en raison des menaces d'extension du conflit ou de l'escalade des sanctions. Ainsi, outre les ménages qui souffrent de pertes de pouvoir d'achat, les entreprises pourraient se montrer plus réticentes à investir au cours des prochains mois. Même si les gouvernements prennent des mesures pour amortir l'impact de la hausse des prix, la sortie du « Quoi qu'il en coûte » se traduit par la réduction des déficits publics. Quant aux banques centrales, leur soutien ne peut plus être assuré dès lors que l'inflation dépasse largement leur cible. Elles ont même soit amorcé, soit annoncé, un resserrement de la politique monétaire. Dans le contexte actuel, ces décisions contribueraient au recul de la demande. En France, la hausse des prix de l'énergie contribuerait à accroître l'inflation de 1,9 point en moyenne en 2022. Hors bouclier tarifaire et remise de 15 centimes hors taxe sur le litre de carburant, la contribution de l'énergie à l'inflation aurait été de 4 points en 2022. Hors mesures budgétaires spécifiques, le choc énergétique lié au pétrole, au gaz et à l'électricité aurait amputé la croissance française de 1,3 point de PIB en 2022. En tenant compte de la réponse budgétaire, l'impact du choc énergétique serait réduit à -0,7 point de PIB, soit quasiment de moitié. L'ensemble des nouveaux chocs (prix de l'énergie, vague Omicron, difficultés d'approvisionnement, incertitudes géopolitiques, remontée des taux) affectant l'économie française amputerait le PIB de 2,3 % en 2022 mais les nouvelles mesures budgétaires mises en place pour y répondre permettraient de compenser les chocs, notamment le choc énergétique, à hauteur de 0,8 % du PIB.

A la suite des élections présidentielles françaises, nous avons procédé à un exercice traditionnel de prévision pour l'économie française. La prévision du printemps 2022 s'intitule « La croissance à l'épreuve des chocs », et a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier, consacré aux prévisions économiques pour les années 2022 et 2023, est composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article, intitulé « L'économie mondiale sous le(s) choc(s) » présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro².

Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de l'économie française. Il s'intitule « La croissance à l'épreuve des chocs »³.

² Heyer E. et X. Timbeau, « L'économie mondiale sous le(s) choc(s) », *Revue de l'OFCE*, 177, juin 2022.

³ Heyer E. et X. Timbeau, « La croissance à l'épreuve des chocs », *Revue de l'OFCE*, 177, juin 2022.

Deux études spéciales complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle. Dans la première, intitulée « La hausse de l'inflation peut-elle modifier l'ancrage des anticipations ? »⁴, C. Blot analyse le processus de décision des agents économiques qui repose en partie sur leurs anticipations d'inflation.

Dans la deuxième étude, intitulée « Évaluation du choc d'approvisionnement »⁵, M. Dauvin rappelle que la reprise de l'économie mondiale en 2021 a été chahutée par des contraintes grandissantes sur les chaînes d'approvisionnement. Dans cette étude spéciale, elle détaille la façon dont nous avons évalué à l'OFCE l'impact de ces contraintes sur le PIB de trois pays (la France, l'Allemagne, et les États-Unis) de 2020 jusqu'à l'horizon de notre prévision de printemps, 2023.

Les différentes analyses autour de la prévision ont été déclinées en billets de blog. D'autres billets ont repris des points analysés dans les textes de la prévision, afin de leur donner plus de visibilité. C'est le cas pour la politique budgétaire et monétaire aux États-Unis, sur l'action de la Banque d'Angleterre et de la BCE, sur le marché du travail, sur l'analyse des mesures d'urgence sur le revenu des ménages, sur l'emploi et la pauvreté des jeunes, sur les effets des réformes des dépenses sociales ou sur la situation économique en Espagne et en Chine.

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 25 mai 2022 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 177 de la *Revue de l'OFCE*.

La prévision d'automne 2022 s'intitule « Du coup de chaud au coup de froid ». Le cœur de l'analyse prolonge ce qui avait été développé dans la prévision de printemps et a fait l'objet du numéro 178 de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est également composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article, intitulé « Du coup de chaud au coup de froid »⁶ présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Un tour du monde de la situation conjoncturelle, organisé en fiches pays, complète cette synthèse de l'économie mondiale.

Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de l'économie française. Il s'intitule « La croissance manque d'énergie »⁷.

Une étude spéciale complète et enrichit l'analyse conjoncturelle. Dans celle-ci, intitulée « Guerre en Ukraine et hausse des tensions internationales : quel impact sur le PIB ? Analyse empirique de l'économie mondiale et de six pays avancés à partir d'un indicateur de « risque » géopolitique »⁸, l'auteur, R. Sampognaro, explicite la méthodologie employée dans les prévisions de mai et d'octobre 2022 de l'OFCE pour quantifier les effets de la montée du risque géopolitique sur son scénario de croissance.

⁴ Blot C., « La hausse de l'inflation peut-elle modifier l'ancrage des anticipations ? », *Revue de l'OFCE*, 177, juin 2022.

⁵ Dauvin M., « Evaluation du choc d'approvisionnement », *Revue de l'OFCE*, 177, juin 2022.

⁶ Heyer E. et X. Timbeau, « Ducoup de chaud au coup de froid », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022.

⁷ Heyer E. et X. Timbeau, « La croissance manque d'énergie », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022.

⁸ Sampognaro R., « Guerre en Ukraine et hausse des tensions internationales : quel impact sur le PIB ? Analyse empirique de l'économie mondiale et de six pays avancés à partir d'un indicateur de 'risque géopolitique' », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022.

Comme à l'accoutumée les analyses de la prévision ont été disséminées largement à travers des billets de blog : sur la situation économique en Allemagne à la veille des élections, sur l'action de la BCE et de la FED ainsi que sur les tensions inflationnistes aux Etats-Unis et en zone euro ou sur la réforme de l'assurance chômage en France.

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 12 octobre 2022 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 178 de la *Revue de l'OFCE*.

Le travail de la prévision d'automne sert également de base à l'analyse conjoncturelle utilisée dans le premier chapitre de la version 2023 des *Repères sur l'économie française* et sur l'économie européenne.

Par ailleurs, comme chaque année depuis 2018, l'OFCE a organisé fin novembre 2022 la rencontre de l'Observatoire Français des Comptes Nationaux. Cet événement est l'occasion pour les différents organismes réalisant des prévisions sur l'économie française et son environnement international (INSEE, Direction Générale du Trésor, Banque de France, Rexecode, OFCE pour les instituts spécialisés auxquels s'ajoutent des acteurs privés) d'échanger sur leurs prévisions respectives, leurs scénarios conjoncturels et leurs méthodes. En plus des organismes réalisant des prévisions, des institutions importantes y assistent en tant qu'observateurs : partenaires sociaux, UNEDIC, IRES, Haut Conseil des Finances Publiques. En amont de cette rencontre, les organisateurs collectent auprès des différents instituts les prévisions pour l'année en cours et l'année suivante et envoient un questionnaire plus qualitatif aux participants afin de recueillir leurs opinions sur le scénario économique des prochaines années. Le sujet de la journée était la conjoncture française et son environnement international, les prévisions macroéconomiques à l'horizon 2023-2024, les perspectives budgétaires ainsi que des éléments de méthodes ou structurels comme l'écart de production ou les déséquilibres macroéconomiques.

La journée s'est achevée par deux tables rondes. La première sur la dynamique des salaires et des prix en France comportait trois panelistes : H. Le Bihan, adjoint au directeur de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques de la Banque de France, E. Bétry, sous-directeur diagnostic et prévisions de la Direction générale du Trésor et G. Verdugo, professeur des universités, directeur du Centre d'études des politiques économiques de l'Université d'Evry-Val d'Essonne, spécialiste de l'économie du travail et chercheur associé à l'OFCE. La deuxième table ronde proposait un éclairage sur la dynamique des prix du gaz et de l'électricité en France et en Europe par P-L. Lucille, économiste à Engie.

Une analyse détaillée de ces prévisions a été publiée dans un *Policy brief* de l'OFCE⁹.

Les outils de la prévision

emod.fr

Les modèles macroéconométriques sont bâtis sur les définitions de la Comptabilité nationale et sont estimés. Les développements théoriques de la macroéconomie sont testés et implémentés

⁹ Aurissergues E., et A. Saumtally, « L'économie française en 2023 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCE », *OFCE Policy Brief*, 111, 10 février 2022.

dans le modèle s'ils ont une validité empirique. Le département développe et entretient le modèle France (e-mod.fr). Ce modèle est robuste et permet une bonne appréciation dans le court terme des phénomènes économiques, lorsqu'il est utilisé en prévision. Il permet aussi de caractériser les canaux par lesquels les chocs ou les politiques économiques se transmettent. Enfin, il peut être utilisé pour cadrer les projections à moyen terme, ce qui permet de préciser et d'améliorer le long terme du modèle. Depuis 2017, le travail de réestimation des fonctions de comportement du modèle France a été poursuivi. Le bloc demande de facteur a été reformulé. Il est désormais possible de mieux prendre en compte différentes hypothèses de substitution des facteurs et de mieux prendre en compte les conséquences d'une modification du coût du travail. Par ailleurs, l'équation de comportement d'épargne des ménages a été réestimée. Un travail hors modèle permet de traiter les baisses de coût du travail différenciées suivant le niveau de salaire. Par ailleurs, un travail a été entrepris qui vise à enrichir le modèle de non linéarité de façon à prendre en compte les effets du cycle économiques dans les comportements des agents.

Indicateurs avancés

Le travail sur les indicateurs avancés se poursuit. Outre le projet conduit avec Eurostat d'indicateurs mensuel de PIB de la zone euro, une mise à jour mensuelle du travail effectué en 2017 pour construire un nouvel indicateur pour la zone euro dont la note méthodologique est résumée ici https://www.ofce.sciences-po.fr/indic&prev/note_methoeuro2017.pdf, est effectuée et donne lieu à la publication d'un post de Blog. Par ailleurs l'utilisation de la consommation d'électricité a été mobilisée afin d'anticiper la production industrielle des entreprises. Ces analyses ont donné lieu à de nombreux post de Blog.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité de l'OFCE tente de répondre à des questions spécifiques émanant des institutions publiques et relatives à l'évaluation de certaines politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. Celles-ci peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – et souvent très médiatisées – comme le Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), ou encore comprendre plus largement comment l'investissement public agit sur la productivité des entreprises, comme la politique d'innovation et de soutien de la recherche publique, ou encore comment les réformes de la fiscalité (IS ou impôt de production) impacte les comportements et les performances des entreprises. Ces recherches sont essentiellement contractuelles et répondent à des demandes ponctuelles et précises de la part des administrations centrales ou locales. Le DRIC utilise des microdonnées d'entreprises pour appréhender l'hétérogénéité du tissu productif. La granularité du système productif est ainsi abordée à l'OFCE en complément des analyses macroéconomiques. En 2022, le DAP a participé à l'évaluation de la bascule du CICE en baisse de cotisations sociales lancée par France Stratégie.

Évaluation de la politique de financement de la recherche publique sur l'innovation

En 2021, le DRIC a conduit une étude pour le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) dans l'objectif d'évaluer l'impact de la politique de

recherche publique sur l'innovation. Cette étude, présentée dans le précédent rapport d'activité 2021, a donné lieu à une publication à paraître dans la revue *Annales de statistiques et d'économie* sur la base du document de travail OFCE (Basheer et al., 2022)¹⁰.

Les questions d'innovation continueront d'être abordées par le DRIC dans le cadre de ses travaux sur la productivité des entreprises amorcés en 2022 et qui donneront lieu à un rapport en 2023.

Intervenir dans le débat de politique économique

L'OFCE contribue de manière régulière au débat public en économie.

Questions nationales

L'OFCE a réalisé la version 2023 du *Repères* sur l'économie française, publiée par les éditions La Découverte. Ce *Repères* synthétise les analyses de l'OFCE et est largement diffusé (5 000 exemplaires). Il comprend un rappel historique¹¹ et conjoncturel¹², des dossiers thématiques sur les principaux éléments de l'économie française (place de l'Etat¹³, marché du travail¹⁴, tissu productif¹⁵). S. Guillou a participé à deux reprises à l'hors-série de *Alter Eco* sur le thème de l'industrie et de la mondialisation.

La seconde partie propose des analyses plus approfondies de certains thèmes qui constituent des aspects majeurs des débats actuels.

Quelle évolution du pouvoir d'achat au cours du quinquennat 2017-2022 ?¹⁶ Comment s'est comporté le marché du travail au cours du dernier quinquennat ?¹⁷ Quelle trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ?¹⁸ Quel bilan peut-on faire de la réforme de l'apprentissage en France ?¹⁹

¹⁰ Kalash B., S. Guillou, L. Nesta et M. Pezzoni, « Doe slab funding matter for the technological application of scientific research ? An empirical analysis of French labs », *OFCE Working Paper*, 11, mai 2022.

¹¹ Heyer E. (dir.) et X. Timbeau, « Plus d'un demi-siècle d'économie pré-Covid », in *L'économie française 2023*, La Découverte, pp. 21-33, décembre 2022.

¹² Péléraux H. et M. Plane, « La situation conjoncturelle », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 5-20, décembre 2022.

¹³ Plane M. et R. Sampognaro, « La place de l'Etat dans l'économie », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 34-47, décembre 2022.

¹⁴ M. Dauvin et P. Madec, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 48-62, décembre 2022.

¹⁵ Péléraux H. et M. Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 63-78, décembre 2022.

¹⁶ Madec P., M. Plane et R. Sampognaro, « Quelle évolution du pouvoir d'achat au cours du quinquennat 2017-2022 ? », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 79-94, décembre 2022.

¹⁷ Dauvin M. et E. Heyer (dir.), « Le marché du travail au cours du dernier quinquennat », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 95-103, décembre 2022.

¹⁸ Heyer (dir.), M. Plane et X. Timbeau « Quelle trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », in *L'économie française 2023*, La Découverte, pp. 104-116, décembre 2022.

¹⁹ Coquet B., « L'apprentissage : de la réforme à l'excès », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 117-122, décembre 2022.

Evaluation des mesures socio-fiscales

En début d'année, nous avons publié une étude fournissant un panorama exhaustif du budget 2022. Elle analyse en détail les mesures votées, leur montée en charge et leur impact macroéconomique sur la croissance et le pouvoir d'achat des ménages au cours du quinquennat. Elle fournit également une évaluation de leurs effets redistributifs selon le niveau de vie des ménages à l'aide de données microéconomiques et du modèle de microsimulation *Ines*²⁰.

L'année 2022 a été marquée par l'élection Présidentielle en France ce qui a conduit le DAP à proposer un bilan du quinquennat qui s'achève sur le marché du travail²¹, sur le pouvoir d'achat et sur la dette publique²².

Ces études peuvent également faire l'objet dans des revues à référé. C'est le cas notamment d'une réflexion sur le rôle des banques centrales²³, sur la formation des salariés²⁴ ou sur la dette publique²⁵.

²⁰ Madec P., M. Plane et R. Sampognaro, « Une analyse macroéconomique et microéconomique du pouvoir d'achat. Bilan du quinquennat mis en perspective », *OFCE Policy Brief*, 104, 17 mars 2022.

²¹ Bock S., B. Coquet, M. Dauvin et E. Heyer, « Le marché du travail au cours du dernier quinquennat », *OFCE Policy Brief*, 103, 17 mars 2022.

²² Aurissergues E., E. Heyer et X. Timbeau, « La dette publique au XXI^e siècle : une analyse de la dynamique de la dette publique avec Debtwatch », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, pp. 237-265, 2022.

²³ Blot C. et F. Labondance, « Beyond the interest rate pass-through : monetary policy and banks interest rates since the effective lower bound », *Applied Economics*, 54(51), pp. 1-5, 2022.

²⁴ Bourlès R., A. Cozarenco, D. Henriët et X. Joutard, « Business training with a better-informed lender », *Annals of Economics and Statistics*, 148, pp. 165-108, janvier 2022.

²⁵ Timbeau X., « La dette publique est-elle toujours soutenable ? », *Revue d'économie financière*, 146, pp. 165-184, novembre 2022.

Les questions européennes²⁶

L'analyse économique de l'Union européenne est au cœur des travaux de l'OFCE. L'année 2022 a vu la parution d'un nouveau volume de *L'économie européenne*²⁷ dans la collection Repères (éditions La Découverte) en mars. Avec cet ouvrage, l'OFCE continue d'affirmer son implication dans les débats européens en proposant un bilan annuel accessible et rigoureux de l'économie européenne. L'année 2022 a aussi vu la parution du troisième rapport *European Public Investment Outlook*, qui synthétise les besoins d'investissement en Europe et regroupe autour de ses trois coordinateurs, dont un économiste de l'OFCE, un aréopage de spécialistes des questions économiques européennes. L'OFCE poursuit, en outre, son implication dans le groupe d'experts de la commission ECON du Parlement européen en vue de la préparation de son dialogue monétaire avec la banque centrale européenne (BCE). L'OFCE a également entamé une collaboration avec la FEPS (Foundation for European Progressive Studies) en vue d'évaluer les avancées du programme européen Next Generation EU et avec la FES Paris (Friedrich Ebert Stiftung) en vue d'organiser des débats réguliers sur les questions européennes. L'année 2022 a aussi vu la naissance d'un nouveau séminaire à Sciences Po, co-organisé par l'OFCE et le CEVIPOF et qui traite des théories de l'Union européenne. Enfin, l'OFCE intervient régulièrement sur les questions européennes au travers de publications académiques et de *policy papers* (au-delà de ceux réalisés dans le cadre du dialogue monétaire) et d'intervention pour la Commission des affaires européennes du Parlement. Par ailleurs, Sarah Guillou a été missionnée par les ministres de l'industrie, du commerce et de l'Europe pour participer à un groupe de travail sur l'avenir des politiques commerciales et industrielles de l'Union européenne dans la perspective de la publications d'un rapport fin 2023.

Bilan de l'économie européenne : *L'économie européenne 2022*

Le 1^{er} janvier 2022, la France prenait la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour un semestre. La présidence française avait alors ceci de particulier qu'elle précédait une période de vacances d'une année d'un représentant de la zone euro à la Présidence tournante. Cela n'était sans doute pas sans importance dans le choix par la France de certains grands chantiers de réforme pour le premier semestre 2022.

Les priorités de la présidence française se reflétaient dans la devise qu'elle avait adoptée : « Relance, Puissance, Appartenance » : la relance pour permettre à l'Union européenne de réussir les transitions écologique et numérique ; la puissance pour défendre et promouvoir les valeurs et les intérêts des Européens ; et enfin l'appartenance par la culture, les valeurs et l'histoire commune. Dans son discours du 9 décembre 2021 en vue de présenter les priorités de la présidence française, le Président de la République française, Emmanuel Macron, avait

²⁶ Les travaux des chercheurs de l'OFCE consacrés à l'Union européenne sont regroupés sous l'onglet « Débat européen » du site internet de l'OFCE. Sont répertoriés les articles, rapports, *policy briefs*, *posts* de blog et documents de travail.

²⁷ OFCE (coordonné par Creel J.), *L'économie européenne 2022*, Collection : Repères, La Découverte, 128 pages, mars 2022.

défini trois grands axes autour desquels s'articuleraient les activités de la présidence : mettre en œuvre un agenda pour une souveraineté européenne ; bâtir un nouveau modèle européen de croissance ; et créer une Europe à taille plus « humaine ».

L'édition 2022 de *L'économie européenne* s'est concentrée sur les enjeux de l'après-crise de la Covid-19 pour le fonctionnement de l'Union européenne et principalement sur les questions budgétaires et monétaires. Elle éclaire ainsi le projet de modèle européen de croissance de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

L'ouvrage présente tout d'abord un état des lieux conjoncturel de la zone euro. Coordonné par C. Blot, le chapitre expose les conditions de la reprise économique en 2022, notamment le maintien de conditions monétaires souples et le renoncement à l'austérité budgétaire précoce dans un contexte sanitaire en voie d'amélioration. L'incertitude prévaut cependant quant à l'intensité de la reprise attendue.

L'ouvrage dresse ensuite un premier bilan du nouvel outil de gestion Next Generation EU (par C. Bozou, J. Creel et F. Saraceno). Ce programme européen est dédié à la reprise et à la résilience après la crise de la Covid-19. Le chapitre présente les différentes innovations du programme, ses effets économiques attendus et les conséquences qu'elles pourraient avoir sur l'intégration budgétaire future des États membres.

Le chapitre suivant (par C. Blot, C. Bozou et J. Creel) revient sur la révision stratégique de la Banque centrale européenne intervenue en juillet 2021. Le chapitre discute des raisons qui doivent inciter les banques centrales à revoir leur stratégie de politique monétaire à intervalles réguliers. Il présente ensuite les différents éléments de cette révision en mettant l'accent sur la définition de la cible d'inflation avant d'exposer des stratégies de révision alternatives qui toléreraient des écarts plus durables et plus importants de l'inflation à sa cible.

Le quatrième chapitre (par L. Reichlin, G. Ricco et M. Tarbé) s'interroge sur la nature des relations entre politique monétaire et politique budgétaire : complémentaires afin de poursuivre les mêmes objectifs ou substituables car poursuivant des objectifs distincts ? Dans le premier cas, le besoin de coordination est généralement moins grand que dans le second. Le chapitre montre qu'avec l'avènement des politiques monétaires non conventionnelles, les besoins de coordination se sont plutôt renforcés, un point à garder à l'esprit dans les réformes à venir du cadre budgétaire européen.

Les deux chapitres qui suivent (l'un par J. Creel et X. Ragot, l'autre par X. Timbeau) reviennent sur plusieurs changements structurels qui modifient la réflexion sur les règles budgétaires européennes : la montée importante des dettes publiques nationales, les charges d'intérêt au plus bas et l'émission d'une dette européenne commune. Le premier des deux chapitres expose les nombreuses propositions de réforme. Dans ce contexte inédit, deux voies de réforme du cadre budgétaire européen semblent possibles : l'une, radicale, avec le passage d'une coordination par des critères numériques à une coordination politique des politiques budgétaires, et l'autre, plus incrémentale, avec des règles assouplies associées à la pérennisation de NGEU. Le deuxième chapitre utilise la modélisation Debtwatch pour quantifier l'impact de différents scénarios de réduction des dettes publiques en Europe. La réduction des dettes imposerait à une bonne partie des États membres de la zone euro une austérité longue et peu compatible avec les autres objectifs à moyen et long terme, et ce sans gain économique véritable par ailleurs.

Le septième chapitre (par C. Mathieu) présente un bilan de l'application de l'accord du 24 décembre 2020 entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sur le commerce de marchandises, la pêche, les services financiers, et l'Irlande du Nord. Les indicateurs suggèrent que le Brexit a eu un impact sur l'économie britannique qui reste cependant difficile à distinguer de celui du choc provoqué par la crise sanitaire.

Enfin, le dernier chapitre (par T. Bauler, V. Calay, A. Fransolet, M. Joseph, E. Laurent et I. Reginster) expose les enjeux et les défis de la « transition juste » en Europe en proposant une définition claire et opérationnelle de cette notion. Il en explore ensuite les voies d'opérationnalisation au niveau politique. Enfin, il propose l'ébauche de tableaux de bord utiles à la mise en place d'une action publique dédiée aux objectifs de transition juste.

L'économie européenne 2022 ne traitait donc pas de l'ensemble des grands axes de la présidence française du Conseil de l'Union européenne mais l'introduction générale renvoyait aux éditions précédentes pour leurs analyses toujours d'actualité sur certains d'entre eux : immigration, défis numériques, marchés du travail européens, dette climatique et pacte vert européen. On pensait ainsi notamment aux chapitres sur « L'Europe au défi de la nouvelle immigration.

Programme de travail 2023

Préparation et parution de L'économie européenne 2023-2024²⁸

Afin d'assurer une plus forte visibilité de l'ouvrage, notamment auprès des élèves du secondaire et des étudiants, l'ouvrage paraîtra désormais en septembre, plutôt qu'en février-mars. Pour assurer une continuité entre les différentes éditions, la prochaine englobera donc les années 2023 et 2024.

L'édition 2023-2024 commencera par un tour d'horizon de la conjoncture européenne avant de se concentrer sur les enjeux européens consécutif au retour de l'inflation : les différentes mesures de l'inflation et de son hétérogénéité, et leur application en Europe ; les conséquences sociales de l'inflation, hétérogènes entre les pays européens en fonction de leurs revenus, de la dépendance énergétique des ménages, et des différentes réactions publiques pour en limiter l'ampleur. L'ouvrage se poursuivra ensuite par deux chapitres plus étroitement centrés sur l'invasion russe en Ukraine, l'un sur ses conséquences sur les systèmes agricoles, l'autre sur les sanctions européennes et leurs effets. Enfin, trois autres problématiques seront abordées : les retraites et l'emploi des seniors, en comparaison européenne ; la stabilité bancaire et l'achèvement de l'union bancaire ; et enfin, la réforme du cadre budgétaire européen.

Préparation et parution d'un rapport de l'OFCE sur l'Union européenne (novembre 2023)

A quelques mois des élections européennes et dans la perspective de la transformation du département des études en département des études européennes, l'OFCE souhaite animer les débats économiques et sociaux sur quelques grands enjeux de l'Union européenne : relance et résilience économique, transition écologique, dimension commerciale et stratégique, stabilité

²⁸ Ouvrage coordonné pour l'OFCE par Jérôme Creel.

bancaire et financière, et refonte des règles. Le rapport sera rédigé en anglais afin d'assurer sa large diffusion.

European Public Investment Outlook²⁹

Parmi les travaux du département des études en 2022 figure le troisième volet du *European Public Investment Outlook*, publié en anglais par Open Book Publishers.

Depuis la crise financière de 2008, le département des études participe au débat sur le retour du *policy mix* et de la politique budgétaire. Parmi les travaux dédiés à ce thème figurent les rapports annuels dédiés à l'investissement public en Europe, co-dirigés par Francesco Saraceno avec F. Cerniglia (Università Cattolica de Milan) et A. Watt (IMK Berlin). Ces ouvrages collectifs font appel à un grand nombre d'économistes (une trentaine par volume) venant de l'université, des institutions internationales (FMI, Commission Européenne, Banque Européenne d'Investissement, etc.), de *think tanks*, avec le double objectif de garder élevé le niveau d'attention sur l'investissement public et de construire un réseau de chercheurs européens travaillant sur ce thème. Les rapports se structurent en une première partie qui dresse l'état de l'investissement public en Europe et dans ses pays les plus grands, et une deuxième partie, dédiée à un thème spécifique. Le premier volume, sorti en 2020, n'avait pas de thème ; le deuxième (2021) était dédié au programme Next Generation EU, et le troisième (2022) à la transition écologique.

La perspective de long terme du débat sur la politique budgétaire depuis que la pandémie en 2020 a montré l'importance de fournir des biens publics, a mis en évidence le rôle de la politique budgétaire et de la politique industrielle dans la réussite de la transition écologique ; c'est bien le sujet que nous avons choisi pour *Greening Europe, 2022 European Public Investment Outlook*.

L'investissement en faveur d'une transition verte est abordé sous un large éventail de perspectives, de son financement à la valeur des multiplicateurs « verts », en passant par les questions réglementaires qui se posent, la nécessité de redéfinir la politique industrielle, les besoins d'investissement dans le domaine de l'énergie (ce sujet spécifique est bien sûr devenu central dans le courant de l'année 2022 en raison de la guerre en Ukraine), et le débat sur la gouvernance de la zone euro. Comme pour les autres volets, deux thèmes ont émergé de façon spontanée du travail des auteurs des chapitres.

Le premier est la nécessité de protéger l'investissement public grâce à un cadre de gouvernance budgétaire approprié. Les auteurs des différents chapitres ne sont malheureusement pas optimistes. La crise énergétique, les récents développements politiques en Italie et, surtout, l'approche minimaliste du gouvernement allemand à la réécriture du Pacte de stabilité et de croissance ont donné lieu à une proposition qui, tout en améliorant considérablement la règle actuelle, ne va pas assez loin pour protéger l'investissement public. Si tel devait être le cas, il deviendrait primordial de créer un espace fiscal pour les investissements publics au niveau européen. Une réforme minimaliste du Pacte de stabilité et

²⁹ Projet coordonné pour l'OFCE par Francesco Saraceno

de croissance devrait pousser ceux qui s'intéressent à une gouvernance budgétaire efficace à présenter d'urgence une proposition visant à créer une capacité budgétaire centrale pour l'UE.

Le deuxième thème qui ressort de *Greening Europe* est le défi d'assurer un flux constant d'investissements, coordonné de manière appropriée à différents niveaux de gouvernement. La gouvernance multi-niveaux (au niveau de l'UE et au niveau national) est un aspect essentiel pour garantir, dans les décennies à venir, des flux d'investissements qui répondent aux besoins qui se posent au-delà de ceux des États membres pris individuellement. En outre, un système avec des compétences fragmentées, entre les niveaux de gouvernement, nécessiterait des mécanismes de coordination beaucoup plus solides que ceux dont s'est dotée l'UE pour : a) répondre rapidement aux chocs exogènes et b) mettre en œuvre des projets/missions stratégiques qui nécessitent une coordination entre les différents niveaux de gouvernement au cours des différentes phases de mise en œuvre.

Programme de travail 2023

Le rapport *European Public Investment Outlook* est devenu récurrent, et le travail sur un quatrième volume a démarré au printemps 2023. Comme les paragraphes qui précèdent l'ont mis en évidence, l'*Outlook* est une publication annuelle. En 2023 le thème du rapport sera le financement de l'investissement public (le titre provisoire est *Financing Public Investment at Times of High Public Debt*), le rapport sortira à l'automne 2023 toujours chez Open Book Publishers, et les chapitres couvriront tous les aspects du financement de la dépense pour l'investissement, du budget européen au rôle des banques publiques d'investissement à la politique monétaire, en passant par la taxation des multinationales et la création d'un fond souverain européen.

Dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE

Dans le cadre du contrat avec la Commission ECON du Parlement européen, l'OFCE a réalisé trois études préparatoires au dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE en 2022. Ces études, réalisées par C. Blot, C. Bozou, J. Creel, F. Geerolf et/ou S. Levasseur, sont parues sur le site du Parlement européen.

Le programme de travail est défini par la Commission ECON qui définit les sujets d'étude tous les trimestres, environ 2 mois avant que n'intervienne le Dialogue monétaire avec la Présidente de la Banque centrale européenne en session plénière du Parlement européen. Les études sont commanditées pour éclairer les enjeux des politiques monétaires futures (inflation, activité économique, stabilité financière, fragmentation, hétérogénéités entre États membres de la zone euro, etc.) ou les effets qu'ont pu avoir les politiques passées.

La première étude intitulée « *Inflation expectations in the euro area: trends and policy considerations* » visait à éclairer les débats sur la place prise par les anticipations d'inflation dans la détermination de l'inflation et dans la transmission de la politique monétaire. Elles ne sont certes pas observables et doivent donc être déduites d'un certain nombre d'indicateurs que cette étude passait en revue. L'étude montrait ainsi que tous ces indicateurs ne parviennent généralement pas à prédire l'inflation. Les auteurs évaluaient également les propriétés

d'ancrage des anticipations et montraient que les anticipations à long terme sont mieux ancrées à l'objectif d'inflation que les anticipations d'inflation à des horizons plus courts. Bien que les anticipations d'inflation jouent un rôle clé dans la transmission de la politique monétaire, elles sont trop volatiles, et/ou trop dispersées, et/ou insuffisamment révisées pour être utilisées comme outil de politique par les banques centrales. En fin de compte, l'efficacité de la politique monétaire est plus aisément évaluée en examinant les performances effectives (et non pas anticipées) en matière d'inflation.

La deuxième étude intitulée « *Soft or strong: the art of monetary tightening* » interrogeait la stratégie de lutte contre l'inflation de la banque centrale européenne. La hausse de l'inflation a en effet déclenché des mesures de resserrement monétaire de la part de la BCE. Cette étude examine les causes de cette hausse et les facteurs qui influencent l'efficacité de la politique de la BCE en matière de maîtrise de l'inflation. Sur la base d'une évaluation qualitative propre des tendances respectives de ces facteurs, l'étude recommandait d'adopter une approche prudente de la politique monétaire pour éviter de déclencher une récession aux conséquences sociales incertaines alors même que la politique monétaire aurait en tant que telle un effet assez limité sur le processus inflationniste en cours. Cette étude a été présentée au Parlement européen en septembre 2022 et discutée par l'économiste Ricardo Reis et par les parlementaires.

La troisième étude intitulée « *Heterogeneity of inflation in the euro area: more complicated than it seems* », étudie et calcule différentes mesures de l'hétérogénéité de l'inflation dans la zone euro : inflation sur l'ensemble des produits ou inflation sous-jacente, hétérogénéité pondérée ou non pondérée par le poids des différents Etats membres de la zone euro. Les auteurs s'interrogent ensuite sur les principaux facteurs constitutifs de différentes formes d'hétérogénéité. L'hétérogénéité calculée à partir de tous les produits a certes considérablement augmenté, et bien plus que l'hétérogénéité de l'inflation sous-jacente. Pour autant, il convient de garder en tête que la dispersion de l'inflation sous-jacente est largement due aux petits Etats membres de la zone euro, là où justement la probabilité d'assister à un retournement de l'inflation est la plus grande. Cela donne une indication claire que le resserrement monétaire de la BCE devrait être limité. Les pays baltes ne représentent en effet qu'une petite partie de la zone euro et ils affichent un retour rapide à la moyenne des taux d'inflation après la fin des crises. Cette étude a également été présentée et discutée au Parlement européen.

Le système productif européen

Les politiques de l'Union européenne ont été en 2022 très actives en matière de régulation numérique et industrielle. L'augmentation des PIIIC et les préoccupations croissantes au sujet de la compétitivité industrielle face à la montée de la dépendance vis-à-vis de la Chine et alors que les réglementations environnementales s'intensifient en Europe, l'industrie européenne peine à maintenir sa compétitivité.

Ces questions de résilience et d'autonomie stratégiques continuent d'être examinées au sein du DRIC car les politiques européennes impactent très largement le tissu productif. Un examen plus attentif de l'impact de l'inflation *Réduction Act* est en cours.

Programme de travail 2023

Le contrat entre la commission ECON du Parlement européen et l'OFCE se poursuit et l'OFCE se prépare à répondre aux sollicitations trimestrielles qui découlent du contrat.

Une première étude sera consacrée aux effets directs et indirects de l'invasion russe en Ukraine sur la dynamique inflationniste européenne. Elle paraîtra en mars 2023.

Collaboration avec la Foundation for European Progressive Studies (FEPS)

Les plans nationaux de relance et de résilience représentent le nouveau cadre dans lequel les États membres européens définissent leurs stratégies de développement et allouent des ressources européennes et nationales - dans le but de relancer les conditions socio-économiques après la pandémie de coronavirus.

Ce processus, initié dans le cadre de la réponse européenne à la crise sanitaire mondiale, suit la construction de Next Generation EU. Il combine les efforts nationaux et européens pour relancer et remodeler l'économie, en pilotant les transitions numérique et climatique. Il est intéressant d'évaluer le potentiel de ces plans nationaux pour réduire les inégalités et assurer le bien-être de tous, ainsi que d'étudier comment créer une gouvernance économique européenne qui soutienne la justice sociale, régionale, numérique et climatique.

La Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), la Friedrich Ebert Stiftung (FES) et l'Institut Emile Vandervelde (IEV), en partenariat avec 12 instituts dont l'OFCE, ont mis en place depuis mars 2022 un réseau structuré d'experts pour suivre la mise en œuvre des plans nationaux de relance et de résilience et évaluer leur impact économique et social.

La "Recovery Watch" publiera plus de 15 études politiques consacrées à l'analyse transnationale des plans nationaux de relance et de résilience et de l'initiative Next Generation EU. Le projet se concentrera sur quatre domaines : l'action climatique, l'investissement numérique, les mesures sociales et la gouvernance de l'UE. L'OFCE est leader sur le quatrième domaine. A ce titre, il préparera deux études en 2023, sur la pérennisation éventuelle de Next Generation EU et sur les questions de genre dans les plans de relance européens.

Séminaire Théorie et politique économique de l'Europe

Le séminaire « Théorie et économie politique de l'Europe », organisé conjointement par le Cevipof et l'OFCE, vise à interroger, au travers d'une démarche pluridisciplinaire systématique, la place de la puissance publique en Europe, à l'heure du réordonnement de l'ordre géopolitique mondial, d'un capitalisme néolibéral arrivé en fin de cycle et du délitement des équilibres démocratiques face aux urgences du changement climatique. La théorie politique doit être le vecteur d'une pensée d'ensemble des soutenabilités écologiques, sociales, démocratiques et géopolitiques, source de propositions normatives tout autant qu'opérationnelles pour être utile aux sociétés. Elle doit engager un dialogue étroit avec

l'économie qui elle-même, en retour, doit également intégrer une réflexivité socio-politique à ses analyses et propositions macroéconomiques, tout en gardant en vue les contraintes du cadre juridique.

Réunissant des chercheurs d'horizons disciplinaires divers, mais également des acteurs de l'intégration européenne (diplomates, hauts fonctionnaires, prospectivistes, avocats, industriels etc.), chaque séance du séminaire a donné lieu à un compte rendu publié sur les sites du Cevipof et de l'OFCE.

Les thèmes étudiés en 2022 ont été : souveraineté et démocratie, économie et politique ; plan de relance européen et gouvernance économique de l'UE ; la politique industrielle européenne au défi de la transition écologique ; la décolonisation numérique de l'Europe ; Banque centrale européenne, monnaie et démocratie ; la fiscalité européenne ; le risque antibiotique ; l'Europe de la défense ; et la souveraineté (ou la sécurité) alimentaire.

Le séminaire se transformera en 2023 en une journée d'étude dont l'un des objectifs est d'aboutir à la rédaction d'un ouvrage transdisciplinaire sur le projet d'intégration européenne, ses enjeux et ses ambitions, ses limites et ses perspectives.

Autres travaux sur les questions économiques relatives à l'Union européenne

Articles publiés (hors Revue de l'OFCE)

"The Distribution of Households' Indebtedness and the Transmission of Monetary Policy" par F. Cumming et P. Hubert, à paraître dans *Review of Economics and Statistics* : les auteurs étudient l'éventuelle dépendance de la réponse dynamique de la consommation globale à la politique monétaire à la distribution de l'endettement des ménages par rapport à leur revenu. À l'aide de micro-données britanniques au niveau des prêts, ils proposent une nouvelle approche pour isoler la fraction des ménages dont la capacité à lisser la consommation est limitée. En exploitant les variations temporelles et transversales, ils montrent que la consommation réagit davantage à la politique monétaire lorsque la part des ménages très endettés est importante, mais ils ne constatent pas de dépendance par rapport au niveau global d'endettement par rapport au revenu. Ces résultats soulignent le rôle de l'hétérogénéité des ménages dans la compréhension de la transmission de la politique monétaire à la consommation globale.

Dans une étude complémentaire intitulée "House prices, the distribution of household debt and the refinancing channel of monetary policy" et parue dans *Economics Letters*, F. Cumming et P. Hubert montrent que l'impact hétérogène de la politique monétaire sur la consommation dépend de la dynamique des prix de l'immobilier et de la part des ménages très endettés. La consommation réagit fortement à la politique monétaire lorsque la part des ménages très endettés est importante et que les prix de l'immobilier ont récemment diminué, mais ils ne constatent aucun effet après des périodes de croissance des prix de l'immobilier. Ces résultats soulignent le rôle de l'hétérogénéité des ménages et du canal de refinancement dans la transmission de la politique monétaire.

"Credit, banking fragility, and economic performance", par J. Creel, P. Hubert et F. Labondance, à paraître dans *Oxford Economic Papers* : cet article explore le rôle de la fragilité bancaire dans la relation entre le crédit bancaire privé et la croissance économique et fait le lien entre deux littératures, l'une sur le lien entre le crédit et la croissance économique et l'autre sur les effets de la fragilité bancaire sur la dynamique du crédit. Les auteurs envisagent deux types de fragilité bancaire à la fois du côté de l'actif et du passif : les prêts non performants et le ratio capital bancaire/actifs. En utilisant un modèle de croissance standard et un estimateur dynamique de la méthode des moments généralisés sur les données des pays de l'Union européenne, ils trouvent que la fragilité bancaire a un effet négatif sur la croissance économique. Une conséquence de la prise en compte de la fragilité bancaire est que le crédit semble avoir un effet positif sur la croissance économique uniquement lorsque la fragilité bancaire est relativement faible.

"Income inequality and monetary policy in the euro area", par J. Creel et M. El Herradi, à paraître dans *International Journal of Finance and Economics* : cet article examine les implications distributives de la politique monétaire de la BCE sur les revenus à partir d'un panel de 10 pays de la zone euro entre 2000 et 2015. Contrairement à la littérature, les auteurs étudient plusieurs canaux de transmission et introduisent plusieurs spécifications (différents instruments de politique monétaire, différents indicateurs d'inégalité des revenus, différentes sources de données, modèles parcimonieux et plus larges, chocs sur la politique monétaire en tant que telle, sur les taux à long terme et sur les taux d'inflation) dans un modèle VAR en panel afin de mettre en évidence la robustesse des résultats. Les résultats suggèrent que : (i) les effets distributifs de la politique monétaire de la BCE ont été modestes et (ii) principalement induits par les mesures de politique monétaire conventionnelles, en particulier dans les pays présentant un niveau élevé d'inégalité des revenus, tandis que, dans l'ensemble, (iii) les politiques monétaires standard et non standard ne diffèrent pas significativement en termes d'impact et (iv) les résultats de base persistent lorsque des politiques fiscales redistributives sont introduites. Ils montrent également que les résultats passent principalement par des effets de composition du revenu.

« Dette optimale et dette soutenable : un nouveau dilemme à la Triffin », par X. Ragot, paru dans la *Revue d'économie financière* : l'objet de ce texte est de montrer que la distinction entre optimalité et soutenabilité conduit à identifier un nouveau paradoxe pour la gestion des dettes publiques, que l'on appelle « pseudo-paradoxe de Triffin ». Il repose sur trois constatations, développées dans l'article. Premièrement, le statut d'actifs sûrs ou de réserve de valeur internationale permet des coûts de financements réels faibles des dettes publiques des pays développés, même avec une inflation maintenant élevée. Ensuite, la hausse internationale de la demande d'actifs sûrs depuis vingt ans conduit à une hausse de l'endettement public pour bénéficier des taux bas face à des dépenses nouvelles. Enfin, le retour des chocs macroéconomiques peut faire brutalement perdre le statut d'actifs sûrs. Le paradoxe repose sur la hausse de la dette optimale de court terme et la baisse de la dette soutenable à long terme. On présente ce paradoxe et développe les implications pour le cadre européen.

« Dette, soutenabilité et responsabilité démocratique européenne » par J. Creel, paru dans la *Revue d'économie financière* : les montants élevés de dette publique ravivent les inquiétudes

d'une insoutenabilité des finances publiques de certains États membres de l'Union européenne. Les propositions de réforme du cadre budgétaire européen prennent en compte cette dimension, mais peinent à articuler le discours sur les règles, même modifiées, même améliorées, avec leur légitimité démocratique européenne. Celle-ci mérite pourtant d'être discutée pour assurer une meilleure appropriation des règles européennes par les États membres.

"Real-time fiscal policy responses in the OECD from 1997 to 2018: procyclical but sustainable?", par P. Aldama et J. Creel, paru dans *European Journal of Political Economy* : cet article présente des résultats empiriques en faveur de l'asymétrie de la politique budgétaire selon les phases du cycle économique, en utilisant un ensemble de données de panel en temps réel sur 19 pays de l'OCDE de 1997 à 2018. Les auteurs estiment diverses spécifications des réactions de la politique budgétaire, dans lesquelles la politique budgétaire *ex ante* a deux objectifs principaux : la stabilisation macroéconomique et l'assainissement budgétaire. Premièrement, ils trouvent que la politique budgétaire est asymétrique selon les phases du cycle économique, en particulier la politique budgétaire semble être pro-cyclique en période de ralentissement et acyclique en période de reprise. Deuxièmement, ils trouvent que la politique budgétaire est soutenable, mais il n'y a pas de preuve empirique que les phases de consolidation budgétaire sont plus fortes en période de ralentissement plutôt qu'en période d'activité plus forte. Ces résultats sont robustes à l'utilisation d'estimateurs alternatifs, à une mesure alternative du cycle économique et à l'exclusion des pays. En particulier, le biais pro-cyclique de la politique budgétaire en période de ralentissement semble largement dû aux années qui ont suivi la crise financière mondiale.

"Réforme du cadre budgétaire européen : un argument pour l'adoption d'une règle d'or des finances publiques", par J. Creel, paru dans la *Revue française d'économie* : le cadre budgétaire européen repose sur une asymétrie bien connue entre politique monétaire et politique budgétaire, la première confiée à une banque centrale disposant d'une grande indépendance de moyens et dotée d'un mandat portant principalement sur la stabilité des prix, et la seconde contrainte par des limites sur les déficits et les dettes publiques. Cette architecture institutionnelle repose notamment sur la substituabilité stratégique entre ces deux politiques économiques. La crise de Covid-19 a rebattu les cartes en démontrant l'utilité de politiques budgétaires non contraintes et conduit à une réflexion sur une éventuelle réforme du cadre budgétaire européen. Parmi les propositions discutées figure la règle d'or des finances publiques qui permettrait de relancer durablement les investissements publics en Europe. En guise d'argument ou de contre-argument à l'adoption d'une telle règle, l'auteur étudie les interactions entre investissement public et politique monétaire. Les résultats empiriques tendent à montrer qu'investissement public et politique monétaire agissent de manière complémentaire, ce qui justifierait alors de relâcher les contraintes pesant sur les politiques budgétaires. Cela ne devrait cependant pas se faire sans une coopération politique renforcée sur la nature des investissements publics réalisés.

"Freins et perspectives d'une union budgétaire européenne", F. Allemand et J. Creel, paru dans la *Revue des juristes de Sciences Po* : les avancées institutionnelles intervenues en Europe en 2020 pour contrecarrer les effets économiques et sociaux de la pandémie de Covid-19 ont pu être qualifiées de « moment hamiltonien », en souvenir de la constitution du

budget fédéral américain à la fin du 18ème siècle garantissant les dettes des États fédérés, capable d'émettre ses propres dettes et, surtout, en mesure de lever ses propres impôts. L'union budgétaire américaine était née, ce qui n'est toujours pas le cas de l'union budgétaire européenne. Est-il possible et même souhaitable d'y parvenir ? L'article revient sur les arguments économiques et juridiques en faveur ou à l'encontre de la constitution d'une union budgétaire en Europe.

Policy Brief

"L'Europe, de réelles avancées mais des choix à assumer", par J. Creel, F. Geerolf, S. Levasseur, X. Ragot & F. Saraceno, *OFCE Policy Brief* 101 :

Si l'Union européenne a jusqu'à présent bien géré la crise de la Covid-19, des tendances inquiétantes de long terme sont toujours à l'œuvre : 1. On n'observe pas de convergence des balances commerciales. En particulier, la balance commerciale de la France ne montre pas de signe de redressement ; 2. Les niveaux de richesse par habitant ne présentent pas de signe de convergence. En particulier le PIB par habitant italien est de 25 % inférieur à celui de l'Allemagne ; 3. Les niveaux de dette publique sont hétérogènes au sein de la zone euro malgré des charges d'intérêt faibles, de l'ordre de 1 % du PIB après des niveaux supérieurs à 3 % du PIB. À l'inverse, d'autres facteurs témoignent de signes de convergence : 4. Les taux de chômage montrent des signes de décroissance après le point haut de 2012 dû à la mauvaise gestion de la crise de dettes publiques en Europe ; 5. Les coûts unitaires du travail convergent depuis 2015, notamment du fait de la dynamique des salaires allemands, qui rattrape la moyenne de l'Union européenne. Cinq explications – parfois opposées – expliquent ces tendances, chacune d'entre elles motivant des orientations spécifiques de réformes des règles et des institutions européennes. Elles insistent sur 1) les différentiels d'inflation, 2) une demande excessive au Sud, 3) une demande insuffisante au Nord, 4) la politique industrielle ou 5) les imperfections financières. De ces analyses, nous déduisons quatre recommandations : Recommandation n° 1. Des politiques de stimulation de la demande interne des pays en fort excédents commerciaux doivent être mises en place, notamment par le renforcement de l'investissement public et par des politiques budgétaires plus accommodantes au nord de l'Europe. Recommandation n° 2. La politique industrielle de l'UE se doit d'être plus ambitieuse au regard des enjeux économiques. Recommandation n° 3. Il faut assurer une convergence nominale non déflationniste en s'accordant sur des modalités communes de fixation des salaires, notamment les salaires minimums en Europe assurant des hausses nominales dans les pays du Nord. Recommandation n° 4. Une exclusion de l'investissement public des règles européennes est une ambition minimale. L'analyse de la soutenabilité des dettes publiques devrait conduire à des recommandations différenciées par pays et non à l'application de règles uniformes.

Documents de travail

“Squaring the circle: how to guarantee fiscal space and debt sustainability with a European debt agency”, par M. Amato et F. Saraceno : Ce document contribue au débat sur la gouvernance macroéconomique européenne. L'enjeu est de créer une marge de manœuvre budgétaire pour les pays de la zone euro, tout en garantissant la viabilité des dettes publiques. Qu'il s'agisse de créer un espace budgétaire par la réforme des règles budgétaires, la création d'une capacité budgétaire centrale ou un mélange des deux, la question de la gestion de la dette publique, passée et future, est primordiale. Les auteurs discutent d'une proposition qui vise à une gestion systématique de la dette par le biais d'une Agence européenne de la dette. Cette AED absorberait progressivement la dette des États membres, tout en les responsabilisant grâce à une tarification basée sur le risque fondamental. Ils montrent en outre que (1) une agence de la dette pourrait être conçue de manière à ne pas impliquer de mutualisation de la dette ou d'aléa moral, et que (2) la gestion commune de la dette permettrait à la BCE de normaliser sa politique monétaire sans créer d'instabilité sur les marchés de la dette souveraine. Un argument important de l'article est que toute proposition qui ne traite pas de la totalité de la dette risque d'entraîner une instabilité des marchés de la dette souveraine, et donc d'être contre-productive.

« L'agriculture ukrainienne sous tension », par S. Levasseur : l'Ukraine est devenue, ces dernières années, un acteur majeur sur les marchés internationaux de matières premières, produisant et exportant des quantités importantes de céréales et d'oléagineux. Dans ce document de travail, nous synthétisons les éléments saillants relatifs à l'agriculture ukrainienne : son importance en tant que « grenier à grains » pour reprendre l'expression consacrée sous la période soviétique; son organisation autour de 200 agro-holdings qui structurent la production et réalisent l'essentiel des exportations; la réforme foncière visant à pallier les problèmes dont souffrent l'agriculture ukrainienne. En filigrane, nous interrogeons un modèle agricole qui, certes, nourrit un nombre croissant d'individus – en Ukraine et dans le monde – mais sur une modalité de plus en plus productiviste. L'érosion des sols devrait davantage faire l'objet des préoccupations environnementales et ce, afin de préserver le capital naturel que constituent les terres noires (tchernozioms) ukrainiennes.

“The “Baqaee-Farhi approach” and a Russian gas embargo – some remarks on Bachmann et al.”, par F. Geerolf : dans un document très discuté, Bachmann et al. (2022) ont affirmé en mars 2022 que les effets économiques pour l'Allemagne d'un arrêt complet et immédiat des importations d'énergie en provenance de Russie seraient faibles, se limitant à une perte de PIB de 0,5 % jusqu'à un maximum de 3 %. Dans un rapport de suivi pour le Conseil d'analyse économique (CAE) français, Baqaee et al. (2022) présentent même une perte de 0,3 % du PIB (environ 100 euros par personne et par an) en cas d'embargo comme leur estimation principale. Cette note soutient que ces estimations sont à la fois problématiques d'un point de vue scientifique et fortement biaisées en faveur d'un embargo sur le gaz : c'est le cas de l'approche (dite) “Baqaee-Farhi” qui arrive à 0,2-0,3 % du PIB, de l'approche “fonction de production” qui arrive à 1,5 % à 2,3 % du PIB, ainsi que de l'approche “statistiques suffisantes” (également basée sur Baqaee-Farhi) qui arrive à 1 % du PIB. Cette note soutient qu'Olaf Scholz avait raison de dire que les modèles mathématiques utilisés “ne fonctionnent pas vraiment” ici, et tente d'expliquer pourquoi.

Les questions environnementales

Descriptif

Le Pôle Environnement concentre ses recherches sur l'économie de l'environnement. Les principaux thèmes étudiés sont la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique, l'empreinte écologique des activités économiques humaines. Ces problématiques sont analysées sous différentes approches : la modélisation macro et microéconomique, l'approche empirique d'évaluation des politiques publiques et des effets redistributifs et l'approche socio-économique. Inscrits dans un cadre pluridisciplinaire, ses chercheurs traitent plus généralement des questions liées à l'impact environnemental des activités économiques, l'impact différencié des politiques environnementales ou la perception du changement climatique.

Les recherches sont organisées selon trois axes principaux : (1) Modélisation des politiques énergétiques et environnementales ; (2) Evaluation des politiques publiques et analyse des effets redistributifs ; (3) Approche sociale-écologique et l'économie du bien-être.

Au sein du premier axe, l'OFCE développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et NEO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétiques et environnementales. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Activités 2022

Le pôle environnement a supervisé le numéro spécial de la Revue de l'OFCE intitulé « Enjeux socio-économiques de l'action pour l'action climat ». Cette publication a aussi donné lieu à l'organisation d'une table ronde réunissant les meilleurs spécialistes de cette thématique.

Le pôle a contribué au groupe de travail sur le perfectionnement de la comptabilité de l'empreinte carbone, piloté par le SDES, service statistique rattaché au Commissariat général au développement durable (CGDD) et en charge de la statistique environnementale.

Dans le cadre de sa convention de recherche avec l'ADEME, le pôle a poursuivi le développement du modèle *ThreeME*, en particulier : le développement d'une version permettant de simuler le modèle dans le logiciel ouvert R ; l'automatisation de procédures d'intégration de nouveaux secteurs dans le modèle, l'amélioration de la désagrégation du bloc énergie de la version *ThreeME* Europe ; une réflexion sur la prise en compte de l'incertitude et la modélisation des contraintes de ressources.

Dans le cadre d'un projet avec le MEDEF, *ThreeME* a été utilisé pour mesurer l'impact sur la compétitivité d'un mécanisme de taxe carbone d'ajustement aux frontières.

A l'international, dans le cadre d'un partenariat avec l'AFD, a débuté un projet qui vise à accompagner l'appropriation du modèle *ThreeME* par le ministère des finances mexicain,

HACIENDA, et à recalibrer la version mexicaine sur données récentes. En collaboration avec l'OCDE, les versions Royaume-Uni et Luxembourg ont aussi été utilisées pour simuler des scénarios de transition énergétique.

Programme 2023

Une convention de recherche pluriannuelle sera signée avec la Direction Générale du Trésor en vue de renforcer les capacités de développement et d'application du modèle ThreeME au sein de l'OFCE et de faciliter des analyses conjointes avec le ministère de l'économie.

Dans le cadre de sa convention de recherche avec l'ADEME, le pôle poursuivra le développement du modèle ThreeME et l'amélioration de sa calibration, en particulier : poursuivre l'optimiser de la version R du modèle ; la création d'interfaces interactive d'analyse de la base de données et des résultats ; création d'un cahier de variantes automatisé pour faciliter l'analyse des propriétés du modèle ; amélioration du calibrage du bloc financier européen ; programmation d'une procédure d'analyse de sensibilité et de l'incertitude dans ThreeME ; endogénéiser le prix des quotas de l'ETS dans la version européenne ; désagrégation du secteur agricole, du secteur des services marchands.

A l'international, ThreeME sera utilisé pour actualiser la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) de la Tunisie dans le cadre d'un partenariat avec le PNUD et l'Agence Nationale de la Maitrise de l'Énergie tunisienne. Les collaborations avec les ministères de l'économie mexicains et luxembourgeois se poursuivront avec la mise en œuvre d'un cursus de formation à la nouvelle version de ThreeME, la recalibration du modèle sur données récentes et la simulation de scénarios de transition bas carbone.

Séminaires, conférences

Séminaire AIRE – Atelier Interdisciplinaire de Recherches sur l'Environnement, **7 mars 2022** « Evaluation économique de la Stratégie National Bas Carbone en Tunisie », Gissela Landa, Frédéric Reynès

Policy Brief : Placer l'environnement au cœur de la politique économique, Cour des comptes, **12 mai 2022**, Audition CESE (conseil économique, social et environnemental), **06 juin 2022**, Frédéric Reynès, Meriem Hamdi-Cherif, Gissela Landa, Paul Malliet.

Conférence GTAP 2022, **07-08 Juin 2022** « Empirical estimates of the elasticity of substitution of a KLEM production function without nesting constraints: The case of the Variable Output Elasticity-Cobb Douglas », présenté par Paul Malliet

Conférence EAERE 2022, **28 Juin-01 Juillet 2022** « Empirical estimates of the elasticity of substitution of a KLEM production function without nesting constraints: The case of the Variable Output Elasticity-Cobb Douglas », présenté par Paul Malliet

International Modelling Platform 2022 Workshop, **14 septembre 2022** « Decomposing direct and indirect effects of climate policies in CGE models », Frédéric Reynès

Conférence IAMC 2022 – College Park, Maryland le **28/11/2022 au 01/12/2022**,

... Macroeconomic impacts of low-carbon infrastructure investments in France, présenté par Meriem Hamdi-Cherif

... An open-source package to solve large-scale models, présenté par Anissa Saumtally

The modelling platform ThreeME. Présentation à la division Climat de la Banque Mondiale. The World Bank. Climate Change (**Dec, 2022**), Meriem Hamdi-Cherif

Publications

Meriem Hamdi-Cherif, Paul Malliet, Mathieu Plane, Frederic Reynes, Francesco Saraceno, and Alexandre Tourbah "Public Investment and Low-carbon Transition in France: Not Enough of a Good Thing?", Chapter of Cerniglia F. and Saraceno F. (eds), Greening Europe. 2022 European Public Investment Outlook. Cambridge: Open Book Publishers, p. 23-40
doi.org/10.11647/OBP.0328.02

Tourbah, A., Reynes, F., Hamdi-Cherif, M., Jinxue Hu, Landa, G. and Malliet, P., 2022. "Investir dans des infrastructures bas-carbone en France, quels impacts macro-économiques". Revue de l'OFCE, Volume 176, Numéro spécial : Enjeux socio-économiques de l'action pour le climat. doi.org/10.3917/reof.176.0297.

Hamdi-Cherif, M., (dir), Touzé, V., (dir), Reynes, F., Malliet, P., Landa, G., 2022. "Introduction au numéro spécial". Revue de l'OFCE, Volume 176, Numéro spécial : Enjeux socio-économiques de l'action pour le climat.

Reynès, F., Hamdi-Cherif, M., Landa, G., Malliet, P. and Tourbah, A., 2022. "Placer l'environnement au cœur de la politique économique". Revue de l'OFCE, Hors-série : D'un quinquennat à l'autre - Une contribution au débat.

J. Pareliussen, A. Saussay, J. Burke. Macroeconomic and distributional consequences of net zero policies in the United Kingdom. In OECD Economics Department Working Papers, 2022.

Tom Bauler, Vincent Calay, Aurore Fransolet, Mélanie Joseph, Éloi Laurent, Isabelle Reginster, La transition juste en Europe : mesurer pour évoluer, L'économie européenne 2022 (2022), pages 106 à 121, Repères, La Découverte.

Inégalités et bien-être

Le genre, une perspective de recherche incontournable

Les recherches sur le genre à l'OFCE s'inscrivent dans le programme *PRESAGE* (Programme de Recherche et d'Enseignement des SAvoirs sur le GENre). Dirigé par H. Périvier, ce programme s'appuie sur une collaboration étroite entre Sciences Po et l'OFCE. Il rassemble les chercheur.e.s de Sciences Po de disciplines variées travaillant sur ce thème (économie, droit, sociologie, histoire, sciences politiques) et valorise la recherche et les enseignements en études de genre au sein de Sciences Po. *PRESAGE* dispose d'un budget administré par l'OFCE et issu de partenariats de mécénat destinés à financer la recherche sur le genre.

Avec *PRESAGE*, l'OFCE dispose d'un pôle de recherche en étude sur le genre et porte ces sujets dans diverses instances, ainsi qu'en témoigne la présence renouvelée d'H. Périvier au HCFEA (Haut Conseil à la Famille, à l'Enfance et à l'Age) dont elle assure désormais la présidence, au Conseil scientifique de l'Observatoire National de la Petite Enfance. Les conférences et événements organisés par *PRESAGE* témoignent du rôle d'animation du débat public de l'OFCE.

Le rapport d'activités de *PRESAGE* est annexé au présent rapport.

Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales³⁰

Responsable : Hélène Périvier

Economie du bien-être

Le département des études a poursuivi en 2022 son agenda de recherche autour de l'économie du bien-être au sein des réseaux académiques européens. D'abord avec deux publications dans des revues internationales à comité de lecture à fort impact (1, 2) et un chapitre dans un ouvrage structurant pour le champ (3). Ensuite avec la participation au projet EU Horizon "Tobe" financé pour trois ans (4) visant à envisager l'économie européenne comme une économie du bien-être. Enfin avec la participation au Haut comité pour la transition juste (HCTJ) lancé par le Gouvernement fédéral belge (5) et à l'Alliance des économies du bien-être avec notamment une étude sur les réponses des gouvernements au Covid (6).

Cet agenda se poursuivra en 2023 notamment avec la remise du rapport du HCTJ et les premiers livrables de Tobe.

³⁰ Cf. section « Pôles de recherche »

1. Laurent É. Air (ine)quality in the European Union. *Curr Environ Health Rep.* 2022 Jun;9(2):123-129.
2. Laurent É., Alessandro Galli, Fabio Battaglia, Giorgia Dalla Libera Marchiori, Lorenzo Fioramonti, Toward health-environment policy: Beyond the Rome Declaration, *Global Environmental Change*, Volume 72, 2022.
3. Laurent, Éloi. "Integrating Well-Being Indicators in Budgetary Procedures: Four Shades of Sincerity". *Towards Sustainable Well-Being: Moving beyond GDP in Canada and the World*, edited by Anders Hayden, Céofride Gaudet and Jeffrey Wilson, Toronto: University of Toronto Press, 2022, pp. 121-138.
4. ToBe is a Horizon Europe-funded project of 36 months starting March 2023 with estimated eligible costs of 2,999,991,00 euros (maximum grant amount is 2,999,991,00 euros).

ToBe vise à faire comprendre l'économie du bien-être durable en développant des politiques intégrées et des indicateurs de transformation. L'objectif du projet est de contribuer aux connaissances théoriques et empiriques dans le domaine de la transformation vers une économie durable, ainsi que de faire progresser la compréhension du bien-être durable et de l'économie inclusive au-delà du PIB. En collaboration avec des chercheurs, des décideurs politiques et des citoyens d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Sud, ToBe étudie comment les mentalités, les indicateurs, les innovations et les politiques pourraient mieux fonctionner ensemble vers le paradigme de la soutenabilité.

Objectifs

- a. Construire un cadre théorique pour une économie du bien-être durable en fournissant une compréhension systémique et dynamique de la manière dont les objectifs politiques, les mentalités, les indicateurs, les innovations et les politiques évoluent ensemble vers un paradigme de soutenabilité.
- b. Identifier les différents processus de croissance économique en analysant leurs implications sociales et environnementales.
- c. Évaluer et comparer les initiatives de croissance alternatives en tant qu'innovations systémiques en mettant l'accent sur les moteurs et les obstacles à la mise en œuvre et sur les impacts sociaux et environnementaux.
- d. Développer un modèle macroéconomique écologique combinant des variables macroéconomiques conventionnelles avec des indicateurs de bien-être et de soutenabilité afin d'évaluer les politiques dans une perspective multidimensionnelle.
- e. Développer une plateforme de co-création et co-créer des solutions politiques avec les parties prenantes pour aider à institutionnaliser les nouvelles politiques et les nouveaux indicateurs en Europe et au-delà. <https://www.eurada.org/projects/horizon2020-1/tobe>

5. Lancement du Forum pour une transition juste par la ministre du climat, de l'environnement, du développement durable et du Green Deal en Belgique. Un Haut

Comité pour la Transition Juste a été mis en place. Il remettra un rapport du monde académique dans le but d'investiguer comment organiser et instituer la transition juste en Belgique. <https://www.duurzameontwikkeling.be/fr/news/la-ministre-khattabi-appelle-la-societe-civile-contribuer-une-transition-juste>

6. Alors que l'attention du monde se détourne lentement de la pandémie de Covid-19 et des profonds traumatismes et crises qu'elle a engendrés, nous sommes amenés à nous demander quelles leçons nous avons tirées. Pourquoi tant de pays ont-ils été incapables de préserver la santé et le bien-être de leur population ? Et, plus important encore, que pouvons-nous apprendre des sociétés qui ont été capables de naviguer efficacement et de minimiser les effets négatifs de la pandémie ? <https://weall.org/the-wellbeing-reflex-facing-covid-with-a-21st-century-compass>

Enjeux économiques du vieillissement démographique – Pôle Econage³¹

Responsables : Gilles le Garrec et Vincent Touzé

³¹ Cf. section « Pôles de recherche »

Départements

Cette partie présente les trois départements structurant l'OFCE, ainsi que les équipes les composant. Les départements sont le lieu de planification et de mise en cohérence du travail des économistes dans l'OFCE.

Le Département Analyse et Prévision (DAP)³²

Il prévoit la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme et évalue les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées. Il est ainsi amené à intervenir dans le débat de politique économique. Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs.

▪ Analyser et prévoir la conjoncture

Sa première mission est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international, en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Les outils développés sont aussi appliqués à l'économie européenne (projet iAGS, avec le département des études) et l'interdépendance des questions économiques et environnementales (modèle *ThreeME*).

▪ Intervenir dans le débat de politique économique

Le département réalise deux prévisions par an. Il est amené à participer régulièrement au débat public. Il coordonne la publication du *Repères* sur l'économie française, publié par les éditions La Découverte. Par ailleurs, le département contribue au réseau européen EUROFRAME qui regroupe dix instituts indépendants de prévision et d'analyse économique de différents pays de l'UE. Il permet de discuter des outils et des prévisions au niveau européen.

▪ Développer les outils

Plusieurs modèles macroéconométriques sont utilisés pour réaliser les prévisions de l'économie française (*emod.fr*) et européenne (*iAGS model*). Le modèle *ThreeME* est destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Le modèle est issu d'un partenariat entre l'OFCE, l'ADEME et TNO.

Directeur du département **Heyer Eric**, prévisions, marché du travail, modélisation

Directeurs adjoints
Blot Christophe, Etats-Unis, Co-responsable du pôle de recherche
« Macroéconomie monétaire et financière »
Plane Mathieu, économie française, entreprises, politique économique, finances publiques

Assistante **Ovide Nathalie**

³² Au 1^{er} janvier 2022.

Économistes

Antonin Céline, Allemagne, Grèce, pétrole, économie numérique, union bancaire, fiscalité du capital
Aurissergues Elliot, pôle modélisation
Dauvin Magali, modélisation macro-sectorielles, Royaume-Uni
Hamdi-Cherif Meriem, environnement
Landa Gissela, modélisation macroéconomique, économie climatique et environnementale, économie du développement
Kettani Maryeme³³, environnement
Le Bayon Sabine, petits pays zone euro
Madec Pierre, économie française, immobilier, micro-simulation
Malliet Paul, modélisation macroéconomique, fiscalité environnementale, climat, énergie
Mathieu Catherine, Chine, questions européennes
Péléraux Hervé, Royaume-Uni, modélisation, indicateurs avancés, inflation
Rifflart Christine, Espagne, Amérique Latine, pays émergents
Sampognaro Raul, finances publiques, modélisation macro-sectorielle, économie française, Italie
Saumtally Anissa, macroéconomie
Sequeira Lucia³⁴, environnement

Stat./base de données

Falah Amel, conjoncture, Asie

Chercheurs associés

Coquet Bruno³⁵ (IZA), assurance chômage, macroéconomie
Joutard Xavier, (Université Aix-Marseille), économie du travail, politique de l'emploi, méthodes d'évaluation
Reynès Frédéric, (NEO, TNO), environnement
Saussay Aurélien³⁶, environnement

Chercheur.e.s affilié.e.s

Dherbécourt Clément³⁷,
Ducoudré Bruno, France, modélisation macroéconomique, emploi, chômage, marché du travail
Gueret Adeline³⁸,
Villemot Sébastien³⁹ (Cepremap), zone euro, dette publique, modélisation, économie computationnelle.
Yol Nicolas, (Université de Perpignan), économie du développement, marché du travail, évaluation du CICE

³³ CDD 12 mois à partir du 1^{er} septembre 2022.

³⁴ CDD 6 mois à partir du 1^{er} octobre 2022.

³⁵ Chercheur associé au 1^{er} juillet 2022.

³⁶ Chercheur associé au 1^{er} janvier 2022.

³⁷ Chercheur affilié au 1^{er} octobre 2022.

³⁸ Chercheure affiliée au 1^{er} décembre 2022.

³⁹ Jusqu'au 1^{er} mai 2022.

Le département des études (DE)⁴⁰

Il analyse dans une perspective de moyen à long terme les changements économiques et sociaux en France et en Europe. Il a vocation à alimenter les débats scientifiques autour des questions de politique économique et de politique publique, au travers de la parution de rapports d'études, d'ouvrages et d'articles académiques. Les principaux thèmes de recherche auxquels le département contribue sont : la gouvernance économique, monétaire et financière de l'union européenne, la fiscalité et la protection sociale, la dynamique des inégalités de revenus et de patrimoine couplée à celles de l'écologie, et l'économie du genre.

▪ **Gouvernance économique, monétaire et financière de l'UE**

Le département contribue, par ses analyses des performances économiques et sociales de l'Union européenne, aux réflexions sur l'architecture optimale des politiques économiques. La question de l'instabilité financière et ses liens avec les politiques budgétaires et monétaires se situent également au cœur de ses réflexions. Le département participe activement à plusieurs projets européens, sur la politique monétaire de la BCE et sur l'évolution de l'investissement public, notamment. De nombreux travaux académiques sont menés en parallèle

▪ **Fiscalité et protection sociale**

Le département contribue à l'analyse des systèmes de retraites, en France et à l'étranger, et aux conséquences du vieillissement sur l'équilibre macroéconomique. Il contribue également à l'analyse des effets de répartition et d'incitation produits par les modifications de la fiscalité des ménages ou des politiques sociales et familiales en France et en Europe.

▪ **Dynamique des inégalités et valeurs**

Ces deux dimensions, à la frontière de l'économie, de la sociologie et des autres sciences sociales sont développées depuis de nombreuses années au sein du département, et donnent lieu à des parutions régulières dans la *Revue de l'OFCE*.

▪ **Écologie**

Les questions d'économie politique autour de la transition écologique et de la mesure du bien-être alimentent de nombreux ouvrages, rapports et auditions. La conception d'outils de mesure du bien-être territorial contribue notamment à mieux comprendre les expériences et aspirations de la population en matière de bien-être et à aider au pilotage de réforme des politiques publiques afin de mieux les aligner sur les préférences de ces populations.

▪ **Économie du genre et discriminations**

⁴⁰ Au 1^{er} janvier 2022.

Le département accueille le Programme de Recherche et d'Enseignement sur le Genre (PRESAGE), lancé à Sciences Po et piloté à l'OFCE. Par son approche pluridisciplinaire, PRESAGE vise à dynamiser et promouvoir la recherche en études de genre, à développer et mettre en valeur l'offre de cours sur le genre à Sciences Po, et à diffuser les savoirs sur le genre au sein de la société.

- Directeur du département** **Creel Jérôme**, économie européenne, politique économique, macroéconomie
- Directeur adjoint** **Saraceno Francesco**, macroéconomie, politique européenne, modèles de déséquilibre, modèles d'apprentissage
- Assistante** **Richard Valérie**
- Économistes**
- Allègre Guillaume**, inégalités, politiques publiques ; Rédacteur en chef du blog et des *Policy Briefs* de l'OFCE
- Geerolf François**, Macroéconomie, politique économique
- Laurent Eloi**, social-écologie, indicateurs de bien-être, résilience et soutenabilité, développement soutenable, économie territoriale, coopération et confiance
- Le Garrec Gilles**, économie du vieillissement, politiques redistributives ; Co-responsable avec Vincent Touzé du pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE »
- Levasseur Sandrine**, Questions européennes (convergence, bilan humain de la Covid, Ukraine, next Generation EU, inflation, logement financement du logement social
- Parodi Maxime**, changement social, justice sociale et sociologue de la connaissance ; Responsable du pôle de recherche « Sociologie »
- Périvier Hélène**, marché du travail, inégalités femmes-hommes, politiques sociales et familiales, discriminations ; Responsable du pôle de recherche « Evaluation des politiques sociales, familiales et fiscales », Directrice du programme PRESAGE
- Touzé Vincent**, financement des systèmes de retraite, économie du vieillissement, stagnation séculaire, fiscalité du capital, régulation bancaire européenne ; Co-responsable avec Gilles Le Garrec du pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE », Rédacteur en chef de la *Revue de l'OFCE*.
- Chercheur.e.s associé.e.s** **Gannon Frédéric**, (Université du Havre), économie du vieillissement, financement des systèmes de retraites
- Hubert Paul**, macroéconomie, politique monétaire ; Co-responsable avec Christophe Blot du pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière »
- Leron Nicolas**, système juridico-politique européen et la démocratie européenne
- Pucci Muriel**, (Université Paris 1), évaluation des politiques familiales et sociales, effets de la redistribution par les transferts sociaux fiscaux

Ricco Giovanni, (Université de Warwick), macroéconomie, modélisation de l'information imparfaite, analyse des séries temporelles en économie, chocs de politiques économique

Verdugo Grégory, (Université Paris 1), économie du travail, économétrie

Chercheurs affiliés

Aldama Pierre, (Université Paris 1), macroéconomie, politique budgétaire, prévisions

Daudin Guillaume, (Université Paris-Dauphine), histoire économique, économie internationale

Labondance Fabien, (Université de Franche-Comté), politique monétaire, stabilité financière, économie européenne

Parent Antoine, (Sciences po, Lyon), trappe à liquidité, histoire économique et démographie

Le département Recherche innovation et concurrence (DRIC)⁴¹

Il développe des travaux sur les changements technologiques sur le tissu productif : évolution des frontières des entreprises et de la structure des industries, cycles de vie des innovations, déterminants de la productivité, attractivité, compétitivité et développement inégal des territoires, politiques structurelles. Ses recherches académiques servent de point d'appui pour participer au débat public relatif à la compétitivité des entreprises et aux performances de croissance des pays ou des régions ainsi qu'à la conduite des politiques économiques en faveur de la croissance. Par ailleurs, les transformations structurelles liées à la diffusion des technologies numériques, à la transition énergétique et au commerce international, ont considérablement modifié le mode de fonctionnement des marchés (des produits, du capital, du travail) et la répartition des fruits de la croissance économique. Comprendre les effets de telles transformations est crucial pour concevoir des politiques permettant de s'adapter aux défis futurs. Dans ce cadre, une attention particulière est portée sur l'ensemble des débats relatifs à la transition énergétique et numérique.

▪ **Dynamique industrielle et compétitivité des entreprises**

Ces recherches s'intéressent au comportement des entreprises, en utilisant des données individuelles d'entreprise. Elles encourent chacune à éclairer les différents aspects des barrières à la croissance des entreprises, comme par exemple l'analyse des comportements d'exportation des entreprises. Ces travaux sont en outre utilisés pour évaluer les politiques de soutien aux entreprises ainsi que les réformes fiscales et pour construire un tableau de bord du tissu productif en France.

▪ **Dynamique macroéconomique de moyen et long terme**

Le département développe des modèles permettant de rendre compte du rôle de l'hétérogénéité des agents producteurs ou consommateurs en économie. Ces modèles représentent la dynamique économique comme un système complexe résultant des interactions entre ces agents hétérogènes. Ces modèles sont appliqués à l'évolution des économies européennes, à la dynamique des industries, entre autres sujets. La qualité scientifique de ces travaux est maintenant reconnue par l'insertion du département dans plusieurs contrats de recherche nationaux, européens ou encore les collectivités locales.

▪ **Contraintes environnementales**

Ses recherches en dynamique industrielle et en dynamique macroéconomique se sont développées dans des directions qui traitent des contraintes environnementales et des politiques qui peuvent y répondre : de la relation entre inégalité et innovation environnementale, de la politique de soutien à l'innovation verte, pour arriver à la transition énergétique en France.

⁴¹ Au 1^{er} janvier 2022.

▪ **Marché du travail et détermination du salaire**

Le département est engagé dans des recherches sur la transformation structurelle des marchés du travail selon trois axes: i) comprendre les effets de la mondialisation et des chocs de la concurrence sur différentes dimensions de l'inégalité, des institutions du marché du travail et du pouvoir de négociation des travailleurs; ii) examiner l'impact des économies numériques sur les emplois, les compétences et la répartition des talents; iii) évaluer l'impact des politiques climatiques sur le marché du travail.

Directrice du département	Guillou Sarah , <i>économie industrielle internationale, économie des politiques publiques</i>
Assistante	Gégu Claudine
Economistes	<p>Babutsidze Zakaria, économie de la consommation</p> <p>Bock Sébastien, Marché du travail, politiques publiques, économétrie, macroéconomie</p> <p>Elewa Aya, économie internationale et organisation industrielle</p> <p>Iacopetta Maurizio, économie de la croissance, économie de la connaissance</p> <p>Montmartin Benjamin, Croissance, innovation, économie géographique, politiques publiques, économie appliquée</p> <p>Saliès Evens, économie industrielle, économie de l'énergie</p>
Chercheur.e.s affilié.e.s	<p>Anderton Roberto⁴²</p> <p>Bellone Flora, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique des firmes et compétitivité des pays, comparaisons internationales de productivité, changements structurels et croissance</p> <p>Deschamps Marc, (Université de Franche-Comté), politique de la concurrence, REACH, jeux coopératifs, droit d'asile, éthique et déontologie des économistes</p> <p>Gaffard Jean-Luc, (Université Nice Sophia Antipolis), économie de la croissance, économie industrielle, macroéconomie, politique industrielle, politique économique</p> <p>Gaglio Cyrielle, économie numérique</p> <p>Kalash Basheer, Regional and urban economics, economics of transition</p> <p>Marty Frédéric, (Université Nice Sophia Antipolis), économie du droit, politique de concurrence</p> <p>Roventini Andrea, (Scuola Superiore Sant'Anna, Pise), multi-agents modèles, théorie de la croissance, cycles économiques, transactions à haute fréquence, macroéconométrie appliquée</p> <p>Schiavo Stefano, (Universita di Trento), Comportement des entreprises sur les marchés internationaux, contraintes financières, analyse de réseaux.</p>

⁴² Chercheur affilié au 1^{er} avril 2022.

Chercheur.e.s associé.e.s

Nesta Lionel, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique industrielle, économie de l'innovation

Napoletano Mauro, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique industrielle, macroéconomie. Responsable du pôle de recherche « Network and agent based computational analysis of economic systems NETACE »

Pezzoni Michele, (Université Côte d'Azur), empirical analysis of scientists' productivity

Treibich Tania, (Université Nice Sophia Antipolis), économie de la croissance, économie industrielle, macroéconomie, politique industrielle, politique économique

Vona Francesco⁴³, économie du travail, économie de l'éducation et innovation, économie de l'environnement

⁴³ Chercheur associé au 01/02/2022.

Pôles de recherche

A la structure par département, se sont ajoutés depuis 2017 des pôles de recherche. Ainsi, dix pôles de recherche (PR) ont été mis en place. Les responsables de ces pôles sont chargés de l'animation scientifique interne à l'OFCE et à Sciences Po sur les thèmes de leurs pôles, avec les moyens financiers et humains nécessaires. Par ailleurs, ils/elles coordonnent la visibilité scientifique des travaux de l'OFCE en proposant conférences, séminaires et contributions à la Revue de l'OFCE, etc...

Macroéconomie Monétaire et Financière (MMF)

Responsables : Christophe Blot et Paul Hubert

Chercheurs associés : Paul Hubert (Banque de France) et Giovanni Ricco (Warwick University)

Chercheur invité : Fabien Labondance (Université de Bourgogne Franche-Comté)

Descriptif

L'objectif du pôle « Macroéconomie Monétaire et Financière » est d'organiser le développement et la coordination au sein de l'OFCE des différentes activités liées à ces thématiques. L'équipe du Pôle souhaite améliorer le référencement et la dissémination de ces travaux, réalisés par les chercheurs de l'OFCE, au sein d'une structure dédiée, afin d'en augmenter la visibilité externe et ainsi d'accroître la capacité d'obtention de financements.

Le pôle « Macroéconomie Monétaire et Financière » permet de structurer et de coordonner des travaux existants qui sont menés au sein de l'OFCE et qui s'articulent autour des questions de mesure des effets et des canaux de transmission de la politique monétaire, d'identification des chocs monétaires, de communication des banques centrales, de dynamique de l'inflation et des anticipations, d'identification des bulles financières et de leurs effets, d'interactions de la politique monétaire et des bulles financières, de détermination de la politique monétaire optimale, de construction d'indicateurs de conditions financières, de stabilité financière, de l'union bancaire et de gouvernance monétaire de la zone euro

Programme 2023

- ... Organisation du workshop *Empirical Monetary Economics 2023*
- ... Articles dans la *Revue de l'OFCE* sur les canaux de transmission de la politique monétaire et le rôle des banques centrales
- ... Publication à paraître des articles : Cumming, F., & Hubert, P. « The Distribution of Households' Indebtedness and the Transmission of Monetary Policy » *The Review of Economics and Statistics*; T. Hasenzagl, F. Pellegrino, L. Reichlin, G. Ricco, « A Model of the Fed's View on Inflation », *The Review of Economics and Statistics*; J. Creel, P. Hubert & F. Labondance, « Crédit, banking fragility and economic performances », *Oxford Economic Papers*.
- ... Objectifs de publication de travaux de recherche dans des revues à comité de lecture sur les thèmes suivants : "The asymmetric effects of monetary policy on stock price bubbles", "The conditional path of central bank asset purchases", "Monetary policy and labor income inequality", "Central bank information effects and financial markets' interpretation of monetary policy", "Information acquisition ahead of monetary policy announcements" et "The puzzling effects of dissent in monetary policy committee".
- ... Accueil stagiaire (Salmon Albin). Thème du stage : identification des composantes cycliques et acycliques de l'inflation en zone euro.

Séminaires, conférences

« The Conditional Path of Central Bank Asset Purchases », Séminaire Université de Bordeaux, janvier 2022 ; Séminaire Banque de France, mars 2022 ; Séminaire Banca d'Italia, mars 2022 ; Séminaire Bank of England, mars 2022 ; Séminaire AMSE, mai 2022 ; Séminaire Université Paris Nanterre, mai 2022 ; Symposium on Money, Banking and Finance, Université de Strasbourg, juin 2022 ; Séminaire Banque d'Espagne, juillet 2022

- « Beyond the Interest Rate Pass-through: Monetary Policy and Banks Interest Rates since the Effective Lower Bound », Congrès Annuel de l'AFSE, Université de Dijon, Juin 2022.
- « Differentiating information frictions across various types of inflation expectations », Congrès Annuel de l'AFSE, Université de Dijon, Juin 2022.
- « Inside the black box of the Euro area monetary policy transmission channels », Symposium on Money, Banking and Finance, Université de Strasbourg, Juin 2022.
- « Quelle cible d'inflation pour la zone euro ? ». Séminaire de la MSH-Val de Loire, Université d'Orléans, Juin 2022.
- « Politique monétaire, inflation et ancrage des anticipations ». Séminaire lunch, OFCE, Juin 2022.
- « Le désaccord au sein de la BCE déstabilise-t-il les marchés ». Séminaire lunch, OFCE, Septembre 2022.
- « Information Acquisition ahead of Monetary Policy Announcements ». Séminaire HEC, Octobre 2022.
- « The Puzzling Effects of Dissent in Monetary Policy Committee ». Workshop EME, Décembre 2022.
- « Monetary Policy and labor income inequality ». Conférence Banque de France 'Household Heterogeneity', Novembre 2022. Séminaire lunch, OFCE, Décembre 2022

Publications

- Blot C. (2022). La hausse de l'inflation peut-elle modifier l'ancrage des anticipations ? *Revue de l'OFCE* n°174, 73-99.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel (2022). Inflation expectations in the euro area: trends and policy considerations. *Monetary Dialogue*, Janvier.
- Blot C., et J. Creel (2022). Soft or strong: the art of monetary tightening. *Monetary Dialogue*, Septembre.
- Blot C., J. Creel, F. Geerolf et S. Lévassieur (2022). Heterogeneity of inflation in the euro area: more complicated than it seems. *Monetary Dialogue*, Novembre.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, (2022). La révision de la stratégie de la BCE, dans l'Économie européenne 2022.
- Blot, C., & Labondance, F. (2022). Beyond the Interest Rate Pass-through: Monetary Policy and Banks Interest Rates since the Effective Lower Bound. *Applied Economics*, 54(51),1-15.
- Cornand, C., et P. Hubert (2022). Information frictions across various types of inflation expectations. *European Economic Review*, 146, 104175.
- Cumming, F. et P. Hubert (2022). House Prices, the Distribution of Household Debt and the Refinancing Channel of Monetary Policy. *Economics Letters*, 212, 110280.
- Filardo, A., Hubert, P., & Rungcharoenkitkul, P. (2022). Monetary policy reaction function and the financial cycle. *Journal of Banking & Finance*, 142, 106536.
- Hasenzagl, T., Pellegrino, F., Reichlin, L., & Ricco, G. (2022). A Model of the Fed's View on Inflation. *The Review of Economics and Statistics*, 104(4), 686-704.

Modélisation de l'économie française et de son environnement international

Responsables : Elliot Aurissergues, Magali Dauvin, Pierre Madec

Gestionnaire de données : Amel Falah

Descriptif

Le pôle de recherche développe et entretient des outils permettant une évaluation systématique de l'impact des chocs macroéconomiques et des politiques économiques sur l'économie française et ses différentes composantes. Les outils mobilisés sont notamment le modèle *Ines* pour la microsimulation des mesures socio-fiscales, le modèle *IAGS* pour la représentation de la France au sein de la zone euro, l'application *Debtwatch* pour l'évaluation de la soutenabilité des dettes publiques, les modèles de prévisions de l'emploi et de la demande mondiale mobilisés dans le cadre des exercices de prévision, ainsi que le modèle macro-économique France de l'OFCE (*emod.fr* et maintenant *EmeRaude*) utilisé pour la prévision et l'analyse macroéconomique.

Activités du pôle de recherche en 2022

En ce qui concerne le modèle macroéconomique, la refonte du modèle s'est poursuivie. Le cadre conceptuel ou comptable a été entièrement revu. Des premières simulations sur longue période ont été effectuées. En parallèle, la réflexion sur les fondements théoriques des équations de comportement et la stratégie d'estimation et de confrontation aux données s'est poursuivie. Ces avancées ont fait l'objet d'un *Lunch Seminar* en octobre.

L'application *Debtwatch* a fait l'objet de la publication « La dette publique est-elle toujours soutenable ? » par Xavier Ragot dans la *Revue d'économie financière* (146), et d'un chapitre dans *l'Economie européenne* « La dette publique en Europe après le Covid ».

Le modèle de microsimulation *Ines* a été mobilisé par l'analyse redistributive du quinquennat passé ainsi que pour l'évaluation des mesures d'urgence mises en œuvre en 2022. Le modèle a également été utilisé pour des évaluations menées dans le cadre des travaux du CNLE.

Programme de travail pour 2023

En 2023, la révision du modèle macroéconomique, en particulier sa réestimation, se poursuivra. Une version préliminaire appuiera les deux exercices de prévision de l'OFCE. L'approfondissement de certains blocs (marché du travail, finances publiques, bloc macro-financier) pourra également être entrepris.

Plusieurs évolutions de l'application *Debtwatch* sont programmées : algorithme de politique budgétaire distinguant une composante déterministe et stochastique, exploration de processus stochastiques non stationnaires, interface de politique économique (horizon à 5 ans) sur la base de la partie déterministe de l'algorithme de politique optimale avec l'objectif d'une version 2 en septembre 2023.

Le modèle de microsimulation *Ines* sera mobilisé dans le cadre de l'analyse du budget pour 2023 ainsi que pour les évaluations de politiques publiques menées en cours d'année notamment autour de la question du revenu universel d'activité.

Enjeux économiques du vieillissement démographique (ECONAGE)

Responsables : Gilles le Garrec et Vincent Touzé

Chercheurs : Frédéric Gannon (Université du Havre, chercheur associé) et Antoine Parent (Sciences Po Lyon)

Descriptif

Le vieillissement de la population est un sujet incontournable en raison de ses répercussions économiques majeures qui s'inscrivent dans le temps long. Dans le cadre du pôle ECONAGE, ce sujet sera principalement abordé sous les trois angles suivants :

... Impact du vieillissement sur les finances publiques (système de retraite, dépendance, santé, territoires, choix politiques, équité entre les générations, ...);

... Stagnation séculaire (excès d'épargne ou sous-investissement, déflation, ZLB, trappe à liquidité, équilibres multiples et complexité, ...);

... Histoire des populations et croissance de long terme (cycle de vie et choix d'épargne, structure démographique, accumulation de capital physique et humain, impact de la guerre, transition énergétique, cliométrie, analyse du temps long, évolution du capitalisme, flux internationaux de capitaux, ...).

Les résultats de cette recherche ont vocation à être publiés dans des revues académiques ainsi qu'à s'insérer dans le débat public sous la forme de rapports, *policy briefs*, articles de presses, etc.

Séminaires, conférences

Frédéric Gannon and Vincent Touzé (coorganizers with Florence Legros), Session "pension issues", "Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance", University of Salerno, Italy, April 20-22, 2022.

Antoine Parent (co-organizer with Steven Durlauf), Research Meeting "Understanding Revolutions, War and Peace. A View from Cliometrics and Complexity", The University of Chicago, Center in Paris, 6 rue Thomas Mann, 75013 Paris, France, The University of Chicago, June 2, 2022.

Antoine Parent (co-organizer with Julien Chevallier), 2nd Workshop of the Macro-Finance Axis of the Laboratoire d'économie dionysien (LED) of the University of Paris 8, Université de Paris 8, April 8, 2022.

Publications

Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé (2022), « Les systèmes de retraite face au vieillissement : Le choix français à l'aune des pratiques européennes », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022-HS.

Le Garrec G. et V. Touzé (2022), « Équilibrer le système de retraite en jouant sur la démographie des retraités : quels enjeux budgétaires ? » in *Quelle trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ?* (coord. E. Heyer, M. Plane et X. Timbeau), *Policy Brief de l'OFCE*, n°108, 21 juillet 2022.

Parent, A. (with C. Bastidon, M.D. Bordo, and M. Weidenmeier) (2022), "Another History of Global Financial Markets. Local Stock Market Integration Since 1913 from a Network Perspective", *The World Economy*, First published: 23 December 2022. <https://doi.org/10.1111/twec.13379>

- Parent, A. (with O. Guillot) (2022), “‘On vient de fusiller un des nôtres’: A Quantitative Study of Military Executions in the French Army during WW1”, *Defence and Peace Economics*, forthcoming, Accepted 27 August, <http://dx.doi.org/10.1080/10242694.2022.2120234>.
- Parent, A. (with P. Abry, C. Bastidon, P. Borgnat, P. Jensen) (2022), “The contours of a Cliophysics. How Can Econophysics Enrich Cliometrics? Case studies in debt issues and global capital markets”, *Frontiers in Physics, Perspective*, <https://doi.org/10.3389/fphy.2022.894400> on line 26 May.
- Parent, A. (with C. Bastidon) (2022), “Cliometrics of World Stock Markets Evolving Networks”, *Annals of Operations Research*, on line 11 February. <https://doi.org/10.1007/s10479-022-04564-z>
- Parent, A. (with Antoine Le Riche and Lei Zhang, Editors) (2022), *Institutional Change and China Capitalism. Frontier of Cliometrics and Its Application to China*, World Scientific, Series “Transformations in Banking, Finance and Regulation”, 254 pages, March.
- Touzé V. Coordination du numéro thématique (avec M. Hamdi-Cherif) (2022), *Enjeux socio-économiques de l'action pour le climat*, Revue de l'OFCE, n°176, 2022/1.
- Touzé V. (avec M. Hamdi-Cherif, F. Reynès, P. Maillet et G. Landa) (2022), *Introduction*, Revue de l'OFCE, n°176, 2022/1.
- Touzé V. (2022), « Quête de longévité, choix économiques et adaptation de nos sociétés », *Vox*, journal du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse.
- Touzé V. (2022), Préface de l'ouvrage de Dan Fan, *Séniors et Chinois : de la Silver économie à l'épreuve du Covid-19*, Librairie You Feng, août 2022.

Network and agent based computational analysis of economic systems (NETACE)

Responsable : Mauro Napoletano

Chercheuse associée : Tania Treibich (University of Maastricht)

Chercheurs affiliés : Andréa Roventini (Scuola Superiore Sant'Anna), Gaffard Jean-Luc

Scientific objectives

Research in this group aims to study financial stability, and macroeconomic dynamics by using novel methods coming from complex networks analysis and agent-based computational economics. It will also use the same methods to evaluate public policies that can improve either financial stability or promote sustainable economic growth. All research works of this group will put emphasis on two key features of modern financial and economic systems: i) the heterogeneity agents, ii) the fact that price and non-price interactions occur through complex financial and real networks. The above characteristics are inherent to financial systems, which are structured as systems populated by agents having different characteristics (e.g. in terms of balance sheets) or having different natures and objectives (e.g. banks, hedge funds, pension funds, etc). In addition, agents are interconnected via dense webs of financial contracts with very different characteristics. A similar picture is observed in real sectors of activity, where firms persistently differ in their size and growth rates, productivity and/or net-worth, and where households have different skills, job statuses, income and wealth levels. In addition, firm transactions occur through networks of input-output or trade linkages. The above two features have great importance for a wide range of issues in economic analysis. The list includes (but is not limited to)

- The transmission and impact of monetary and fiscal policies
- The interactions between macro-prudential and monetary policies.
- The short and long-run impact of fiscal, monetary, and innovation policies.
- The dynamics of income and wealth inequality
- The analysis of sustainable growth and green transitions
- The analysis of business cycles

Research contracts activity in 2022-

Projet "Policies for Innovation, Competition, and Shocks" (PINCOS) - appel d'offres Crédits Scientifiques Incitatifs (CSI) – volet Recherche de l'Université Côte d'Azur

Politique publique et compétitivité des entreprises (PPCE)

Responsable : Lionel Nesta

Chercheur-e-s OFCE : Sarah Guillou, Benjamin Montmartin, Evens Salies,

Chercheur.e.s associé.e.s : Michele Pezzoni, Francesco Vona

Chercheur-e-s partenaires sans association : Catherine Laffineur (Université Nice Sophia-Antipolis, GREDEG), Patrick Musso (Université Nice Sophia-Antipolis, GREDEG), Stefano Schiavo (Université de Trento, Italie), Patrick Sevestre

Descriptif

Le pôle de recherche PPCE a deux objectifs. Le premier est l'analyse de la dynamique du tissu productif rendues possibles par la microéconométrie de données d'entreprises. Le second est relatif à l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur le tissu productif (par exemple Evaluation CICE, CIR, IS).

Objectifs scientifiques

Les recherches effectuées dans le cadre de ce pôle traitent des opportunités et des difficultés que rencontrent les entreprises confrontées à des changements structurels, qu'il s'agisse de ruptures technologiques, de changements dans les qualifications requises, de nouvelles réglementations, d'ouverture des marchés, d'arrivée de nouveaux concurrents, de développement de nouvelles sources d'énergie ou de nouvelles matières premières. Plus précisément, il s'agit de mettre l'accent sur *l'hétérogénéité* des entreprises et sur les mécanismes de *coordination* ou de *sélection* qui orientent leur performance et la dynamique industrielle. Deux grands champs de recherche peuvent être identifiés. Le premier, très large, regroupe l'ensemble des analyses de la dynamique du tissu productif rendues possibles par la microéconométrie de données d'entreprises. Le second, plus précis dans la méthode, est relatif à l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur le tissu productif.

Analyse du tissu productif : croissance, investissement, compétitivité des entreprises en réponse à des chocs sur leur environnement

Il s'agit d'étudier le fonctionnement des marchés des produits et des facteurs, d'analyser la croissance des entreprises, cette dernière étant le résultat de gains de productivité et d'un processus de concurrence entre entreprises qui peut s'écarter d'une concurrence pure et parfaite. Ces études couvriront les champs suivants :

- ... Les déterminants de la croissance des entreprises (productivité, investissement) ;
- ... L'imperfection des marchés des produits et des facteurs ;
- ... L'analyse des effets des transitions numériques et énergétique sur la croissance des entreprises ;
- ... La contrainte financière des entreprises : mesures, interprétations, impact ;
- ... Les logiques d'internationalisation et d'adaptation à la globalisation.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité de recherche est relative à l'évaluation des politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. Ces évaluations peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), la réforme de l'Impôt sur les Sociétés (IS), ou encore la réforme de la fiscalité du capital – et comprendre plus largement comment les politiques industrielles, d'innovation et environnementales affectent les dynamiques industrielles et les performances des entreprises.

Activités contractuelles

Les recherches relevant du pôle de recherche sont déjà fortement contractualisées (France Stratégie, ISIGrowth, INNOPATH, DGE France, DG Growth Europe, ACSEL, MESRI). Nous entendons poursuivre cette tradition avec diverses institutions nationales ou internationale, comme dans des contrats H2020 et des contrat-cadres avec la Commission Européenne.

Sociologie

Responsable : Maxime Parodi

Chercheur associé : Michel Forsé

Descriptif

Ce pôle se consacre à des recherches sociologiques. Il étudie notamment les perceptions des inégalités et les sentiments de justice en France et au-delà et nourrit un dialogue avec la philosophie morale, les sciences politiques et les sciences économiques.

Plusieurs travaux de recherches sont actuellement engagés en 2021 et se poursuivront en 2022 :

- ... Une étude des discriminations de sexe au sein des orchestres et des effets de la pratique du paravent sur les choix de recrutement. Cette recherche a reçu un financement ANR sous le titre *Prodige* et est menée avec Hélène Périvier, Hyacinthe Ravet (Directrice de recherche, CNRS, Iremus) et Régina Hatzipetrou (Docteure en musicologie, Iremus, Lettres Sorbonne Université).
- ... Une étude des parcours des étudiants depuis leur entrée à Sciences Po jusqu'à, pour certains, leur sortie de l'ENA et leur accès aux grands corps d'Etat. Il s'agit d'analyser les choix d'orientation des étudiants et des étudiantes en fonction de leurs résultats tout au long de leur parcours et de mettre au jour les éléments qui nourrissent, ou non, l'ambition d'entrer dans un des grands corps d'Etat. Cette recherche est menée avec Hélène Périvier et Fabrice Larat (Directeur du CERA, ENA).
- ... Le développement de nouvelles méthodes statistiques et tenant compte plus finement de la dimension spatiale, de manière à renouveler les études urbaines portant, par exemple, sur l'étude des prix immobiliers ou la mesure de la ségrégation spatiale. Ce projet mobilise de nombreuses données (Fideli, gtfcs des aires urbaines considérées, dvf, etc...).
- ... Une étude des attributions des logements sociaux, à la demande du Défenseur des Droits. Cette recherche est menée avec Pierre Madec et Xavier Timbeau.

Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales

Responsable : Hélène Périvier

Descriptif

Ce pôle propose de renforcer les travaux menés à l'OFCE sur l'analyse des politiques sociales, familiales et fiscales (fiscalité des ménages) dans une perspective de redistribution, de lutte contre les inégalités économiques sociales et des inégalités femmes-hommes. Il s'agit de mettre en avant les enjeux associés à ces politiques publiques en mettant l'accent sur les questions de lutte contre la pauvreté, plus généralement de redistribution et de redéploiement de la politique familiale de sorte à accompagner les mutations des normes familiales (familles recomposées, séparations, diversité des statuts familiaux qui conduisent à des traitements différents par le système fiscal-social, pauvreté des enfants...).

Plus globalement, il s'agit d'interroger la place respective de l'individu et de la famille dans le système redistributif : comment et dans quelle mesure les solidarités familiales sont-elles intégrées dans les politiques publiques de redistribution ? sous quelles conditions ? (Système de quotient conjugal et familial dans le cadre de l'IR, mais aussi la mise en œuvre des conditions de ressources pour les prestations sociales et familiales etc.). Ce pôle visera également à analyser l'articulation entre prestations sociales et marché du travail : par exemple en étudiant le rôle du congé parental sur les parcours d'activité des mères de jeunes enfants, ou encore entre analysant le profil des allocataires du RSA et l'impact de la prime d'activité, et de son doublement, attendu sur les comportements d'activité.

Travaux réalisés en 2022

Verdugo Grégory et Hélène Périvier, 2023, "Does Earmarked Parental Leave attract Fathers?", *Industrial & Labor Relations Review*, en révision.

"Le soutien apporté par le système sociofiscal aux parents séparés : bilan et proposition de réformes", Hélène Périvier et Muriel Pucci, *Informations sociales*, n°207, 2022/3, pp. 74-82

"Réflexions sur le revenu des familles monoparentales et des parents débiteurs d'une pension alimentaire". *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, novembre-décembre 2022, pp. 1118-1138, Bertrand Fragonard et Muriel Pucci, 2022.

"La capacité à financer le budget de référence : une autre appréciation des niveaux de vie", in Rapport du CNLE *Les budgets de référence en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole du Grand Paris : Nouvelles pistes pour l'inclusion sociale*, chapitre 9, pp 299-332, Muriel Pucci, décembre 2022.

Contribution à l'avis logement du CNLE Pierre Madec et Muriel Pucci, 17 octobre 2022.

« [Seuil de richesse : une avancée nécessaire mais encore insuffisante](#) », Post de blog OFCE, Pierre Madec et Muriel Pucci, 20 juin 2022.

« [Comment soutenir le niveau de vie des parents isolés ou séparés en adaptant le système socio-fiscal](#) », Hélène Périvier et Muriel Pucci, *Policy brief OFCE*, n° 91, 2021.

« Travail contre allocs : la télé pas très réalité », *Blog Alternative économique*, Guillaume Allègre et Muriel Pucci, septembre 2022.

« Repenser la fiscalité lors de l'héritage », *L'économie politique*, Guillaume Allègre, 2022/4

[L'imposition des couples dans la campagne présidentielle](#) , Guillaume Allègre, Hélène Périvier et Muriel Pucci, 2022

« [Pauvreté monétaire et difficultés budgétaires](#) », in Définitions et mesures de la pauvreté, Débats du LIEPP, Muriel Pucci, 2022

Travaux prévus pour 2023

La nomination d'Hélène Périvier à la présidence du conseil à la famille en avril 2023 permettra de renforcer les collaborations déjà existantes entre l'OFCE et cette institution, dont Pierre Madec et Muriel Pucci sont membres en tant que personnalités qualifiées.

Le programme du travail du HCF pour 2023 porte sur les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat des familles avec des focus spécifiques sur le logement et l'alimentation, puis une réflexion autour de la place des jeunes en regard des enjeux de la politique familiale.

Poursuite des travaux sur la situation socio-économique des parents isolés

Dans la continuité du travail réalisé en 2018 dans le cadre d'un contrat pour la DGCS et le SDFE portant sur la situation socio-économique des parents isolés », il s'agit de reprendre certains résultats, les mettre à jour et prolonger l'analyse. Il s'agira en particulier de reprendre les résultats relatifs à l'accès à l'emploi des mères isolées. Il s'agira de poursuivre l'analyse sur les effets du chômage sur la participation au marché du travail des mères isolées (voir graph ci-dessous). Les personnes impliquées dans ce projet sont Muriel Pucci, Raul Sampognaro et Hélène Périvier.

Parallèlement, Muriel Pucci travaillera sur deux projets : l'un porte sur l'analyse des conditions de travail des mères isolées travailleuses pauvres dans les métiers du soin et du lien et l'autre porte sur une quantification des besoins en postes et en revalorisation salariale des métiers de ce secteur.

Projet de recherche en collaboration avec la DREES sur l'attractivité des métiers du secteur sanitaire et social.

L'analyse des politiques sociales, que ce soit dans le champ de l'exclusion sociale, du handicap et de la perte d'autonomie ou de l'enfance, nécessite, entre autres, de bien connaître les professionnels qui interviennent auprès des populations ciblées par ces politiques. Ces professionnels peuvent relever du travail social proprement dit ou bien être employés par les établissements ou services du secteur social ou médico-social. La DREES, en tant que service statistique du ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, est chargée du suivi et de la connaissance de ces professions. Elle produit des enquêtes et réalise des études visant à mieux décrire leur formation, leurs effectifs, leur parcours professionnel, leur salaire et leurs conditions de travail. La période récente est marquée par des difficultés de recrutement dans la plupart des professions du social, comme en témoigne par exemple les campagnes actuelles visant à améliorer l'attractivité des métiers du grand-âge. Dans ce cadre, mieux comprendre les parcours d'emploi des personnes exerçant ces professions, et notamment les circonstances et les raisons de leur entrée ou de leur sortie de ces emplois, est primordial.

Evaluation de la politique familiale et mise en perspective européenne

Evaluation de l'articulation entre politiques familiales et politiques sociales. Il s'agira de montrer les grandes tendances des aides en direction des familles et pointant une complexité accrue du système fiscal et social :

- Réaliser une comparaison des politiques familiales en Europe (Antoine Math, Hélène Périvier et Muriel Pucci)
- Travaux autour de l'individualisation des droits sociaux fiscaux (prime d'activité notamment) collaboration avec France Stratégie (Muriel Pucci).
- Soutien du revenu des familles les plus exposées à la pauvreté (parents isolés, familles nombreuses) en France et en Europe.
- Poursuite des travaux sur l'évaluation de la PreParE (Grégory Verdugo et Hélène Périvier)

Il s'agira également de réaliser une analyse de long de terme de l'évolution de la politique familiale, afin d'en évaluer les effets sur les comportements d'activité des parents, et de fécondité.

Indicateurs de pauvreté et niveaux de vie des familles

Comment mesurer la pauvreté pour piloter la politique familiale et la politique sociale ? Dans l'optique de la mise en œuvre de la solidarité à la source et du débat sur le RUA, il s'agira de réaliser un travail de synthèse et de prospective sur les indicateurs statistiques. En particulier les limites des indicateurs usuels seront questionnées et de nouveaux types d'indicateurs seront proposés. La stabilité du taux de pauvreté mesuré par l'Insee pour l'année 2020 ou encore les difficultés que rencontre la statistique publique pour mesurer la pauvreté lors d'un épisode soudain d'inflation comme nous le connaissons aujourd'hui montrent la nécessité à la fois d'interroger les indicateurs usuels et pourquoi pas d'en proposer des alternatifs. En mobilisant les données de la statistique publique et la littérature sur le sujet nous tenterons d'éclairer le débat public sur ses questions. Dans ce cadre, le recrutement d'un ou une stagiaire pendant 6 mois permettrait d'explorer les données et les travaux déjà réalisés.

Les demandes pour l'année 2023

1. Renouvellement de l'association de Muriel Pucci à l'OFCE
2. Ouverture d'un stage de 4 à 6 mois à partir de mi-mars pour travailler sur les indicateurs de pauvreté. Ce stage rémunéré sera encadré par Pierre Madec et Muriel Pucci. Les missions du stagiaire seront les suivantes :

Réaliser une revue de littérature sur les indicateurs tentant de quantifier la pauvreté, qu'elle soit monétaire ou non (taux de pauvreté, intensité de la pauvreté, pauvreté en condition de vie, budgétaire, ressentie ou ancrée, taux de pauvreté individuel, ou en revenu d'activité...). Ces indicateurs sont insuffisants ou incomplets pour appréhender les dynamiques de la pauvreté.

Produire une analyse statistique à partir de l'enquête budget des familles montrant la variabilité des diagnostics selon les indicateurs retenus

3. Demande d'aménagement des bureaux B223-226

Afin d'ajouter un poste de travail permettant d'accueillir les chercheurs associés (Muriel Pucci et Grégory Verdugo) dans de bonnes conditions, nous proposons de supprimer le placard B226 pour y installer un bureau avec le boîtier CASD.

Modèles à agents hétérogènes

Responsable : Xavier Ragot

Chercheurs associés : Stéphane Auray (CREST-ESNAI et UCLO), Aurélien Eyquem (Univ. Lyon et IUF).

Descriptif

L'objectif de ce pôle est de développer des modèles et des outils afin d'introduire l'hétérogénéité et les inégalités dans l'analyse économique. Ce type de modèle permet de considérer les inégalités entre les ménages, les entreprises et les Etats avec les mêmes outils.

Le but de ces modèles est de faire le lien entre les analyses macroéconomiques et les données microéconomiques de plus en plus utilisées à l'OFCE, notamment avec le modèle INES, ou encore les données de la BCE relatives aux inégalités entre les ménages des différents pays européens.

A terme, le but est de développer des modèles permettant l'évaluation des politiques publiques au niveau français et européens.

Le Pôle de recherche bénéficie d'un financement ANR (IRMAC) qui permet l'estimation encours d'un modèle à agents hétérogènes pour la France.

Publications 2022

Ragot X. et Le Grand F., « Optimal Policies with Heterogeneous Agents: Truncation and Transitions, à paraître dans *Journal of Economic Dynamics and Control*.

Ragot X., "Optimal monetary policy in a liquidity trap with heterogeneous agents", *Annals of Economics and Statistics*, N. 149, march 2023, pp. 97-124.

Autres travaux 2022

Ragot X. et Le Grand F., "Should we increase or decrease public debt? Optimal fiscal policy with heterogeneous agents", en revision au *Journal of Political Economy*.

Martin-Baillon, A. Ragot X. et Le Grand F "Should monetary policy care about redistribution? Optimal fiscal and monetary policy with heterogeneous agents", en revision à *Review of Economic Studies*.

Péligry, P. Ragot, X. "Fiscal systems", en revision à *Socio-Economic Review*.

Environnement

Responsable : Frédéric Reynès

Chercheur-e-s : Meriem Hamdi-Cherif, Maryème Kettani, Gissela Landa-Rivera, Eloi Laurent, Paul Malliet, Anissa Saumtally, Lucia Sequeira

Chercheurs associés : Aurélien Saussay, Francesco Vona

Descriptif

Le Pôle Environnement concentre ses recherches sur l'économie de l'environnement. Les principaux thèmes étudiés sont la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique, l'empreinte écologique des activités économiques humaines. Ces problématiques sont analysées sous différentes approches : la modélisation macro et microéconomique, l'approche empirique d'évaluation des politiques publiques et des effets redistributifs et l'approche socio-économique. Inscrits dans un cadre pluridisciplinaire, ses chercheurs traitent plus généralement des questions liées à l'impact environnemental des activités économiques, l'impact différencié des politiques environnementales ou la perception du changement climatique.

Les recherches sont organisées selon trois axes principaux : (1) Modélisation des politiques énergétiques et environnementales ; (2) Evaluation des politiques publiques et analyse des effets redistributifs ; (3) Approche sociale-écologique et l'économie du bien-être.

Au sein du premier axe, l'OFCE développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et NEO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétiques et environnementales. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Activités 2022

Le pôle environnement a supervisé le numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* intitulé « Enjeux socio-économiques de l'action pour l'action climat ». Cette publication a aussi donné lieu à l'organisation d'une table ronde réunissant les meilleurs spécialistes de cette thématique.

Le pôle a contribué au groupe de travail sur le perfectionnement de la comptabilité de l'empreinte carbone, piloté par le SDES, service statistique rattaché au Commissariat général au développement durable (CGDD) et en charge de la statistique environnementale.

Dans le cadre de sa convention de recherche avec l'ADEME, le pôle a poursuivi le développement du modèle *ThreeME*, en particulier : le développement d'une version permettant de simuler le modèle dans le logiciel ouvert R ; l'automatisation de procédures d'intégration de nouveaux secteurs dans le modèle, l'amélioration de la désagrégation du bloc énergie de la version *ThreeME* Europe ; une réflexion sur la prise en compte de l'incertitude et la modélisation des contraintes de ressources.

Dans le cadre d'un projet avec le MEDEF, *ThreeME* a été utilisé pour mesurer l'impact sur la compétitivité d'un mécanisme de taxe carbone d'ajustement aux frontières.

A l'international, dans le cadre d'un partenariat avec l'AFD, a débuté un projet qui vise à accompagner l'appropriation du modèle *ThreeME* par le ministère des finances mexicain, HACIENDA, et à recalibrer la version mexicaine sur données récentes. En collaboration avec l'OCDE, les versions Royaume-Uni et Luxembourg ont aussi été utilisées pour simuler des scénarios de transition énergétique.

Programme 2023

Une convention de recherche pluriannuelle sera signée avec la Direction Générale du Trésor en vue de renforcer les capacités de développement et d'application du modèle ThreeME au sein de l'OFCE et de faciliter des analyses conjointes avec le ministère de l'économie.

Dans le cadre de sa convention de recherche avec l'ADEME, le pôle poursuivra le développement du modèle ThreeME et l'amélioration de sa calibration, en particulier : poursuivre l'optimiser de la version R du modèle ; la création d'interfaces interactive d'analyse de la base de données et des résultats ; création d'un cahier de variantes automatisé pour faciliter l'analyse des propriétés du modèle ; amélioration du calibrage du bloc financier européen ; programmation d'une procédure d'analyse de sensibilité et de l'incertitude dans ThreeME ; endogénéiser le prix des quotas de l'ETS dans la version européenne ; désagrégation du secteur agricole, du secteur des services marchands.

A l'international, ThreeME sera utilisé pour actualiser la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) de la Tunisie dans le cadre d'un partenariat avec le PNUD et l'Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie tunisienne. Les collaborations avec les ministères de l'économie mexicains et luxembourgeois se poursuivront avec la mise en œuvre d'un cursus de formation à la nouvelle version de ThreeME, la recalibration du modèle sur données récentes et la simulation de scénarios de transition bas carbone.

Spatial, un projet de recherche sur les marchés immobiliers franciliens

Responsable : Xavier Timbeau

Chercheurs : Paul Hubert, Pierre Madec, Paul Malliet, Maxime Parodi, Aurélien Saussay, Grégory Verdugo

Descriptif

Le pôle spatial vise à développer les analyses de géographie quantitative avec une focalisation sur les questions immobilières et la mobilité, en cherchant à explorer les dimensions les plus importantes des sources d'émission de gaz à effet de serre et leur lien avec les caractéristiques socioéconomiques des ménages.

Depuis 2020, différentes productions sont à mettre à l'actif du pôle. Une analyse des prix de l'immobilier par *machine learning* (présenté à l'OFCE, l'OCDE et ailleurs) sera prochainement publiée.

La première modélisation zam200, représentant à une échelle géographique fine (carreau 200m) a été produite pour la Rochelle en collaboration avec Villes Vivantes. Ce travail a été reproduit sur l'agglomération de Clermont Ferrand et un projet a été lancé avec la métropole d'Aix-Marseille.

Un outil important de modélisation a été développé avec le modèle MEAPS qui permet à la fois d'estimer sur données de flux (par exemple communales) un modèle qui peut ensuite être utilisé pour des analyses variantielles (comme à La Rochelle, publication en cours).

Un travail pour le compte du défenseur des droits sur les discriminations à l'entrée dans le parc de logement social a été entreprise et a été finalisé en 2023.

Idefix

Le premier projet d'ampleur du pôle Spatial est le projet *Idefix*. L'objet est une analyse empirique fine du logement, des marchés immobiliers et des dynamiques résidentielles pour proposer des politiques publiques adaptées aux problématiques d'une agglomération de grande taille. Améliorer le cadre de vie, les services et aménités publiques, leur répartition sur le territoire, intégrer les défis du changement climatique mais aussi plus prosaïquement redéfinir la fiscalité foncière sont autant de débouchés de ce projet.

A ce stade 3 axes trois axes (en partie liés) peuvent être dégagés :

1. la dynamique des prix :

L'analyse de la dynamique des prix immobiliers s'inscrit dans la continuité de travaux conduits de longue date par l'OFCE. Le développement de base de données d'une finesse spatiale élevée, comme les fichiers fonciers, DV3F ou d'autres, autorise, en les associant à une méthodologie adéquate, l'exploitation de l'ensemble de l'information existante avec une maille géographique très fine, jusqu'à la parcelle.

Le recours à une approche basée sur un algorithme de « machine learning » (XGBoost), plus flexible que les modélisations traditionnelles (modèles linéaires, modèles à effet fixe, modèles additifs généralisés), permet une analyse fine du marché immobilier francilien. Cette méthode, mise en œuvre avec succès sur la base DVF en open data, a démontré une grande souplesse tout en réduisant la complexité de la représentation et s'avère en capacité de fournir des analyses robustes et très riches.

2. Les inégalités spatiales d'accès aux aménités et à l'emploi :

Une analyse préliminaire à partir des données DVF fait apparaître un lien positif très fort entre accès aux aménités, et en particulier l'emploi, et prix immobiliers. L'accès aux aménités, via les réseaux et moyens de transport de toute nature, est un facteur de réduction des inégalités spatiales. La construction

d'indicateurs d'accessibilité à une échelle fine, par le croisement de données d'emploi localisé à l'Iris et des données GTFS d'IDFM, permet d'évaluer la variation de cet indice à des modifications du réseau de transports et d'utiliser ces variations pour identifier plus nettement l'impact sur les prix ou les probabilités de vente. Cette approche pourrait être appliquée à l'analyse de l'impact du Grand Paris Express sur les marchés immobiliers franciliens. Ici, l'analyse des prix n'est pas employée pour sa capacité prédictive mais pour extraire des prix l'information quantitative de révélation des préférences individuelles et donc par ce biais une quantification des différents indicateurs. Un résultat peut être de construire un indicateur composite à partir de ces informations révélées par les prix.

3. Les migrations résidentielles et la ségrégation

Par appariement entre Fideli (source fiscale exhaustive décrivant les ressources des ménages à l'échelle du foyer localisé) et fichiers fonciers, le projet vise à construire un panel de logements, suivis dans le temps, pour étudier les mouvements associés aux achats immobiliers. Le suivi de ce panel permettrait de mettre au jour les mécanismes de regroupement de populations en fonction de leurs caractéristiques (revenu, structure familiale ...), en d'autres termes, les processus ségrégatifs.

Zam200

La densification est un remède à l'étalement urbain. Elle est la voie vers une « ville à 15 minutes », un moyen de réduire les coûts directs et sociaux de la mobilité, dont les émissions de CO₂. C'est également une réponse à la rareté et au coût du foncier, là où il est recherché, et une incitation à produire les biens communs, dont la rentabilité découle de la proximité des usagers, qui accroissent le bien-être.

La densification diffuse, dont le potentiel a été exploré dans Timbeau (2013a et 2013b)⁴⁴, est le quotidien de Villes Vivantes et des programmes BIMBY. A partir d'une densification légère au niveau de la parcelle, la perspective est de transformer les zones pavillonnaires en villages, de combler les dents creuses, d'habiter les espaces libres tout en préservant les attraits d'une densité raisonnable.

L'objet du programme de recherche est de développer des modélisations et des outils génériques pour appuyer le plaidoyer à la densification tout en donnant les instruments de la maîtrise des effets d'une plus grande densité. Ces outils combinent une information géolocalisée fine, une utilisation d'enquêtes à large échantillon, combinées dans une modélisation transparente et reproductible. Leur mise à disposition des élus, des urbanistes comme des citoyens cherche à alimenter la réflexion collective et le passage à l'acte pour définir le tissu urbain, résidentiel et d'activité pour le XXI^{ème} siècle.

Plus spécifiquement, on déploie des instruments pour scénariser la densification résidentielle en faisant apparaître les bénéfices en termes de réduction des transports (économies de CO₂, de frais d'utilisation de la voiture), d'un meilleur accès aux aménités (emploi, commerces, équipements, espaces verts ou naturels) ou d'autres politiques publiques visant à provoquer des changements modaux.

L'objectif est de représenter le plus fidèlement possible la structure spatiale des déplacements (modes de transport, confort, destinations, coûts) et de quantifier le potentiel de densification (application des règles d'urbanisme, exploitation des ressources foncières, coût et rentabilité des opérations à l'échelle de la parcelle).

Ces outils sont basés sur des sources de données géolocalisées à une échelle fine. A ce stade, représentation exhaustive des réseaux de transport, routier, en commun, équipement pour cyclistes, localisation au carreau 200m (Inspire) des résidents (données carroyées INSEE) et des emplois (FLORES et imputation par les fichiers fonciers) et en utilisant l'enquête de mobilité des personnes, l'enquête des mobilités professionnelles, des bases sur les équipements) on modélise les déplacements du quotidien au carreau 200m.

⁴⁴ Voir Timbeau, X. (2013a). Les bulles robustes. *Revue de l'OFCE - Débats et Politiques "Villes et Logements,"* 128 et Timbeau, X. (2013b). Comment et pourquoi construire un million de logement en Ile de France. *Revue de l'OFCE - Débats et Politiques "Villes et Logements,"* 128.

Le projet est de grande ampleur et s'inscrit dans une démarche pluridisciplinaire. Il s'agit de mettre en œuvre une analyse causale (pourquoi se déplace-t-on ?) la plus rigoureuse et fine possible afin d'alimenter des politiques publiques dont l'ambition est de façonner le paysage urbain et d'offrir un cadre de vie adéquat à un coût abordable, tout en respectant les contraintes environnementales, des émissions nettes nulles de CO₂ en 2050 à l'absence d'artificialisation nette des sols. Les implications sont à la fois pratiques mais aussi générales.

L'analyse et les outils peuvent être mis en œuvre dans n'importe quelle agglomération. Villes Vivantes apporte des contacts avec plusieurs agglomérations comme celle de La Rochelle, autorisant un terrain d'expérimentation avant une mise en œuvre à grande échelle.

La combinaison des approches empiriques et quantitatives fondées sur des approches théoriques validées avec l'expérience de la densification de Villes Vivantes, consolidée par son lab produit un projet profondément pluridisciplinaire. La méthode résolument pragmatique de confrontation systématique aux réalités d'une agglomération est le gage d'une utilité sociale importante.

MEAPS

Le modèle gravitaire utilisé pour distribuer les trajets entre une origine et une destination représente mal l'influence de la distance sur les choix. En partant du modèle des "*intervening opportunities*" de Stouffer (1940) et du modèle radiatif de Simini et al. (2012), nous construisons un modèle ergodique d'absorption avec priorité et saturation (MEAPS) qui permet de construire ces choix sur des fondements microscopiques explicites et flexibles – qui peuvent s'adapter à une grande palette de situations. Ainsi, le modèle s'accommode de différentes formulations des processus stochastiques microscopiques qui permettent d'estimer des paramètres fondamentaux et de leur donner une interprétation. Nous explorons les propriétés du modèle théorique sur des données synthétiques. Nous proposons ensuite une application empirique à la Rochelle pour la modélisation des trajets quotidiens entre le domicile et le travail. Le modèle est ajusté sur les données du recensement qui mesurent les flux entre communes de résidence et d'emploi. La comparaison avec le modèle gravitaire montre que MEAPS est plus à même de décrire les flux de déplacements et qu'il ouvre des possibilités d'interprétations très riches. Nous produisons une cartographie des émissions de CO₂ qui utilise MEAPS pour une interpolation au carreau 200m. La modélisation calibrée sur des données du recensement permet d'analyser des scénarios variantiels pour la Rochelle et permet d'illustrer la capacité du modèle à analyser des problématiques locales comme la configuration des réseaux de transport ou la localisation de l'emploi.

Applications : La Rochelle, Clermont Ferrand, Aix Marseille

Le modèle zam200 et MEAPS ont été appliqués en profondeur pour l'agglomération de la Rochelle. Ils permettent d'affiner le bilan carbone lié aux mobilités, qui est habituellement fait en utilisant les valeurs moyennes issues de l'enquête mobilité des personnes ou par des projections assez frustrées des données de flux issues du fichier détail du recensement. La méthode employée et en particulier MEAPS permettent de projeter à une échelle très fine ces mobilités.

Le bilan carbone est donc à la fois intrapolé à une plus grande résolution, mais aussi mis en relation avec une palette de variables. Il peut donc être analysé dans des dimensions plus fines : est-ce que les habitants qui ont accès au transport en commun ont une empreinte carbone plus faible ? Quelle est le lien entre bilan carbone et revenu des ménages ? Est-ce que le territoire a des spécificités ?

Au-delà du bilan carbone, des analyses de politiques locales peuvent être quantifiées par les métriques découlant de zam200, le carbone émis, les kilomètres parcourus, le budget déplacement, le coût pour la collectivité ou des métriques hybrides agrégeant ces dimensions. Pour l'agglomération de la Rochelle une grande palette de politiques a été analysée : relocalisation des habitants (densification), relocalisation des emplois, amélioration des transports routiers (car à grande vitesse) ou ferroviaire (ouverture ou réouverture de gares sur des lignes existantes), augmentation de la part modale du vélo (analyse du potentiel), empêchement de la voiture (réduction des vitesses en zone urbaine dense, coût de parking).

Chacune de ces politiques est traduite dans le modèle avec un effet distingué suivant les localisations et donc la possibilité d'en faire une analyse distributive complète.

Ces analyses sont en cours pour l'agglomération de Clermont Ferrand. Pour la métropole d'Aix Marseille, le projet est plus ambitieux. L'utilisation d'une enquête EMC2 récente (2019) va permettre de détailler la modélisation et de l'articuler complètement avec MEAPS. Par ailleurs, pour cette métropole les enjeux de densification, de ségrégation spatiale ou de transport sont critiques.

Logement social et défenseur des droits

Les objectifs du parc HLM français sont définis par l'article L. 411 du Code de la Construction et de l'Habitation), issu de la loi n° 98-657 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 : « la construction, l'aménagement, l'attribution et la gestion des logements locatifs sociaux visent à améliorer les conditions d'habitat des personnes de ressources modestes ou défavorisées. Ces opérations participent à la mise en œuvre du droit au logement, et contribuent à la nécessaire mixité sociale des villes et des quartiers ».

En 2018, la moitié des locataires HLM appartiennent aux 25% des ménages les plus pauvres, le taux de pauvreté des locataires HLM est deux fois supérieur à la moyenne nationale et près de la moitié des attributions de logements sociaux étaient réalisées en faveur de ménages pauvres. Néanmoins, de nombreuses études (Bonnal & al., 2012 ; Fondation Abbé Pierre, 2018 ; Cours des comptes, 2017, Ancols, 2020, Secours Catholique & al., 2020,) ont mis en lumière l'existence de freins à l'accès des ménages les plus pauvres au parc HLM français. Cette recherche s'inscrit dans la lignée du travail réalisé dans le cadre du « Rapport inter associatif sur les difficultés d'accès au parc social des ménages à faible ressources » publié au cours de l'année 2020. Elle vise à expliciter et quantifier les phénomènes d'exclusion qui y sont mis en lumière ainsi qu'à démontrer l'existence de discriminations économiques à l'égard des demandeurs de logements sociaux les plus fragiles.

En mobilisant des sources de données variées (Système national d'enregistrement, données localisées de l'Insee, Répertoire du parc locatif social) et des méthodes originales (*machine learning*), nous avons produit une analyse originale du potentiel d'attribution (qui dépend du parc disponible et des demandeurs) et de l'attribution effective. Nous avons mis en ligne un site qui permet d'explorer dans différentes dimensions les écarts entre ces deux notions.

Publications

*En 2022, les économistes de l'OFCE ont signé **45** articles dans des revues à comité de lecture, **24** chapitres d'ouvrages, **20** Policy Briefs, **24** documents de travail. Au total autour de **113** publications scientifiques.*

Publications

L'OFCE dispose de supports de publication diversifiés, chaque support répondant à un type de travaux (actualités économiques et sociales, recherche académique) et s'adressant à un type de lecteurs (décideurs politiques, journalistes, chercheurs, ...).

L'ensemble des publications est en accès libre et gratuit sur le site de l'OFCE, www.ofce.fr

Les publications de l'OFCE (hors billets de Blog, voir *infra*) font l'objet d'un nombre important de consultations. A titre d'exemple, selon les statistiques REPEC, répertoire mondial des publications en économie, les publications de l'OFCE (Revue et *Working Papers*) ont été consultées 4.838 fois en 2022. A noter que ces statistiques n'incluent pas les consultations directes ou téléchargements *via* Google, SPIRE, HAL, CAIRN, PERSEE, etc.

Revue de l'OFCE

Avec un premier numéro publié en 1982, la *Revue de l'OFCE* participe depuis désormais quarante ans au débat public et scientifique en publiant des articles d'économie, alliant accessibilité et rigueur académique. Elle publie aussi des articles de sociologie.

Au cours de l'année 2022, cinq numéros de *La Revue de l'OFCE* ont été publiés. Outre la traditionnelle publication de ses prévisions économiques deux fois l'an (revues n°177 et 178), ont été publiés un numéro thématique *Enjeux socio-économiques de l'action pour le climat* (revue n°176), un hors-série *D'un quinquennat à l'autre : une contribution au débat*, ainsi que des articles dans un numéro VARIA (revue n°179).

Le numéro thématique consacré aux enjeux climatiques s'est focalisé sur les finances publiques comme outil au service de l'action pour le climat, sur les enjeux d'organisation et de planification de cette action et sur la question de l'évaluation et de son incidence économique.

Le numéro Hors-série publié dans le cadre des élections présidentielles et législatives de 2022 a réuni des contributions couvrant différents thèmes à la fois importants pour le débat économique et au sein de l'OFCE : l'évolution du pouvoir d'achat des ménages, les performances du marché du travail, la réforme du système de retraite, les conséquences macroéconomiques induites par le retour de l'inflation, la résilience du tissu productif, le rôle de l'Europe, l'évolution de la dette publique et le besoin de soutenir une croissance à long terme respectueuse de l'environnement.

Depuis septembre 2019, *La Revue de l'OFCE* est classée « généraliste » par les instances du CNRS ; elle était précédemment classée en « macro ». C'est une étape importante qui montre l'élargissement des thématiques couvertes par la revue, afin de mieux tenir compte des évolutions du monde de la recherche et des centres d'intérêt de notre lectorat.

Ouvrages

Chaque année, l'OFCE propose dans la collection *Repères* un bilan accessible et rigoureux de l'économie française. L'édition 2023, publié en décembre 2022, présente l'état de la conjoncture, les principales tendances et les grands problèmes contemporains. Elle apporte une analyse inédite de la crise de la Covid-19 et propose un bilan du dernier quinquennat ainsi qu'une évaluation des mesures du nouveau gouvernement. Quel est l'impact des mesures sociofiscales prises au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron sur le pouvoir d'achat des ménages ? Quelle est la situation du marché du travail en fin de quinquennat et quel bilan peut-on dresser des différentes réformes menées depuis cinq ans ? Quelles sont les conséquences économiques des premières mesures du nouveau gouvernement ? Combien coûterait à l'économie française un embargo sur le gaz et le pétrole russes ?

L'OFCE propose également un bilan annuel de l'économie européenne. L'édition 2022 se concentre sur les enjeux de l'après-crise de la Covid-19 pour le fonctionnement de l'Union européenne. Elle présente tout d'abord un état des lieux conjoncturel de la zone euro, puis elle discute de l'orientation des politiques budgétaires et monétaires dans les prochaines années – notamment après la révision de la stratégie de la Banque centrale européenne et la montée des dettes publiques – et de l'interaction de ces politiques. L'ouvrage dresse également un premier bilan du nouvel outil de gestion *Next Generation EU* et s'interroge sur le futur cadre budgétaire commun. Il évoque ensuite les conséquences du *Brexit* pour l'économie britannique et pour l'Union européenne. Enfin, conformément à l'agenda politique de la Commission européenne, se pose la question d'une transition juste vers une économie bas carbone : par quels indicateurs l'appréhender et comment l'atteindre ?

Policy Brief

À la rentrée 2016, l'OFCE a créé un nouveau support de publication, *OFCE Policy brief*, dans le but de fournir une expertise sur les politiques publiques en matière économique. L'année 2022 a ainsi été marquée par la publication de 12 numéros de *Policy brief* sur des sujets d'actualité (trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat, tissus productif, environnement, inflation, Europe, ...) ainsi que sur les prévisions économiques.

Documents de travail

En 2022, l'OFCE a publié 18 documents de travail. Ces travaux ont été de nature très différente : à la fois « très technique » avec la publication de travaux d'évaluation des politiques économiques ; certaines fois, avec un angle d'analyse très macroéconomique et d'autres fois, avec un angle très microéconométrique. Enfin, certains documents de travail ont proposé des réflexions sur des thèmes importants liés à l'inflation, aux tensions nées de la guerre en Ukraine (agriculture, secteur productif allemand), à l'impact du COVID-19, à l'évolution des systèmes socio-fiscaux, à la question des dettes en Europe, au pouvoir d'achat, etc...

Blog

Le *Blog de l'OFCE* existe depuis octobre 2011. Son objectif est de donner la possibilité aux chercheurs de l'OFCE de participer au débat public de manière très réactive en publiant des billets sur l'actualité économique française et internationale. Les billets portent sur des thématiques très variées : politique sociale et fiscale, inflation, guerre en Ukraine, chômage, croissance, Europe, crise sanitaire... La plupart des billets sont traduits en anglais de façon à asseoir la visibilité internationale de l'OFCE. En 2022, le Blog de l'OFCE a publié 58 billets, soit une moyenne de 4 à 5 billets par mois. Le nombre de pages vues sur le *Blog de l'OFCE* a été de ?? soit environ ??? pages vues par mois.

Organisation des publications de l'OFCE

Xavier Ragot, directeur des publications

Vincent Touzé, rédacteur en chef des publications

Christine Riffart, rédacteur en chef du blog et des *Policy briefs*

Le Comité de rédaction de *La Revue de l'OFCE* est composé de : Guillaume Allègre, Luc Arrondel, Cécile Bastidon, Frédérique Bec, Christophe Blot, Carole Bonnet, Virginie Coudert, Brigitte Dormont, Sarah Guillou, Meriem Hamdi-Cherif, Florence Legros, Éloi Laurent, Mauro Napoletano, Hélène Périvier, Maxime Parodi, Mathieu Plane, Corinne Prost, Romain Rancièrè, Raul Sampognaro, Michaël Sicsic et Grégory Verdugo.

Laurence Duboys-Fresney, secrétaire de rédaction des publications

Najette Moummi, responsable de fabrication des publications

Claudine Houdin, adjointe à la responsable de fabrication des publications

Revue à comité de lecture (hors *Revue de l'OFCE*)

Aldama P. et J. Creel, « Real-time fiscal policy responses in the OECD from 1997 to 2018 : procyclical but sustainable? », *European Journal of Political economy*, vol 73, 102135, juin 2022.

Auray S., M. Devereux et A. Eyquem, « Self-enforcing trade policy and exchange rate adjustment », *Journal of International Economics*, vol. 134, 103552, janvier 2022.

Battaglia F., L. Fioramonti, A. Galli, E. Laurent et G. dalle Libera Marchiori, « Toward health-environment policy: beyond the Rome declaration », *Global Environment Change*, vol. 72, 2022.

Blot C. et F. Labondance, « Beyond the interest rate pass-through: monetary policy and banks interest rates since the effective lower bound », *Applied Economics*, 54(51), pp. 1-15, 2022.

- Bourlès R., A. Cozarenco, D. Henriët et X. Joutard, « Business training with a better-informed lender », *Annals of Economics and Statistics*, 148, pp. 65-108, janvier 2022.
- Cornand C. et P. Hubert, « Information frictions across various types of inflation expectations », *European Economic Review*, 146, 104715, 2022.
- Creel J., « Dette, soutenabilité et responsabilité démocratique européenne », *Revue d'économie financière*, pp. 295-310, novembre 2022.
- Creel J., « Réforme du cadre budgétaire européen : un argument pour l'adoption d'une règle d'or des finances publiques », *Revue française d'économie*, n°3, vol XXXVI, janvier 2022.
- Creel J. et M. El Herradi, « Income inequality and monetary policy in the euro area », *International Journal of Finance and Economics*, online, 2 novembre 2022.
- Cumming J. et P. Hubert, « House prices, the distribution of household debt and the refinancing channel of monetary policy », *Economics Letters*, vol. 212, 110280, mars 2022.
- Filardo A., P. Hubert et P. Rungcharoenkitkul, « Monetary policy reaction function and the financial cycle », *Journal of Banking and Finance*, 142, 106536, 2022.
- Huguet M., X. Joutard, I. Ray-Coquard et L. Perrier, « What underlies the observed hospital volume-outcome relationship? », *BMC Health Services Research*, 22(70), Janvier 2022.
- Ortega J. et G. Verdugo, « Who stays and who leaves? Immigration and the selection of natives across locations », *Journal of Economic Geography*, vol. 22, Issue 2, pp. 221-260, mars 2022.
- Schmutz B. et G. Verdugo, « Do elections affect immigration ? Evidence from French municipalities », *Journal of Public Economics*, vol. 218, art 104803, 2022.
- Pollin JP. et X. Ragot, « Introduction. La soutenabilité des dettes publiques », *Revue d'économie financière*, vol. 146, pp. 9-22, novembre 2022.
- Ragot X., « Dette optimale et dette soutenables : un nouveau dilemme à la Triffin », *Revue d'économie financière*, pp. 185-200, novembre 2022.

Revue de l'OFCE

- Antonin C., « Allemagne : un modèle remis en question », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 60-70.
- Aurissergues E., E. Heyer et X. Timbeau, « La dette publique au XXI^e siècle : une analyse de la dynamique de la dette publique avec *Debtwatch* », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 237-265.
- Blot C., « Les USA vers la récession », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 50-60.
- Blot C., « La hausse de l'inflation peut-elle modifier l'ancrage des anticipations ? », *Revue de l'OFCE*, 177, avril 2022, pp. 75-99.
- Bock S., B. Coquet, M. Dauvin et E. Heyer, « Le marché du travail au cours du dernier quinquennat », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 37-78.

- Bock S., S. Guillou, M. Napoletano, L. Nesta, M. Pezzoni, E. Saliès, T. Treibich et F. Vona, « Le tissu productif français : construire la résilience face à l'imprévisibilité des chocs », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 149-181.
- Creel J., F. Geerolf, S. Levasseur, X. Ragot et F. Saraceno, « L'Europe, de réelles avancées mais des choix à assumer », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 183-210.
- Creel J., E. Heyer, M. Plane, C. Poirier, X. Ragot (dir.), F. Saraceno et X. Timbeau, « Dette publique : un changement de paradigme, et après ? », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 211-235.
- DAP, « Inflation/tensions », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 119-147.
- DAP (dir. E. Heyer et X. Timbeau), « Du coup de chaud au coup de froid. Perspectives pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 11-13.
- DAP (dir. E. Heyer et X. Timbeau), « Synthèse du coup de chaud au coup de froid. Perspectives pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 13-48.
- DAP (dir. E. Heyer et X. Timbeau), « Tour du monde de la situation conjoncturelle. Perspectives pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 49-120.
- DAP (dir. E. Heyer et X. Timbeau), « La croissance manque d'énergie. Perspectives 2022-2023 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 133-165.
- DAP (dir. E. Heyer et X. Timbeau), « La croissance à l'épreuve des chocs. Perspectives pour l'économie française 2022 », *Revue de l'OFCE*, 177, avril 2022, pp. 45-71,
- DAP (dir. E. Heyer et X. Timbeau), « L'économie mondiale sous le(s) choc(s) », *Revue de l'OFCE*, 177, avril 2022, pp. 11-44,
- Dauvin M., « Evaluation du choc d'approvisionnement », *Revue de l'OFCE*, 177, avril 2022, pp. 101-115,
- Falah A. et C. Riffart, « Les pays émergents en proie au fléau des taux d'intérêt », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 111-121.
- Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé, « Les systèmes de retraite face au vieillissement : le choix français à l'aune des pratiques européennes », *Revue de l'OFCE*, hors-série, 2022, pp. 79-117.
- Hamdi-Cherif, M., G. Landa, P. Malliet, F. Reynès et A. Tourbach, « Placer l'environnement au cœur de la politique économique », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 267-295.
- Hamdi-Cherif, M., G. Landa, P. Malliet, F. Reynès et V. Touzé, « Introduction : enjeux socio-économiques de l'action pour le climat », *Revue de l'OFCE*, 176, janvier 2022, pp. 6-12,
- Heyer E. et X. Timbeau, « Présentation générale. Perspectives économiques 2022 », *Revue de l'OFCE*, 177, avril 2022, pp. 5-8,
- Le Bayon S., « Japon : ralentissement importé », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 97-103,

- Madec P., M. Plane et R. Sampognaro, « Une analyse macro et microéconomique du pouvoir d'achat des ménages en France : bilan du quinquennat en perspective », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp.11-36.
- Mathieu C., « Chine : la croissance entravée », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 103-110,
- Péleraux H., « Royaume-Uni : sur le fil du rasoir », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 88-97,
- Ragot X., « Introduction. Faut-il évaluer les programmes des candidats à l'élection présidentielle? Le rôle des économistes (et de l'OFCE) dans le débat politique », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, 2022, pp. 5-10.
- Riffart C., « L'Espagne face au coup de la guerre en Ukraine », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 79-88,
- Sampognaro R., « Italie : pause hivernale pour le PIB », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 70-80,
- Sampognaro R., « Guerre en Ukraine et hausse des tensions internationales : quel impact sur le PIB ? », *Revue de l'OFCE*, 178, octobre 2022, pp. 1-20,

Policy Brief

- Aurissergues E., M. Dauvin, E. Heyer, P. Madec, H. Péleraux, M. Plane, R. Sampognaro et X. Timbeau, « La croissance à l'épreuve des chocs. Perspectives pour l'économie française 2022 », *OFCE Policy Brief*, 107, 9 juin 2022.
- Aurissergues E. et P. Madec, « L'économie française en 2022 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCE », *OFCE Policy Brief*, 99, 14 janvier 2022.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Inflation expectations in the euro area: trends and policy considerations », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, janvier 2022.
- Blot C. et J. Creel, « Soft or strong: the art of monetary tightening », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, septembre 2022.
- Blot C., J. Creel, F. Geerolf et S. Levasseur, « Heterogeneity of inflation in the euro area: more complicated than it seems », In-depth Analysis, Monetary Dialogue, ECON Policies. European Parliament, 28 novembre 2022.
- Bock S., B. Coquet, M. Dauvin et E. Heyer, « Le marché du travail au cours du dernier quinquennat », *OFCE Policy Brief*, 103, 17 mars 2022.
- Bock S., S. Guillou, M. Napolitano, L. Nesta, M. Pezzoni, E. Saliès, T. Treibich et F. Vona, « Le tissu productif français : construire la résilience face à l'imprévisibilité des chocs », *OFCE Policy Brief*, 105, 22 mars 2022.
- Cornand C. et P. Hubert, « What lessons can we learn from the heterogeneity in inflation expectations among economic agents? », *SUERF Policy Brief*, 377, juillet 2022.
- Coquet B., « Les deux références de l'assurance chômage », *OFCE Etudes et rapports*, 3, mars 2022.

- Creel J., F. Geerolf, S. Levasseur, X. Ragot et F. Saraceno, « L'Europe, de réelles avancées mais des choix à assumer », *OFCE Policy Brief*, 101, 24 février 2022.
- DAP, « Inflation/tensions », *OFCE Policy Brief*, 102, 17 mars 2022.
- DAP, « Inflation/tensions », *OFCE Etudes et rapports*, 1, mars 2022.
- DAP, « La croissance manque d'énergie : perspectives 2022-2023 pour l'économie française », *OFCE Policy Brief*, 110, 12 octobre 2022.
- DAP, « Du coup de chaud au coup de froid : perspectives pour l'économie mondiale », *OFCE Policy Brief*, 109, 12 octobre 2022.
- DAP, « Quelle trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », *OFCE Policy Brief*, 108, 21 juillet 2022.
- DAP, « L'économie mondiale sous le(s) choc(s) », *OFCE Policy Brief*, 106, 25 février 2022.
- Forsé M. et M. Parodi, « La richesse devrait-elle permettre d'accéder à de meilleurs soins de santé ou à une meilleure éducation ? », Note de synthèse sur les résultats français du module inégalités de l'International Social Survey Programme, Quetelet Progedo Diffusion, 2022.
- Hamdi-Cherif, M., G. Landa, P. Malliet, F. Reynès et A. Tourbach, « Placer l'environnement au cœur de la politique économique », *OFCE Policy Brief*, 100, 9 février 2022.
- Madec P., M. Plane et R. Sampognaro, « Une analyse macroéconomique et microéconomique du pouvoir d'achat. Bilan du quinquennat mis en perspective », *OFCE Etudes et rapports*, 2, mars 2022.
- Madec P., M. Plane et R. Sampognaro, « Une analyse macroéconomique et microéconomique du pouvoir d'achat. Bilan du quinquennat mis en perspective », *OFCE Policy Brief*, 104, 17 mars 2022.

Ouvrages

- Creel J., *L'économie européenne 2022*, La Découverte, Repères, 124 pages, mars 2022.
- Heyer E., *L'économie française 2023*, La Découverte, Repères, 125 pages, décembre 2022.
- Laurent E., *La raison économique et ses monstres. Mythologies économiques vol. 3, Les Liens qui Libèrent*, 112 pages, mars 2022.
- Laurent E., *La nuova economia ambientale. Sostenibilità e giustizia*, UTET Università, Italie, 240 pages, janvier 2022.
- Leron N., *Souveraineté, l'obsession des nations*, Editions Bouquins, 216 pages, mars 2022.

Contribution à des ouvrages

- Aghion P., C. Antonin, S. Bunet et X. Jaravel, « The effects of automation on labor demand » in *Robotas and AI* (eds. I. Ly & G.M. Grossman), chapitre 2, Routledge, juin 2022.
- Bauler T., V. Calay, A. Franso et, M. Joseph, E. Laurent et I. Reginster, « La transition juste en Europe : mesurer pour évoluer », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 106-120, mars 2022.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « La révision de la stratégie de la BCE », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 36-50, mars 2022.
- Bozou C., J. Creel et F. Saraceno, « Next Generation EU : le grand défi », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 23-35, mars 2022.
- Coquet B., « L'apprentissage : de la réforme à l'excès », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 117-125, décembre 2022.
- Creel J. et X. Ragot, « Le cadre budgétaire européen : règles versus capacité budgétaire permanente, ou les deux à la fois ? », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 68-80, mars 2022.
- DAP et C. Blot, « Le prix de la reprise », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 8-22, mars 2022.
- Dauvin M. et E. Heyer, « Le marché du travail au cours du dernier quinquennat », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 95-103, décembre 2022.
- Dauvin M. et P. Madec, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 48-62 décembre 2022.
- Heyer E., M. Plane et X. Timbeau, « Quelle trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 104-106, décembre 2022.
- Heyer E. et X. Timbeau, « Plus d'un demi-siècle d'économie française pré-covid », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 21-33, décembre 2022.
- Laurent E., « Integrating well-being indicators in budgetary procedures: four shades of sincerity », in *Towards sustainable well-being: moving beyond GDP in Canada and the world* (ed. A. Hayden, C. Gaudet et J. Wilson), Univ of Toronto Press, pp. 121-138, août 2022.
- Laurent E., « Etat social-écologique », in *Dictionnaire juridique du changement climatique* (dir. M. Torre-Schaub, B. Lormeteau, A. Jezequel et A. Michelot), LGDJ, pp. 245-247, 2022.
- Madec P., M. Plane et R. Sampognaro, « Quelle évolution du pouvoir d'achat au cours du quinquennat 2017-2022 ? », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 79-94, décembre 2022.
- Mathieu C., « Brexit : année 1, quel bilan ? », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 92-105, mars 2022.
- Péleraux H. et M. Plane, « La situation conjoncturelle », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 5-20, décembre 2022.

- Péleraux H. et M. Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, pp. 63-78, décembre 2022.
- Plane M. et R. Sampognaro, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, décembre 2022.
- Plane M. et R. Sampognaro, « La place de l'Etat dans l'économie », in *L'économie française 2023*, (dir. E. Heyer), La Découverte, décembre 2022.
- Pucci-Porte M., « La capacité à financer le budget de référence : une autre appréciation des niveaux de vie », in *Rapport du CNLE Les budgets de référence en milieu rural, en ville moyenne et en métropole du Grand Paris* ; chap 9, pp. 299-332, décembre 2022.
- Reichlin L., G. Ricco et M. Tarbé, « Vents contraires, budgétaires et monétaires sur la zone euro », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 50-67, mars 2022.
- Saliès E., « Incidence de la privatisation de la recherche sur la production de connaissance : une analyse inter-pays », in *Impact des choix de recherche publique sur l'innovation en France*, Rapport final, Coord. R. Boucekkine et J. Etner, 313 pages, 2022.
- Timbeau X., « La dette publique en Europe après la Covid 19 », in *L'économie européenne 2022*, (dir. J. Creel), La Découverte, pp. 81-91, décembre 2022.
- Timbeau X., « La dette publique est-elle toujours soutenable ? », *Revue d'économie financière*, 146, pp. 165-184, novembre 2022.

Documents de travail

- Aghion P., C. Antonin, S. Bunet et X. Jaravel, « Modern manufacturing capital, labor demand and product market dynamics: evidence from France », *POID Working Paper*, London School of Economics, 044, 28 novembre 2022.
- Amato G. et F. Saraceno, « Squaring the circle: how to guarantee fiscal space and debt sustainability with a european debt agency », *OFCE Working Paper*, 2, janvier 2022.
- Auray S. et A. Eyquem, « Optimal unemployment insurance in a THANK model », *OFCE Working Paper*, 7, avril 2022.
- Blot C., C. Bozou, J. Creel et P. Hubert, « The conditional path of central bank asset purchases », *Banque de France Working Paper*, 885, septembre 2022.
- Charles L., G. Daudin et S. Marzagalli, « In the epicenter of the storm? The effects of the revolution and warfare on the French economy 1789-1815 », *OFCE Working Paper*, 6, avril 2022.
- Chiappini R. et C. Gaglio, « Digital intensity, trade costs and exports' quality upgrading », *OFCE Working Paper*, 9, mai 2022.
- Cornand C. et P. Hubert, « Information frictions across various types of inflation expectations », *Banque de France Working Paper*, 873, mai 2022.
- Creel J., P. Hubert et F. Labondance, « Credit, banking fragility and economic performance », *Oxford Economic Papers*, 11 mai 2022.

- Dauvin M. et R. Sampognaro, « Dissecting the covid-19 crisis in France. The role of the job retention scheme », *OFCE Working Paper*, 8, avril 2022.
- Ehrmann M. et P. Hubert, « Information acquisition ahead of monetary policy announcements », *Banque de France Working Paper*, 897, décembre 2022.
- Elbaum M., « La protection sociale est-elle en capacité de répondre à la montée des risques environnementaux et aux implications de la transition écologique ? », *OFCE Working Paper*, 17, novembre 2022.
- Gaffard JL, « Antecedents in labor economic », *OFCE Working Paper*, 18, novembre 2022.
- Gaffard JL, « The innovative choice as an out-of equilibrium process: towards an adaptive (or sequence) approach », *OFCE Working Paper*, 16, novembre 2022.
- Gaffard J.L., « L'inflation : phénomène durable ou transitoire ? Un aperçu historique pour comprendre le temps présent », *OFCE Working Paper*, 5, février 2022.
- Geerolf F., « The 'Baqaee-Farhi approach' and a russian gas embargo. Some remarks on Bachmann et al. », *OFCE Working Paper*, 14, septembre 2022.
- Gilli M., F. Nicolli et F. Vona, « Inequality and climate change: two problems, one solution? », *FEEM Working Paper*, n°32, 17 novembre 2022.
- Grégoire-Zawilski M., G. Marin, D. Popp et F. Vona, « The next wave of energy innovation : which technologies? Which skills? », *NBER Working Paper*, n° 30343, août 2022.
- Guerini M., L. Nesta, X. Ragot et S. Schiavo, « The zombification of the economy ? Assessing the effectiveness of French government support during Covid 19 lockdown », *OFCE Working Paper*, 13, juillet 2022.
- Hasenzagl T., F. Pellegrino, L. Reichlin et G. Ricco, « Monitoring the economy in real time: trends and gaps in real activity and prices », *OFCE Working Papers*, 4, février 2022.
- Kalash B., S. Guillou, L. Nesta et M. Pezzoni, « Does lab funding matter for the technological application of scientific research? An empirical analysis of French labs », *OFCE Working Paper*, 11, mai 2022.
- Kirat T. et F. Marty, « Affection with a public interest, between antitrust laws and regulation: lessons from the US experience of the first decades of the 20th century online ecosystems », *OFCE Working Paper*, 1, janvier 2022.
- Larat F., M. Parodi et H. Périvier, « De Sciences po à l'ENA, la voie étroite vers les sommets de la fonction publique », *OFCE Working Paper*, 15, décembre 2022.
- Levasseur S., « L'agriculture ukrainienne sous tension », *OFCE Working Paper*, 10, mai 2022.
- O'Kane F., M. Sato, A. Saussay et F. Vona, « Who's fit for the low-carbon transition? Emerging skills and wage gaps in job and data », *LES Grantham Working Paper*, n°381, 28 octobre 2022.
- Péligry P. et X. Ragot, « Evolution of fiscal systems: convergence or divergence? », *OFCE Working Paper*, 3, février 2022.

Autres revues

- Allemand F. et J. Creel, « Freins et perspectives d'une union budgétaire européenne », *Revue des juristes de Sciences po*, mars 2022.
- Bayart C., N. Havet, X. Joutard et A. Penot, « L'essor du travail indépendant en début de vie active », in *Chemins vers l'emploi et la vie adulte : l'inégalité des possibles* (eds. T. Couppié, A. Dupray, C. Gasquet, E. Personnaz), *CEREQ Essentiels*, pp. 131-140, décembre 2022.
- Fragonard B. et M. Pucci Porte, « Réflexions sur le revenu des familles monoparentales et des parents débiteurs d'une pension alimentaire », *Revue de droit sanitaire et social*, nov-déc 2022, pp. 1118-1138.
- Laurent E., « La pleine santé sur une planète vivante », *Pratiques*, n°97, avril 2022.
- Laurent E., « Air (ine)quality in the European Union », *Current Environmental Health Reports.*, 9(2), pp. 123-129, juin 2022.
- Laurent E., « Going beyond growth to improve social-ecological well-being », *EKONOMIAZ, Revista vasca de Economía, Gobierno Vasco*, vol. 101(01), pp. 56-71, 2022.
- Pérvier H. et M. Pucci, « Le soutien apporté par le système socio fiscal aux parents séparés : bilan et proposition de réformes », *Informations sociales*, 207, pp. 74-82, mars 2022.
- Saliès E., « Crédit d'impôt recherche : en finir avec la réforme de 2008 », *Bulletin de la Recherche Scientifique*, pp. 7-9, juillet 2022.

Blog

- Allègre G., « Ce que le PIB ne dit pas », *OFCE Le Blog*, 2 novembre 2022.
- Allègre G., « Que les riches lèvent le doigt ! », *OFCE Le Blog*, 1 juillet 2022.
- Allègre G., F. Geerolf et X. Timbeau, « Inflation en Europe : les conséquences sociales de la guerre en Ukraine », *OFCE Le Blog*, 5 juillet 2022.
- Amato G. et F. Saraceno, « Pour une agence européenne de la dette », *OFCE Le Blog*, 1 juillet 2022.
- Antonin C., « L'efficacité des sanctions économiques », *OFCE Le Blog*, 25 novembre 2022.
- Auray S. et A. Eyquem, « Assurance chômage optimale dans un modèle à agents hétérogènes », *OFCE Le Blog*, 7 juillet 2022.
- Aurissergues E., « Quels effets de la hausse des taux d'intérêt sur la croissance économique française ? Un tour d'horizon des modèles macroéconométriques », *OFCE Le Blog*, 19 décembre 2022.
- Blot C., « Etats-Unis : coup de frein ou récession ? », *OFCE Le Blog*, 20 juillet 2022.
- Blot C., « La réserve fédérale peut-elle ramener l'inflation vers 2% ? », *OFCE Le Blog*, 4 mai 2022.
- Blot C., « La guerre en Ukraine infléchit-elle la politique monétaire des banques centrales ? », *OFCE Le Blog*, 22 mars 2022.

- Blot C., « Quelle orientation pour les politiques monétaires en 2022 ? », *OFCE Le Blog*, 20 janvier 2022.
- Blot C., « Cibles d'inflation et anticipation d'inflation : quelle incidence des révisions de la Fed et de la BCE », *OFCE Le Blog*, 4 janvier 2022.
- Creel J., « Réforme du Pacte de stabilité et de croissance : la Commission est tombée sur la dette », *OFCE Le Blog*, 16 novembre 2022.
- Creel J., « Sortir l'investissement public de la cible de déficit en Europe sans perturber la politique monétaire : et si c'était possible ? », *OFCE Le Blog*, 16 mars 2022.
- Creel J., « L'économie européenne sous présidence française », *OFCE Le Blog*, 7 mars 2022.
- Creel J., « Pour l'instauration d'un dialogue budgétaire en Europe », *OFCE Le Blog*, 1 mars 2022.
- Dauvin M. et E. Heyer, « Le mystère autour de l'emploi s'épaissit », *OFCE Le Blog*, 14 juin 2022.
- Gaffard J.L., « Le marché européen de l'électricité sur la sellette : leçons d'une crise », *OFCE Le Blog*, 5 octobre 2022.
- Gaffard J.L., « Le débat revendiqué de théorie et de politique économiques : l'itinéraires scientifique et intellectuel d'un homme de conviction », *OFCE Le Blog*, 27 avril 2022.
- Guillou S., « L'industrie européenne des véhicules électriques doit-elle craindre le protectionnisme vert américain ? », *OFCE Le Blog*, 15 décembre 2022.
- Guillou S., « Le risque anti-antibiotique », *OFCE Le Blog*, 8 décembre 2022.
- Hamdi-Cherif, M., G. Landa, P. Malliet, F. Reynès et A. Tourbach, « Investir dans des infrastructures bas-carbone en France : quels impacts macroéconomiques ? », *OFCE Le Blog*, 17 mai 2022.
- Hubert P., « L'hétérogénéité des anticipations d'inflation dans les données US », *Bloc-notes Eco, Blog Banque de France*, n°285, 7 octobre 2022.
- Hubert P., « De nouveaux indicateurs de perception de l'inflation en France issus des médias », *Bloc-notes Eco, Blog Banque de France*, n°299, 27 décembre 2022.
- Levasseur S., « L'agriculture ukrainienne sous tension », *OFCE Le Blog*, 12 mai 2022.
- Madec P., « Pouvoir d'achat : quel impact de l'évolution à venir des loyers ? », *OFCE Le Blog*, 28 juin 2022.
- Madec P., « Pouvoir d'achat : faut-il une revalorisation 'accélérée' des prestations sociales », *OFCE Le Blog*, 23 juin 2022.
- Madec P. et M. Pucci-Porte, « Seuil de richesse : une avancée nécessaire mais encore insuffisante », *OFCE Le Blog*, 20 juin 2022.
- Mathieu C., « Prévisions européennes des instituts de l'AIECE : de chocs en chocs, la croissance freinée... », *OFCE Le Blog*, 23 décembre 2022.
- Mathieu C., « L'AIECE souligne les risques entourant les prévisions européennes au printemps 2022 », *OFCE Le Blog*, 3 juin 2022.
- Mathieu C., « Omicron en Chine : l'épée de Damoclès », *OFCE Le Blog*, 10 mai 2022.

Milewski F. et H. Périvier, « Hommage à Jean-Paul Fitoussi », *OFCE Le Blog*, 27 avril 2022.

Ragot X., « Budget 2023 et bouclier tarifaire : une évolution artistique », *OFCE Le Blog*, 30 septembre 2022.

Ragot X., « Jean-Paul Fitoussi, brillant économiste et penseur de la société », *OFCE Le Blog*, 19 avril 2022.

Saliès E., « Crédit d'impôt recherche : en finir avec la réforme de 2008 », *Blog Mediapart*, avril 2022.

Sampognaro R., « Guerre en Ukraine et hausse des tensions internationales : quel impact sur le PIB ? », *OFCE Le Blog*, 21 décembre 2022.

Sampognaro R., « L'effet des chocs conjoncturels sur le déficit commercial français », *OFCE Le Blog*, 9 novembre 2022.

Saraceno F., « La rigueur et l'indépendance de Jean-Paul Fitoussi », *OFCE Le Blog*, 9 mai 2022.

Timbeau X., « A la mémoire de Jean-Paul Fitoussi », *OFCE Le Blog*, 19 avril 2022.

Gouvernance et organisation

Cette partie présente les organes de gouvernance l'OFCE qui arrêtent les programmes de travail et fixent les orientations. Les capacités de recherche reposent sur une équipe d'économistes disposant d'un support administratif.

Gouvernance

L'OFCE comprend un conseil dénommé, conseil de l'OFCE, un comité d'évaluation scientifique et un comité de direction⁴⁵.

Le conseil de l'OFCE, sous l'autorité du président, arrête le programme de travail pour l'année en cours et évalue la réalisation du programme de l'année précédente. Il veille à l'indépendance des travaux de l'OFCE et émet un avis sur le budget de l'OFCE.

Composition du Conseil de l'OFCE présidé par Xavier RAGOT

Philippe AGHION, Titulaire de la Chaire Economie des institutions, de l'innovation et de la croissance, Collège de France

Sandrine DUCHENE, Directrice des risques, de la conformité et du contrôle permanent, Crédit Mutuel alliance fédérale

Sébastien JEAN, Professeur, CNAM

Gilles de MARGERIE, Commissaire général, France Stratégie

Philippe MARTIN, Professeur et membre du département d'économie, Sciences po

Emmanuel MOULIN, Directeur général du Trésor

Jean-Luc TAVERNIER, Directeur général, INSEE

Sylvie RETAILLEAU, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

François VILLEROY de GALHAU, Gouverneur, Banque de France

Le comité d'évaluation scientifique de l'OFCE évalue les travaux et les publications de l'OFCE. Il transmet un avis une fois par an au conseil de l'OFCE.

Composition du comité d'évaluation scientifique de l'OFCE présidé par Franck Portier

François BOURGUIGNON, Professeur émérite, PSE

Selma MAHFOUZ, Inspection générale des finances

Philippe MARTIN, Doyen de l'Ecole d'Affaires Publiques, Professeur et membre du département d'économie, Sciences po,

Franck PORTIER, Professeur UCL, Chercheur TSE

Jean-Luc SCHNEIDER, Rédacteur en chef, Trésor Eco, DGT

Kathleen SCHUBERT, Professeure, PSE et Université Paris 1 Sorbonne

⁴⁵ Au 01/01/2022.

Le comité de direction, sous l'autorité du président, fixe les orientations stratégiques et prend les décisions opérationnelles relatives au fonctionnement et à la gestion de l'OFCE.

Composition du Comité de direction de l'OFCE présidé par Xavier RAGOT

Jérôme CREEL, Directeur du Département des études

Estelle FRISQUET, Directrice exécutive

Sarah GUILLOU, Directrice du département recherche, innovation et concurrence (DRIC)

Éric HEYER, Directeur du département analyse et prévision (DAP)

Xavier TIMBEAU, Directeur principal

L'équipe⁴⁶

Guillaume ALLÈGRE, Économiste, Département des études,
Corinne ALLOUCH, Assistante du président
Céline ANTONIN, Économiste, DAP
Stéphane AURAY, Chercheur associé
Elliot AURISSERGUES, Économiste, DAP
Elewa AYA, Économiste, DAP
Zakaria BABUTSIDZE, Économiste, DRIC
Christophe BLOT, Directeur adjoint, DAP
Sébastien BOCK, Économiste, DRIC
Bruno COQUET⁴⁷, Chercheur associé
Jérôme CREEL, Directeur du département des études
Magali DAUVIN, Economiste, DAP
Laurence DUBOYS-FRESNEY, Secrétaire de rédaction
Aurélien EYQUEM, Chercheur associé
Amel FALAH, Statistiques/Base de données, DAP
Maxime FOREST, Politiste, Programme PRESAGE, Département des études
Estelle FRISQUET, Directrice exécutive
François GEEROLF, Économiste, Département des études
Frédéric GANNON, Chercheur associé, Département des études
Claudine GEGU, Assistante, DRIC
Sarah GUILLOU, Directrice, DRIC
Meriem HAMDY-CHERIF, Économiste, DAP
Éric HEYER, Directeur, DAP
Paul HUBERT, Chercheur associé, Département des études
Maurizio IACOPETTA, Économiste, DRIC
Ombeline JULLIEN de POMMEROL⁴⁸, Économiste, DAP
Xavier JOUTARD, Chercheur associé, DAP

⁴⁶ Au 1^{er} janvier 2022.

⁴⁷ Chercheur associé au 01/07/2022.

⁴⁸ CDD 3 ans à partir du 6 mars 2023.

Maryème KETTANI⁴⁹, Économiste, DAP
Gissela LANDA, Économiste, DAP
Éloi LAURENT, Économiste, Département des études
Sabine LE BAYON, Économiste, DAP
Gilles LE GARREC, Économiste, Département des études
Sylvie LE GOLVAN, Responsable de la communication
Josyane LE GUIFFANT, Assistante de la directrice exécutive
Sandrine LEVASSEUR, Économiste, Département des études
Nicolas LERON, Chercheur associé, Département des études
Pierre MADEC, Économiste, DAP
Paul MALLIET, Économiste, DAP
Catherine MATHIEU, Économiste, DAP
Benjamin MONTMARTIN, Économiste, DRIC
Najette MOUMMI, Responsable de la fabrication
Mauro NAPOLETANO, Chercheur associé, DRIC
Lionel NESTA, Chercheur associé, DRIC
Nathalie OVIDE, Assistante, DAP
Maxime PARODI, Économiste, Département des études
Hervé PÉLERAUX, Économiste, DAP
Hélène PÉRIVIER, Économiste, Département des études ; Directrice du Programme PRESAGE
Michele PEZZONI, Chercheur associé, DRIC
Mathieu PLANE, Directeur adjoint, DAP
Muriel PUCCI, Chercheuse associée, Département des études
Xavier RAGOT, Président
Frédéric REYNÈS, Chercheur associé, DAP
Giovanni RICCO, Chercheur associé Département des études
Valérie RICHARD, Assistante, Département des études
Christine RIFFLART, Économiste, DAP ; Responsable des *Policy Brief*
Évens SALIÈS, Économiste, DRIC
Raul SAMPOGNARO, Économiste, DAP
Francesco SARACENO, Directeur adjoint, Département des études
Anissa SAUMTALLY, Économiste, DAP
Lucia SEQUEIRA⁵⁰, Économiste, DAP

⁴⁹ CDD 12 mois à partir du 1^{er} septembre 2022.

⁵⁰ CDD 6 mois à partir du 1^{er} octobre 2022.

Xavier TIMBEAU, Directeur principal

Vincent TOUZÉ, Économiste, Département des études ; Rédacteur en chef des publications de l'OFCE

Violette TOYE, Responsable administrative, PRESAGE

Tania TREIBICH, Chercheuse associée, DRIC

Isabelle VAN QUANG, Responsable éditorial, Webmaster

Grégory VERDUGO, Chercheur associé, Département des études

Benoît WILLIATTE⁵¹, Économiste, DAP

Francesco VONA⁵², Chercheur associé

L'OFCE a accueilli 17 stagiaires en 2022 :

Edgar AUBISSE, (02/05/22 au 29/07/22, EHESS) ; Nour CHERIF, 17/10/22 au 16/12/22, IEP Sciences po Paris ; Riccardo BAIONI, (01/09/22 au 31/10/22, Luiss) ; Rémy GUDIN, (14/06/22 au 01/07/22, IEP Sciences po Paris) ; Naoual KRIECHE, (26/01/22 au 23/06/22, Université Paris 1) ; Elise LEHMAN, (07/06/22 au 29/07/22, Formation Center for University Programs Abroad – CUPA) ; Elias MERY, (16/05/22 au 01/07/22, ENS Paris) ; Francesca PARADISO, (01/09/22 au 31/10/22, Luiss) ; Francesco PIRRI, (01/06/22 au 31/07/22, IEP Sciences po Paris) ; Simon REBEYROLLES, (09/05/22 au 09/09/22, Université Paris 1) ; Léa SETTEPANI, (01/06/22 au 29/07/22, IEP Sciences po Paris) ; Lucia SEQUEIRA, (28/03/22 au 30/09/22, Ecole des ponts – Paris Tech) ; Chloé TRAN QUY, (30/05/22 au 26/08/22, ENS Paris Saclay – Agro Paris Tech) ; Antonio UGHI, (15/03/22 au 15/07/2022, Scuola Superiore Sant'Anna – Erasmus) ; Pablo VALIER, (02/05/22 au 29/07/22, Université Paris Nanterre) ; Gaston VERMERSCH, (01/06/22 au 30/09/22, ENSAE) ; Jin WANG, (21/03/22 au 30/09/22, ENS Paris Saclay – Agro Paris Tech)

⁵¹ CDD 3 ans à partir du 6 mars 2023.

⁵² Chercheur associé au 01/02/2022.

Rendez-vous scientifiques, médias et partenariats

L'OFCE est aussi un lieu de débats, des rendez-vous réguliers séquentent son actualité scientifique. Ainsi, des séminaires, journées d'études et des conférences de presse ont été organisés en 2022. Cette partie dresse un bilan de la présence de l'OFCE et des chercheurs dans les médias. La recherche repose aussi sur des partenariats scientifiques et des réseaux européens.

Séminaires

Les séminaires⁵³ de l'OFCE ont lieu le mardi de 11h30 à 12h30 et sont un évènement scientifique permettant la présentation de travaux de recherche en cours et contributions scientifiques de haut niveau d'économistes français et étrangers. Les séminaires sont le plus souvent ouverts au public et permettent un échange de qualité. Les thématiques couvertes sont nombreuses : macroéconomie, finances publiques, marché de l'emploi, fiscalité, inégalités, environnement, etc.

11 janvier 2022	Bruno Palier (SciencesPo) « Stratégie de croissance et réformes de la protection sociale : une analyse de Comparative Political Economy »
18 janvier 2022	François Langot (Université du Mans/CEPREMAP) « Preferences and Covid-19. Vaccination intentions »
8 février 2022	Anne Duquero y (Banque de France) « Political uncertainty and corporate investment : the real effects of checks and balances »
15 février 2022	Gilbert Cette (Banque de France/Neoma Business School) « Long-term growth impact of climate change and policies the advanced climate change long-term (ACCL) scenario building model »
17 février 2022	Nicolas Frémeaux (Université Panthéon Assas) « A justice rendered by women for women ? Evidence from marital separations »
15 mars 2022	Giuseppe Travaglini (Université d'Urbino) « Monetary and fiscal policy in a non-linear model of public debt »
22 mars 2022	Béatrice Cherrier « Another history of macroeconomics : macroeconomic modelling, computers and policies »
28 mars 2022	Basile Grassi (Bocconi/SciencesPo) « Sectoral effects of social distancing »
29 mars 2022	Sophie Cottet (Paris School of Economics) « Payroll tax reductions for minimum wage workers : relative labor cost or cash windfall effects ? »
12 avril 2022	Axelle Arquie (CEPII) « The heterogeneous effects of labor market concentration on wages : sorting or bargaining »
19 avril 2022	Xavier Debrun (National Bank of Belgium)

⁵³ Organisateur/Contact : Elliot Aurissergues (elliott.aurissergues@sciencespo.fr)

- « Reforming the stability and growth pact : this time is different »
- 7 juin 2022 **Stéphane Mojon** (Dauphine)
« Les nouveaux outils de la gouvernance environnementale en Chine »
- 14 juin 2022 **Tania Treibich** (Maastricht University, OFCE)
« Firms' financial vulnerabilities during Covid-19 : was the French policy support package efficient ? »
- 21 juin 2022 **Michaël Sicsic** (INSEE/CRED)
« Une nouvelle mesure de la mobilité intergénérationnelle des revenus en France »
- 28 juin 2022 **Elisa Darriet** (CNAM)
« Anchoring inflation expectations : French students evidence »
- 5 juillet 2022 **Eric Monnet**
« La Banque providence »
- 20 septembre 2022 **F. Corsello** (Banque d'Italie)
« On the anchoring of inflation expectations in the euro area »
- 27 septembre 2022 **Camille Thubin** (Banque de France)
« Structure de financement des sociétés non-financières et implications macrofinancières en France »
- 4 octobre 2022 **Anthony Marino** (DREES)
« Présentation de l'enquête Motivation de départ à la retraite »
- 11 octobre 2022 **Nagui Bechichi, Marianne Fabre et Tom Olivia** (INSEE)
« Projections de la population active à l'horizon 2080 »
- 18 octobre 2022 **Daphné Skandalis** (Université de Copenhague)
« Racial inequality in the US unemployment insurance system »
- 8 novembre 2022 **Bertrand Garbinti** (ENSAE/Institut Polytechnique Paris)
« Wealth tax and information disclosure requirements »
- 15 novembre 2022 **Caroline Coly** (Université de Bocconi)
« It's a man's world : culture of abuse, »
- 22 novembre 2022 **Véronique Rémy et Véronique Simonnet** (DARES)
« Les efforts de recrutement des employeurs améliorent-ils les appariements sur le marché du travail ? »
- 29 novembre 2022 **Eleni Lliopoulos** (Université d'Evry)
« House prices and rents : a reappraisal »
- 13 décembre 2022 **Eugenia Gonzalez-Aguado** (TSE)
« Interest rate shocks and the composition of sovereign debt »

Les rendez-vous de l'OFCE⁵⁴

Rendez-vous incontournables de la presse française, européenne et internationale, les points presse de l'OFCE sont un lieu d'échange et de confrontation des analyses sur les grandes questions économiques entre les économistes de l'OFCE et les journalistes. Les journées d'études/Workshop constituent des lieux de présentation des travaux scientifiques de recherche en cours.

21 janvier 2022	OFCE/CEVIPOF Souveraineté et démocratie, économie et politique
10 février 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP-THREEME Placer l'environnement au cœur de la politique économique
11 février 2022	OFCE/CEVIPOF Plan de relance européen et gouvernance économique de l'UE
23 février 2022	Conférence PRESAGE/SCIENCES PO Economie politique du genre ou économie féministe
24 février 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP L'Europe, de réelles avancées mais des choix à assumer
7 mars 2022	Conférence OFCE/AIRE/SCIENCES PO Evaluation économique de la stratégie nationale bas carbone en Tunisie
11 mars 2022	OFCE/CEVIPOF La politique industrielle au défi de l'écologie industrielle /régime énergétique
17 mars 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP Une analyse macro et microéconomique du pouvoir d'achat des ménages en France. Bilan du quinquennat mis en perspective
8 avril 2022	OFCE/CEVIPOF La décolonisation numérique de l'Europe
21 avril 2022	Conférences/CENTRES DE RECHERCHE DE SCIENCES PO Présidentielles 2022 : les démocraties à l'épreuve de l'extrême droite en France et en Europe

⁵⁴ Contact : Sylvie le Golvan, Responsable de la communication (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

20 mai 2022	OFCE/CEVIPOF Banque centrale européenne et démocratie
22 mai 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP L'économie mondiale sous le(s) choc(s)
9 juin 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP La croissance à l'épreuve des chocs. Perspectives pour l'économie française
24 juin 2022	OFCE/CEVIPOF La fiscalité européenne, dimension matérielle du politique européen
21 juillet 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP Quelle trajectoire pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ?
3 octobre 2022	Conférence PRESAGE/SCIENCES PO Panique à l'université
12 octobre 2022	POINT PRESSE/OFCE-DAP La croissance manque d'énergie : perspectives 2022-2023 pour l'économie française Du coup de chaud au coup de froid : perspectives 2022-2023 pour l'économie mondiale
13 octobre 2022	Débat autour de l'assurance chômage
15 octobre 2022	Conférence PRESAGE/SCIENCES PO Droit, justice et féminisme
23 novembre 2022	Observatoire Français des Comptes Nationaux (OFCN)
28 novembre 2022	Conférence débat OFCE La soutenabilité des dettes publiques
6 décembre 2022	BILKENT UNIV, UNIV FRANCHE COMTE, AMSE, UNIV of WARWICK, BdF Workshop on Empirical monetary economics 2022
7 décembre 2022	Conférence OFCE/SCIENCES PO Journée en hommage à Jean-Paul Fitoussi (1942-2022)
7 décembre 2022	OFCE/CEVIPOF Le risque antibiotique
9 décembre 2022	OFCE/CEVIPOF Théorie et économie politique de l'Europe, la souveraineté alimentaire
21 décembre 2022	Conférence débat OFCE Enjeux socio-économiques de l'action pour le climat

Médias⁵⁵

En 2022, les économistes de l'OFCE sont intervenus 5 840 fois dans les médias : presse écrite, audiovisuel et internet. En 2022, les médias ont parlé de l'OFCE plus de 14 fois par jour.

Les économistes de l'OFCE sont sollicités pour donner leur point de vue dans la presse écrite. Ils sont les invités réguliers des émissions qui comptent dans les débats de politique économique, animées par les journalistes les plus percutants :

- ... sur les radios du service public : France culture (les Matins, Entendez-vous l'éco), France inter (Le 7/9, On n'arrête pas l'éco), France Info (L'invité Eco, Le décryptage éco, le brief éco) , RFI (Eco d'ici Eco d'ailleurs) et autres : Europe 1, RTL, RMC (Face à Face).
- ... sur les plateaux des chaînes de télévision, France 2, France 3, France 5 (C'dans l'air), M6, Arte (le 28 minutes) Canal + ; et d'information continue : BFM Business-BFMTV (Les Experts, C'est votre argent, Le grand journal de l'éco), C News, TF1-LCI, France 24 (La semaine de l'éco, Le journal de l'éco, Le gros mot de l'éco)
- ... dans les émissions grand public de débat du service public et sur les chaînes des assemblées parlementaires : Public Sénat, LCP Assemblée nationale
- ... sur les médias internet .fr : boursorama.com (Ecorama), sur les sites d'information et blogs divers
- ... dans les grands médias de la presse écrite nationale : tribunes et interviews dans Le Monde, les Echos, Libération, The Conversation, L'Express, Challenges, Capital...et dans les grands titres de la presse régionale.

Chaque année, en janvier, les économistes de l'OFCE s'expriment, à travers des contributions dans le Hors-Série : « Déchiffrer 2023 » d'*Alternatives Économiques*, en partenariat avec l'OFCE.

⁵⁵ Contact : Sylvie le Golvan, Responsable de la communication (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

Partenariats⁵⁶

18-21 octobre 2022



OFCE partenaire de la 2e édition du Printemps de l'économie

« Sobriété : l'essence de demain ? »

15-17 novembre 2022



OFCE partenaire des Journées de l'économie 2022

« Bifurcation. Des économies, quels futurs ? »

3 juin 2022



Euroframe Conference

« Macroeconomic policy challenges in pandemic times », Helsinki, Finlande

⁵⁶ Contact : Sylvie le Golvan, Responsable de la communication (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

Activité contractuelle 2021

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
International	PNUD Tunisie	29/01/2019	28/02/2021	Etude portant sur les impacts économiques de la levée des subventions énergétiques et l'introduction d'une taxe carbone pour alimenter les ressources du Fonds de Transition Energétique en Tunisie.
Européen	GROWINPRO <i>Growth Welfare Innovation Productivity</i>	01/01/2019	30/06/2022	Analyse détaillée des causes de la performance de croissance en Europe au cours des dernières décennies et, en particulier, après la grande récession afin de solutions politiques visant à rétablir une croissance économique durable et inclusive, en accordant une attention particulière à la fois à la demande et à l'offre.
Européen	SUPERA <i>Supporting the Promotion of Equality in Research and Academia</i>	01/06/2018	31/05/2022	Soutien la promotion de l'égalité dans la recherche et le monde universitaire.
Européen	INNOPATH <i>Innovation pathways, strategies and policies for the Low-Carbon Transition in Europe</i>	01/12/2016	01/07/2021	Etude portant sur les ambitions de décarbonisation de l'UE et sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont susceptibles de mener.
Européen	RESET <i>Redesigning Equality and Scientific Excellence Together</i>	01/01/2021	31/12/2024	Evaluation des actions de promotion de l'égalité dans la recherche et le monde universitaire.

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
<i>Européen</i>	Monetary Experts Panel - Parlement européen Contrat-cadre avec le Parlement européen (Direction des affaires économiques et monétaires)	01/09/2020	30/06/2025	Analyse critique et indépendante de la politique monétaire de la BCE et évaluation de l'intégration économique et monétaire de l'UE.
<i>National</i>	AFD PRESAGE	30/11/2020	31/12/2021	Généalogie et analyse des discours relatifs à l'articulation entre « genre » et « climat » dans une perspective d'aide au développement.
<i>National</i>	Medef	01/06/2021	15/11/2021	Simulation de l'introduction d'un mécanisme d'ajustement carbone sur l'économie française.
<i>National</i>	AFD PRESAGE	16/12/2021	30/03/2023	Approche des Communs au prisme du Genre à partir d'une revue systématique des productions académiques et d'autres formes de savoirs consacrées aux communs dans les domaines de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, du droit et des sciences politiques.
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	25/11/2020	25/11/2021	Etude sur l'amélioration de la spécification et de la calibration du modèle ThreeME.
<i>National</i>	ANR PRODIGE	01/10/2017	31/08/2022	Projet de Recherche Sur les Orchestres, les Discriminations et le Genre.

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
National	Fédération Nationale des Travaux Publics	01/02/2021	31/10/2021	Etude portant sur : <ul style="list-style-type: none"> - Investissements publics, travaux publics et transition écologique - Investissement public : enjeux européens
National	Haut conseil pour le financement de la protection sociale (HCFiPS)	01/06/2021	30/09/2021	Etude portant sur les impacts économiques et sociaux de diverses mesures susceptibles d'être envisagées dans une stratégie de redressement des comptes sociaux
National	France Stratégie	21/05/2021	21/01/2022	Etude portant sur l'évaluation ex post de la bascule du CICE par une méthode hybride et l'utilisation des comptes de branche.
National	Défenseur des Droits	18/11/2020	27/04/2022	Etude portant sur les discriminations économiques à l'accès des ménages pauvres au parc locatif social.
National	MESRI	14/05/2020	31/12/2021	Impact des choix de recherche publique sur l'innovation en France.

Activités scientifiques des économistes

En plus des publications, ce sont toutes les activités menées par les économistes de l'OFCE : participation à des séminaires et conférences, animation de collectif de recherche, enseignement, participation à des instances de gouvernance mais aussi à des débats de société.

GUILLAUME ALLÈGRE : Économiste senior, Département des études

➤ **Thèmes de recherche**

Inégalités et politiques publiques

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Les rencontres des nouvelles pensées écologiques, Cluny - Samedi 22 octobre 2022 : "Revenu universel, travail et idéologies économiques".
- ... Séminaire IRES-OFCE - 13 mai 2022 : "Des parasites au paradis ?"
- ... Séminaire lunch OFCE - 9 mai 2022 : "Redistribution verticale : un instrument universel ou des instruments ciblés ?"

CÉLINE ANTONIN : Économiste senior, DAP ; Chercheure associée au Collège de France ; Membre du Conseil National de Productivité ; Membre du Conseil scientifique des JECO de Lyon

➤ **Thèmes de recherche**

Innovation et numérique, marché du travail, pétrole et gaz, zone euro, épargne et banques

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Les Entretiens de Melchior, conférence-débat, *La guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?*, février 2022.
- ... NBER, Summer Institute 2022 Labour Studies, panéliste, juillet 2022.
- ... Friedrich Ebert Stiftung, débat *The return of inflation in the EU/What to do about it?*, Paris, octobre 2022.
- ... JECO (Journées de l'économie), *Les chercheurs, mal aimés en France ?*, Lyon, novembre 2022.
- ... JECO (Journées de l'économie), *Sanctionner l'économie d'un pays, une solution ?*, Lyon, novembre 2022.
- ... Conférence d'hommage à JP Fitoussi, *Les enjeux de la pensée macroéconomique et de l'analyse économique*, Sciences Po, Paris, 7 décembre 2022.

➤ **Enseignement**

- ... Sciences Po, *Economics of innovation*, cours électif (en anglais), Master 1, Ecole du Management et de l'innovation
- ... Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, "Management de l'innovation et des technologies", cours magistral, Master 2 Management de l'innovation avec F. Pratlong et P. Peureux

STÉPHANE AURAY : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur et directeur du département d'économie à l'ENSAI ; Co-éditeurs *Annals of economics and statistics*, éditeur associé *European economic review*

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, économie du travail, économie internationale, économie des guerres

➤ **Séminaires, conférences**

- ... National University of Singapour

➤ **Enseignement**

- ... Introduction à l'économie, questions macroéconomiques contemporaines, macroéconométrie

ÉLLIOT AURISSERGUES : Économiste, DAP ; Responsable du séminaire de l'OFCE et co-responsable de l'OFCN

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation macroéconomique pour la prévision et l'analyse des politiques économiques, anticipations dans les modèles macroéconomiques, maquette de simulation de dette publique, conjoncture macroéconomique aux Etats-Unis et en zone euro.

ZAKARIA BABUTSIDZÉ : Économiste, DRIC

➤ **Thèmes de recherche**

Économie de la consommation

➤ **Séminaires, conférences**

... Symposium on statistical challenges in electronic commerce research (online)

... Hawaiï international conference on system sciences, HICSS-54 (online)

➤ **Enseignement**

... Digital business and economics (Skema Business School)

... Statistics (Skema Business School)

CHRISTOPHE BLOT : Directeur adjoint, DAP ; Professeur associé à l'Université de Paris Nanterre ; Responsable du pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière »

➤ **Thèmes de recherche**

Prévision Etats-Unis, zone euro, politique monétaire, gouvernance de la zone euro, stabilité financière

➤ **Séminaires, conférences**

... Présentation séminaire de la MSH-Val de Loire "Quelle cible d'inflation pour la BCE ?", Université d'Orléans, 30 juin 2022.

... Présentation au Symposium on Money, Banking and Finance "Incide the black box of the Europ area monetary policy transmission channels", Université de Strasbourg, 23 juin 2022.

... Présentation au Congrès annuel de l'AFSE "Beyond the interest rate pass-through: monetary policy and banks interest rates since the effective lower bound", Université de Dijon, 16 juin 2022.

... "Politique monétaire, inflation et ancrage des anticipations", Seminar Lunch OFCE, 13 juin 2022.

... Participation au café social organisé par l'Association des professeurs de Sciences économiques et sociales "La dette publique va-t-elle nous écraser ?", Tours, 10 juin 2022.

... "Are all central bank asset purchases the same ?", Seminar Lunch EconomiX, Université Paris Nanterre, 19 mai 2022.

... "Inflation : perspectives et conséquences à moyen terme", Audition à la Commission des finances du Sénat, 12 janvier 2022.

➤ **Enseignement**

... Central Bank Watching, cours-séminaire 24h Master 2, Banques et marchés financiers (Université Paris Nanterre)

... Instabilités financières et crises de change, cours-séminaire 24h Master 2, Gestion des actifs (Université Paris Nanterre)

... Economie monétaire internationale, cours 21h Master 2 (Université de Paris Nanterre)

... La politique budgétaire après la crise, cours 3h Master 1 (Université de Besançon)

SÉBASTIEN BOCK : Économiste, DRIC

➤ **Thèmes de recherche**

Marché du travail, politiques publiques, économétrie, macroéconomie

JÉRÔME CREEL : Directeur du Département des études ; Professeur associé d'économie à ESCP

➤ **Thèmes de recherche**

Economie européenne, politique économique, macroéconomie

➤ **Séminaires, conférences**

... Mars 2022 : Workshop « Output gap & règles budgétaires », Université Louvain La Neuve

... Mars 2022 : FEPS Recovery Watch, Kick-off meeting, Bruxelles

... Avril 2022 : conférence T2M, King's College, Londres

... Mai 2022 : European Economic Policy Forum (CES, Harvard University), *online*

... Mai 2022 : Congress "Day of Progressive Economic Policy", FES Berlin

... Juin 2022 : Seminar on Public Debt Issuance in the EU, Université du Luxembourg, *online*

... Septembre 2022 : Workshop, Université de Cracovie

... Septembre 2022 : Réunion préparatoire au Dialogue Monétaire, Parlement européen, Strasbourg

... Octobre 2022 : Festival Internazionale, Ferrara

... Octobre 2022 : table-ronde, policy mix vert, Université de Grenoble

... Octobre 2022 : TUREC Meeting, Athènes

... Octobre 2022 : Workshop EWPM, Paris

... Novembre 2022 : Conférence CCI 94, Créteil

... Novembre 2022 : Intervention pour ETUI, EFBWW, *online*

... Novembre 2022 : Journées de l'économie, Lyon

➤ **Enseignement**

...ESCP Business School : co-coordonateur du département Law, Economics & Humanities, responsable de la spécialisation Economics and Public Policy, cours de International Macroeconomics (30h) et de Monetary Policy (15h) en master ; cours électifs en master ; participation au cours fondamental d'économie en Bachelor 3^{ème} année ; responsable académique du Séminaire Europe de l'EMBA ; cours de macroéconomie (12h) en EMBA.

MAGALI DAUVIN : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Modèles entrée-sorties

AURÉLIEN EYQUEM : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des Universités à l'Université Lumière Lyon 2 ; Membre junior de l'Institut Universitaire de France

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie internationale, cycles, politiques économiques, inégalités

➤ **Séminaires, conférences**

... PSE Macrodays, IMAC Workshop, PANORisk

... Séminaires CRETS (Paris-Saclay), Séminaire du groupe de travail Fisvalités, University of British Columbia (Vancouver)

➤ **Enseignement**

... Macroéconomie avancée (Master 2 Economics and Finance, Université Lyon 2)

... Conjoncture et politique économique (Master 1 MBFA, Université Lyon 2)

FRÉDÉRIC GANNON : Chercheur associé à l'OFCE ; Maître de conférences à l'Université du Havre

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du vieillissement, financement des systèmes de retraite

FRANÇOIS GEEROLF : Économiste, Département des études

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, politique économique

SARAH GUILLOU : Directrice du DRIC

➤ **Thèmes de recherche**

Économie industrielle internationale, économie des politiques publiques

➤ **Séminaires, conférences**

... 17/11/2022 : Rapporteur Fac Sem SciencesPo, « Dépenses publiques et austérité : les deux visages de l'Etat investisseur », (U. Lepont)

... 19/10/2022 : 8th Bordeaux Workshop in International Economics and Finance, « La souveraineté économique à l'épreuve de la mondialisation »

... 08/12/2022 : « Firms' financial vulnerabilities during Covid 19 : was the french support package too generous ? », Conférence AFSE/Trésor,

... 02/03/2022 : audition au Sénat sur la question des déséquilibres commerciaux de la France,

... 21/03/2022 : « Faut-il instaurer un biais domestique dans la commande publique européenne en matière de B&S numériques ? », SciencesPo Buy European Tech Act,

➤ **Enseignement**

... Public Policies + international trade and finance – 48 h Campus MOM Sciencespo

MERIEM HAMDY-CHERIF : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Economie de l'environnement, énergie, climat

➤ **Séminaires, conférences**

... The modelling platform ThreeMe, The World Bank, Climate change group, décembre 2022

... “Macro-economic impacts of low-carbon infrastructure investments in France” at the 15th annual conference of the Integrated Assessment Modelling Consortium. College Parck, Maryland University, USA, December 2022.

... Université Populaire d'Arcueil : « [La question climatique : Histoire des Négociations climats+GIEC](#) » (octobre 2022).

➤ **Enseignement**

... “Theory and reality of environmental economics – challenges and perspectives” a 24-hour master's course within the Common Academic Curriculum for Masters (CAC)- Formation Académique Commune at Sciences Po Paris. (shared with Paul Malliet) – Second semester

... “Energy Economics”. Master within the Paris School of International Affairs at Sciences Po Paris. (24 hours)

... “Modélisation prospective économie-énergie-climat - Paysage des modèles et analyse de scenarios” 6 hours within the UE Economie de la transition environnementale (EOTRANS) at Sorbonne University chaired by l'Institut de la Transition Environnementale, AgroParisTech and CIRED.

... “Aligning Development, Energy and Climate” (in French, “*Peut-on concilier développement, Énergie et Climat?*”) Master EEET-M2 Economie de l'énergie, Semaine Changement Climatique- Athens

AgroparisTech ENGREF (3 hours) ; ENSTA/ParisTech ; Master "Politiques et Actions Publiques pour le Développement Durable" /ENPC ParisTech (3 hours); Master 1 SES Paris 1 Panthéon Sorbonne (3 hours).

ÉRIC HEYER : Directeur du DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Conjoncture internationale et française, marché du travail, modélisation macroéconomique

➤ **Enseignement**

... Dynamique de l'économie mondiale : du pilotage macroéconomique aux réformes structurelles, 2ème année ollège universitaire, Sciences po, Paris.

... Macroéconomie et analyse économique, Master de journalisme, Sciences po, Paris.

... Politique économie en économie ouverte, 1ère année Magistère ingénieur économiste, Université de la méditerranée.

PAUL HUBERT : Chercheur associé à l'OFCE ; Économiste-chercheur Banque de France

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, politique monétaire

➤ **Séminaires, conférences**

... **"Differentiating information frictions across various types of inflation expectations"**

Séminaire BdF, Conférence AFSE

... **"The conditional path of central bank asset purchases"**

Séminaire Université de Bordeaux, BdF, Banca d'Italia, Bank of England, AMSE, GDRE, Banque d'Espagne

... **"Information acquisition ahead of monetary policy announcements"**

Séminaire HEC

... **"The puzzling effects of dissent in monetary policy committee"**

Séminaire OFCE, Workshop EME

... **"Monetary policy and labor income inequality"**

Séminaire BdF 'Household heterogeneity', Séminaire OFCE

➤ **Enseignement**

... Université de Nice Cote d'Azur: IDPE/UCA – Empirical issues in monetary economics (10h)

... Université de Bourgogne Franche-Comté: M2 – Politique monétaire de la zone euro (3h)

MAURIZIO IACOPETTA : Économiste senior, DRIC ; **Professeur d'économie SKEMA Business School**

➤ **Thèmes de recherche**

Economic Growth, Innovation, Corporate Governance, Money and Search

XAVIER JOUTARD : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur de Sciences-Economiques à Aix-Marseille Université, Directeur Adjoint du LEST, Membre Associé de l'AMSE

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du travail, politiques de l'emploi, méthodes d'évaluation, économétrie, formation

➤ **Enseignement**

... Responsable du parcours mathématiques économie de la licence MIASHS en 2021 à la FEG d'Aix-Marseille Université

... Chargé d'enseignement de 240h (EQTD) en 2021 à la FEG d'Aix-Marseille Université

GISELA LANDA : Économiste, DAP ; Responsable du *Lunch Seminar* à l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation macroéconomique, économie climatique et environnementale, économie du développement

➤ **Séminaires, conférences**

...Projet Tunisie : Restitution des résultats de la Stratégie National Bas Carbone en Tunisie ; Appel d'offre reporté : "L'élaboration d'un plan d'action, un plan d'investissement et un portefeuille de projets dans le secteur de l'énergie pour la mise en oeuvre de la CDN et l'atteinte de la neutralité carbone en Tunisie"

...Projet Mexique : Démarrage du projet : "Développement d'un modèle macroéconomique au sein du Ministère des Finances Mexicain, ThreeMe – Mex 3.0" ; Implémentation des ateliers de formation en modélisation

ÉLOI LAURENT : Économiste senior, Département des études ; Professeur invité, Stanford University ; Professeur, PSIA, Sciences Po ; Responsable du module « Economie politique du développement soutenable », Ponts Paris Tech

➤ **Thèmes de recherche**

Social-écologie, nouveaux indicateurs de bien-être, résilience et soutenabilité, transition juste, pleine santé, coopération et confiance, économie territoriale

➤ **Séminaires, conférences**

... INED, INRAE, IWEPS, Ministère de la transition écologique

➤ **Enseignement**

... Building well-being policies, PSIA/Sciences Po

... Economie politique du développement soutenable, Ponts Paris Tech

SABINE LE BAYON : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Japon

GILLES LE GARREC : Économiste, Département des études ; *Co-responsable avec Vincent Touzé du Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE »* ; Responsable du séminaire OFCE (mars-octobre 2021)

➤ **Thèmes de recherche**

Vieillesse et politiques redistributives

➤ **Séminaires, conférences**

... « Accounting for the long-term stability of the welfare-state regimes in a model with distributive preferences and social norms », 6^e European Workshop on Political Macroeconomics, Paris, 17 octobre 2022.

... Audition à l'Assemblée Nationale sur la réforme des retraites, 15 décembre 2022.

NICOLAS LERON : Chercheur associé à l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Intégration européenne, théorie de la démocratie, théorie de la souveraineté

➤ **Séminaires, conférences**

...Séminaire "Théorie politique de l'Europe" (CEVIPOF-OFCE), coanimé avec Alexandre Escudier et Jérôme Creel

...Colloque "Résilience démocratique" Académie des sciences morales et politiques et Fondation Del Duca, Paris Paris, 8/10 juin 2022.

SANDRINE LEVASSEUR : Économiste, Département des études

➤ **Thèmes de recherche**

Questions européennes (convergence, bilan humain de la Covid, Ukraine, nextGenerationEU, inflation)

Logement (financement du logement social)

➤ **Séminaires, conférences**

...Workshop « New advances in central banking », Cracovie, septembre 2022.

PIERRE MADEC : Économiste, DAP ; Membre du HCFEA ; Membre du Conseil scientifique du CNLE

➤ **Thèmes de recherche**

Économie française, logement, inégalités

➤ **Séminaires, conférences**

... Quel bilan des politiques du logement ?, AG des OPH, juin 2022

... Quels besoins en logements ?, Journée d'étude organisée par la DHUP et la DGALN, juin 2022.

... Rencontre "Habiter et se loger en Bretagne", novembre 2022.

... Crise du logement, des pistes pour en sortir, Colloque Les Echos,EPF, décembre 2022.

... Journée des offices fonciers solidaires, décembre 2022.

➤ **Enseignement**

... Logement et politiques publiques, Université Paris 1

... L'économie dans la ville, Sciences Po Paris

PAUL MALLIET : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation macroéconomique, fiscalité environnementale, climat, énergie

➤ **Séminaires, conférences**

... "Empirical estimates of the elasticity of substitution of a KLEM production function without nesting constraints: the case of the variableoutput elasticity-Cobb Douglas", Poster paper session; Conférence EAERE 2022/GTAP 2022

... "Modélisation prospective-énergie-climat. Paysage des modèles et analyse de scénarios", Séminaire AIRE, Sciences Po, 2022.

➤ **Enseignement**

... Theory and reality of environmental economics, Challenges and perspectives, Sciences po, 24h (avec M. Hamdi-Cherif), 2022

CATHERINE MATHIEU : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Prévision et questions internationales-Chine, commerce mondial – Royaume-Uni, questions européennes)

➤ **Séminaires, conférences**

... "Towards new fiscal rules in the euro area?", Présentation au Colloque EUFOFRAME, Helsinki, 3 juin 2022.

... AIECE Spring Meeting, Kiel, 12-13 mai 2022.

- ... AIECE Autumn Meeting, Bruxelles, 28-29 novembre 2022.
- ... 18e Colloque EUROFRAME – 18th EUROFRAME Conference on economic policies in Europe – Macroeconomic policy challenges in pandemic times – 3 juin 2022, Helsinki, Secrétariat scientifique et présidence de session, Présentation de “Towards new fiscal rules in the euro area?”
- ... Conférence débat ‘Changer d’économie’ : Quelle croissance pour demain ?, 25èmes journées internationales de Saint François de Sales, Lourdes, 22-24 juin 2022.
- ... Cycle de conférences : « L'Europe, de crise en crise », Forum des savoirs, Chaville
- ... Europe : état des lieux et perspectives économiques, 1er décembre 2022
- ... Europe et gouvernance économique : souverainetés nationales ou fédéralisme ?, 8 décembre 2022
- ... Europe sociale : convergences ou divergences ? 15 décembre 2022.

➤ **Enseignement**

- ... « Analyse avancée de la conjoncture économique », Master Economie appliquée-Nouveaux Environnements Économiques et Entrepreneuriat - Université d'Angers, second semestre de l'année universitaire 2021/2022.
- ... Séminaires, Master 2 International Business and Diplomacy, HEIP, Paris, octobre 2021-mars 2022 ; octobre 2022-mars 2023

BENJAMIN MONTMARTIN : Économiste, DRIC ; Associate professor of econometrics and data science, Skema Business School

➤ **Thèmes de recherche**

Économie de l'innovation, économie géographique, économie de santé, économétrie appliquée

MAURO NAPOLETANO : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des Universités en Sciences économiques, Université Côte d'Azur, Responsable du Pôle de recherche « Network and agent based computational analysis of economic systems »

➤ **Thèmes de recherche**

Dynamique industrielle, macroéconomie, modélisation multi-agents, analyse théorique et empirique des réseaux financiers et économiques, économie du changement climatique

➤ **Séminaires, conférences**

- WEHIA 2022, University of Catania, 22-24 juin 2022.
- Séminaire, Collegio « Carlo Alberto », Université de Turin, 18 mars 2022.

➤ **Enseignement**

- ... Macroéconomie 3. Licence 2 ; Advanced macroeconomics ; Agent-based computational economics ; Réseaux et organisations, M1 en développement industriel, Cours magistral. Economie et gestion. ELMI. Université Cote d'Aur.
- ... Growth theories, international doctoral program in economics, Santa Anna, Pise
- ... Intermediate macroeconomics ; Introduction to economics, Undergraduate program, Sciences po

LIONEL NESTA : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des Universités, Université Côte d'Azur

➤ **Thèmes de recherche**

Dynamique industrielle, imperfection des marchés, productivité

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Entretien avec la Banque d'investissement sur l'intelligence artificielle, septembre 2022.
- ... Entretien avec la Cour des comptes sur l'intelligence artificielle, juin 2022.
- ... Journées du GREDEG PhD., discutant (19-21 janvier 2022)

➤ **Enseignement**

- ... Macroéconomie 1 (UCA licence économie gestionn 60h).
- ... Macroéconomie 2 (UCA licence économie gestionn 20h).
- ... Microeconomics (48 heures, 2ème année Sciences po Paris, Campus de Menton)
- ... Qualitative dependent variable models (M1, expertise économique 40h)
- ... Econometrics of imperfect markets (M21, expertise économique 30h)

MAXIME PARODI : Sociologue, Département des études ; Responsable du Pôle de recherche

« Sociologie »

➤ **Thèmes de recherche**

Inégalités, justice sociale et sociologie urbaine

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Colloque international Rawls, pour les 50 ans de la parution de la justice. Conférence : "Le sens de la justice : un exemple de validation empirique de l'hypothèse anthropologique de John Rawls".

HERVÉ PÉLÉRAUX : Économiste senior, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Royaume-Uni, modélisation, indicateurs avancés, inflation

HÉLÈNE PÉRIVIER : Économiste, Département des études ; Directrice, Gender Studies program of Sciences po, PRESAGE ; responsable du pôle de recherche « Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales »

➤ **Thèmes de recherche**

Marché du travail, inégalités femmes-hommes, politiques sociales et familiales, discriminations

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Conférence Africa 2020, « L'économie : une saga familiale », Institut français, 7 mars 2021
- ... Séminaire du Larca, L'économie féministe », 14 janvier 2021
- ... Audition par la mission « Conciliation vie familiale et vie professionnelle », le 19 mai 2021
- ... Colloque « Osons l'égalité, le 14 juin 2021
- ... Séminaire IRES, L'économie féministe, septembre 2021
- ... Séminaire LIEPP PRESAGE ? « Crise sanitaire, confinement et inégalités de genre au travail », 5 février 2021
- ... Séminaire ETUC, « Gender inequalities in european labour market », 12 février 2021
- ... La nuit des idées, Crise sanitaire et inégalités, janvier 2021

➤ **Enseignement**

- ... Depuis 2016 «Covering Egg freezing cost for female employees and work-life balance policies: a tool to promote gender equality in the workplace or a new form of oppression? », Case Study, Ecole d'Affaires Publique, Sciences Po, Paris (6 séances)
- ... Depuis 2016 : « Is a gender equal society possible ? », Formation commune Master, Sciences Po, Paris
- ... Depuis 2010 : « L'économie au défi du genre », cours séminaire au collège universitaire Sciences Po, Paris, majeure d'économie

MICHELE PEZZONI : Chercheur associé à l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Innovation, economics of sciences, scientific productivity

➤ **Enseignement**

Data analysis (Bachelor/Master), Economics of Science (Bachelor/Master/PhD), Economics of Innovation (Bachelor/Master), Empirical Analysis of Regional Dynamics (Master), Industrial Dynamics (Master)

Institutions: Université Côte d'Azur, University of Torino, International doctoral program in economics (Pisa-UCA), Maastricht University.

MATHIEU PLANE : Directeur adjoint, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

France, conjoncture, politique fiscale et budgétaire, finances publiques, entreprises, investissement

➤ **Séminaires, conférences**

... Assemblée Nationale, Audition autour de la PPL visant à augmenter le SMIC et à ouvrir une conférence nationale sur les salaires, 5 janvier 2022.

... CGT, Comité de Direction, Conférence « La crise, et après ? », 25 janvier 2022.

... AUREP, Conférence « De la pandémie à la guerre en Ukraine : quelles conséquences et perspectives économiques ? », 14 mars.

... OFCE, Conférence de Presse « Une analyse macro et microéconomique du pouvoir d'achat en France. Une mise en perspective du quinquennat », 17 mars.

... SciencesPo Executive, Conférence, « De la pandémie à la guerre en Ukraine : quelles conséquences et perspectives économiques ? », 12 avril.

... The Adecco Group, Conférence « Perspectives pour l'économie française dans l'environnement mondial et quel impact pour le marché du travail français ? », 9 juin.

... 8èmes Assises CNEF, Conférence « Prévisions et anticipations : quels sont les enjeux économiques majeurs à venir », 29 juin.

... France Urbaine, 5^{ème} édition Rencontre des finances publiques, Table ronde « Fiscalité locale, fiscalité partagée : les fondations d'une active locale responsable », 7 juillet.

... ADEME, Comex, Conférence « Un retour durable de l'inflation », 11 juillet.

... Sénat, Commission des finances, Audition sur le thème de l'inflation, 20 juillet.

... OFCE, Conférence de presse « France : Quelle trajectoire de l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », 21 juillet.

... Haut Conseil aux Finances Publiques, Cour des Comptes, Audition sur le Projet de loi de finances 2023 « Prévisions pour l'Economie Française 2022-2023 », 14 septembre.

... 2ème édition Festival Think Forward, « Transformer la France : l'état des lieux », 22 septembre.

... Le Monde, Les rencontres RH, Table ronde « Inflation : Quelles réponses avez-vous apporté à vos salariés ? Changement de politique de rémunération ? Création d'avantages hors-salaire ? Réponses conjoncturelles ou structurelles ? », 11 octobre.

... CESE, Remise du Rapport Annuel sur l'Etat de la France 2022, Table ronde « La situation de la France, du point de vue économique, sociale et/ou environnemental ? Préparer l'urgence et gérer l'avenir : quelles recommandations, points d'attention pour les mois à venir ? Quel rôle du CESE et quelles suggestions pour de futurs travaux ? », 12 octobre.

- ... Association des Professeurs de SES, Académie de Poitiers, Conférence « Perspectives pour l'économie française 2022-23 », 21 octobre.
- ... AUREP, Conférence « Quelles perspectives économiques dans un monde confronté à des chocs multiples ? », 14 novembre.
- ... JECO, Conférence-table ronde « Comment anticiper les risques imprévisibles ? », 16 novembre.
- ... JECO, Conférence-table ronde « Le pouvoir d'achat menacé », 17 novembre.
- ... Institut Français des Administrateurs, Journée des administratrices et administrateurs engagés, Table ronde « Comment l'incertitude impacte-t-elle la gouvernance ? », 24 novembre.
- ... PSE, Table ronde « Peut-on encore prévoir ? », 5 décembre.
- ... 1ères Rencontres sur le Financement de l'Économie, « Comment mobiliser l'épargne au service de la Relance », 6 décembre.

➤ **Enseignement**

- ... Master Affaires Publiques de SciencesPo « Prévisions et politiques économiques ».
- ... Master COSI de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne « Economie, défis contemporains et politique économique ».
- ... Formation AUREP Expert en conseil patrimonial « Comprendre l'environnement économique ».

MURIEL PUCCI : Chercheure associée à l'OFCE ; Maître de conférences d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'économie de la Sorbonne (CES) axe « Politiques publiques »

➤ **Thèmes de recherche**

Evaluation des politiques familiales et sociales ; Inégalités de revenus et pauvreté ; niveau de vie des familles monoparentales

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Séminaire EPCI (CES-Université Paris 1), 30 septembre 2022.
- ... Conférence "Les budgets de référence en milieu rural, en ville moyenne et en métropole du Grand Paris", 14 décembre 2022.

➤ **Enseignement**

- ... Mathématiques appliquées aux sciences économiques, L1 économie , Université Paris 1
- ... Questions économiques contemporaines, M1 sciences économiques et sociales, Université Paris 1
- ... Evaluation des politiques familiales et sociales, M2 chargés d'études économiques et sociales, Université Paris 1
- ... Economie du travail, M1 Sciences économiques et sociales, Université Paris 1.

XAVIER RAGOT : Président de l'OFCE ; Directeur de recherche au CNRS ; Professeur à Sciences po ; Responsable du Pôle de recherche « Modèles à agents hétérogènes »

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie financière et monétaire, questions européennes, agents hétérogènes

➤ **Séminaires, conférences**

- ... Maison Heinrich-Heine, Conférence-débat sur l'inflation en France et en Allemagne, Paris, 13 décembre 2022
- ... JECO, *Quelles limites aux rôles de l'Etat ?*, Lyon, 16 novembre 2022.
- ... Rennes School of Business, *Center for unframed thinking, Quelles(s) politique(s) pour faire face à l'inflation en ces temps de crises ?*, Rennes, 24 octobre 2022.
- ... IHEID, *Programming and managing public funds at times crises: European scenarios*, Genève, 5 octobre 2022 (virtual seminar)

- ... Oslo Macro conference, *Should we increase or decrease public debt ? Optimal fiscal policy with heterogeneous agents*, University of Oslo, 1 septembre 2022.
- ... EEA/ESEM, *Design of fiscal and monetary policies*, Society for economics dynamics, Bocconi University, Milan, 24 août 2022.
- ... NBER/SUMMER INSTITUTE 2022, *Micro data and macro models*, Cambridge, USA, 18 juillet 2022.
- ... Sciences Po/CREST, *Individual risks and the macroeconomy*, Sciences Po Paris, 16 et 17 juin 2022.
- ... Sciences Po/Ambrosetti, *5^{ème} édition du Forum des dialogues franco-italiens : la France et l'Italie dans les nouveaux contextes européens*, Sciences Po, Paris, 9 juin 2022.
- ... X New Paradigm Workshop, *A new rôle for the state. Rethinking government at the turning of ages*, Berlin, 24 mai 2022.
- ... T2M, *Should we increase or decrease public debt ? Optimal fiscal policy with heterogeneous agents*, King's College, Londres, 21 avril 2022.
- ... Federal Reserve Bank of New-York, *Should monetary policy care about redistribution ? Optimal fiscal and monetary policy with heterogeneous agents?*, (virtual seminar), 20 avril 2022.
- ... Ministère des armées/Direction des affaires financières, *Causes et implications de l'inflation sur la croissance économique et le déficit public*, 28 mars 2022.
- ... Diagonale économie, *La monnaie hélicoptère, prochaine corde à l'arc des banques centrales ?*, Paris, 24 mars 2022.
- ... Tables rondes de macroéconomie financières, *La réforme du pacte de stabilité et de croissance*, Université Paris Nanterre, 22 mars 2022.
- ... Fondation Jean Jaurès/FEPS/IPD, *Les 20 ans de l'euro et l'avenir des règles budgétaires*, débat autour de Joseph E. Stiglitz, Paris, 16 mars 2022.
- ... Nocturnes de l'économie 2022, *Les défis économiques du prochain quinquennat*, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 9 mars 2022.
- ... X-Sursaut/Forum des économistes, *Comment réindustrialiser la France ?* (virtual seminar), 24 février 2022.
- ... COR, *Age de la retraite*, Paris, 27 janvier 2022.

➤ **Enseignement**

- ... Graduate Macroeconomics, Sciences Po
- ... Macroeconomics of Public Policy, Master Affaires Publiques, Sciences Po

FRÉDÉRIC REYNÈS : Chercheur associé à l'OFCE ; Responsable du pôle « Environnement » ; Directeur de NEO international, Conseiller scientifique à TNO

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, énergie et environnement, impact économique des politiques environnementales et climatiques, marché du travail

GIOVANNI RICCO : Professeur Ecole Polytechnique ; Chercheur associé à l'OFCE ; Professor, University of Warwick ; Research affiliate CEPR ; Research affiliate ERSA ; Research fellow South African Reserve Bank (SARB)

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, modélisation de l'information imparfaite, analyse des séries temporelles en économie, chocs de politique économique

➤ **Séminaires, conférences**

Bilkent University, CEPR Central Bank Communication RPN Seminar Series 2022, Bank of Finland, Danmarks Nationalbank, Banco de Mexico, Cleveland Fed, University of Pretoria, University, University of Strathclyde, Lancaster University, University of Navarra, DEMUr workshop, Banco de Mexico, European Commission ECFIN, LACEA-LAMES 2022, Universidade do Porto, ERSA-CEPR workshop on "Emerging Markets back in the spotlight: Risks and policy options"

➤ **Enseignement**

EC339 Applied Macroeconomics (UG), Warwick University
Advanced Macroeconometrics (MSc), Université de Paris Dauphine-PSL
Bayesian VARs (PhD), Universidade do Porto

CHRISTINE RIFFLART : Économiste senior, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Questions internationales, Espagne, émergents, prévisions

ÉVENS SALIES : Économiste, DRIC ; Coéditeur *International Journal of Comments and Replications in Economics*

➤ **Thèmes de recherche**

Évaluation des politiques publiques de soutien public à la R&D

➤ **Séminaires, conférences**

... « Le tissu productif français » (DRIC.),

➤ **Enseignement**

... Méthodes statistiques d'évaluation, Master 2, ISEM Université de Nice-SA (30h)

... Initiation à Stata, Master 1, ISEM, Université de Nice-SA (18h)

... Les données microéconomiques du web, Master 1, ISEM Université de Nice-SA (9h)

RAUL SAMPOGNARO : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Finances publiques, zone euro, Italie

➤ **Séminaires, conférences**

... 8ème conférence AFSE/DG Trésor "Evaluation des politiques publiques", 8 décembre 2022.

... Présentation de l'article "The role of job retention schemes in cushioning economic crises", co-écrit avec M. Davin.

➤ **Enseignement**

... Modelling simultaneous supply and demand shocks, Institut bancaire et financier international, Banque de France, 29 juin 2022.

FRANCESCO SARACENO : Directeur adjoint, Département des études

➤ **Thèmes de recherche**

Investissement public, politique budgétaire, économie européenne

ANISSA SAUMTALLY :

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation économique en macroéconomie et économie de l'environnement, Développement d'outils de modélisation et analyses

➤ **Séminaires, conférences**

15th Integrated Assessment Modeling Consortium (IAMC) meeting à College Park, Maryland (novembre 2022)

➤ **Enseignement**

... Economics of environment, Master Affaires publiques de Sciences po.

XAVIER TIMBEAU : Directeur principal de l'OFCE ; Responsable du pôle de recherche « Spatial »

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, économie urbaine, immobilier, politiques publiques, macroéconomie

➤ **Séminaires, conférences**

... IHEPS, diverses interventions dans le cycle de formation

... Forum New Economy, "Well being"

... Séminaire ADEME "prix du carbone", présentation sur "taxe carbone et finances publiques"

... Groupe de travail MEDEF "coût de la transition environnementale"

... IDHEAL formation sur les prix de l'immobilier

... présentation debtwatch (France Stratégie, Trésor, Budget, Medef, Cour des Comptes)

➤ **Enseignement**

... Cours "Applied Economics of the Urban Environment" Master GETEC de l'Ecole Urbaine Sciences Po Paris

... Cours "Economics of Environment", Master Affaires publiques, Sciences Po Paris

... Cours "Culture générale en économie", Master Ecole de Journalisme, Sciences Po Paris

TANIA TREIBICH : Chercheure associée l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Dynamique industrielle, économie internationale, macroéconomie

VINCENT TOUZÉ : Économiste senior, Département des études ; Co-responsable avec Gilles Le Garrec du Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE » ; Rédacteur en chef des publications de l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Financement des systèmes de retraite, économie du vieillissement, stagnation séculaire, fiscalité du capital, régulation bancaire européenne

➤ **Séminaires, conférences**

... Audition Assemblée nationale sur les systèmes de retraite en Europe, 15 décembre 2022.

... Table Ronde « Réforme ou pas : quels projets pour la retraite des Français ? », 2èmes Rencontres sur les Retraites, à la Maison de la Chimie (Paris 7e), 4 octobre 2022.

... "Understanding Revolutions, War and Peace: A View from Cliometrics and Complexity", June 2, 2022, Chicago University in Paris.

... Journée scientifique « Retraite : quels enseignements de 40 ans de diagnostics et de réformes ? », 25 mai 2022

... "Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance" - session "pension issues", University of Salerno, Italy, April 20-22, 2022.

GRÉGORY VERDUGO : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des universités à l'Université Evry-Val-d'Essonne

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du travail, économie urbaine

➤ **Séminaires, conférences**

... Séminaire Université Paris 2, *Do elections affect immigration ?*, 18 octobre 2022.

... Séminaire Université Paris 2, *Do elections affect immigration ?*, 8 décembre 2022.

... Banque de France, discussion de l'article *What are the labor and product market effects of automation ?*, 6 avril 2022.

... Conseil national de l'information statistique, *Ségrégation spatiale : mieux mesurer, mieux comprendre*, 25 novembre 2022.

➤ **Enseignement**

➤ Intermediate Econometrics, 36h, Master in Economics, ENS Paris Saclay

➤ Advanced labor economics, 24h, Master in Economics, ENS Paris Saclay

➤ Économétrie financière, 18h, Master Finance, Université Paris Saclay

➤ Économétrie avancée, 18h, Master Innovation, Marchés et Sciences des données, Université Paris Saclay

➤ Méthodes quantitatives, 24h, L3 Licence économie gestion, Université d'Evry

FRANCESCO VONA⁵⁷ : Economiste senior, DRIC ; Visiting professor University Ca'Foscari of Venice

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du travail, économie de l'environnement

➤ **Séminaires, conférences**

... Invited speaker, Annual Jobs and Development conference, 6th IZA/World Bank/UNU-WIDER, Cape Town, 14-15 décembre 2022.

... Keynote speaker 6th TASKS conference, Nuremberg;

... Invited speaker, workshop 'The return of the good jobs. Towards a new setback?', Forum New Economy, Berlin, 4-5 octobre 2022;

... EAERE 27th conference at the European Association of Environmental and Resource Economists, Rimini, 28 juin-1er juillet 2022;

... Invited speaker OECD-ILO workshop on Green jobs;

... OECD Expert workshop on Environmental policies, social and economic outcomes, 23-24 juin 2022;

... Invited speaker World Bank seminar series on Social Protection and Jobs;

... Invited speaker round table 'Sustainable Development in Latin American countries: towards a green and just transition', co-organized by OECD, UN eCLAC, Latin American Development Bank and EU Commission";

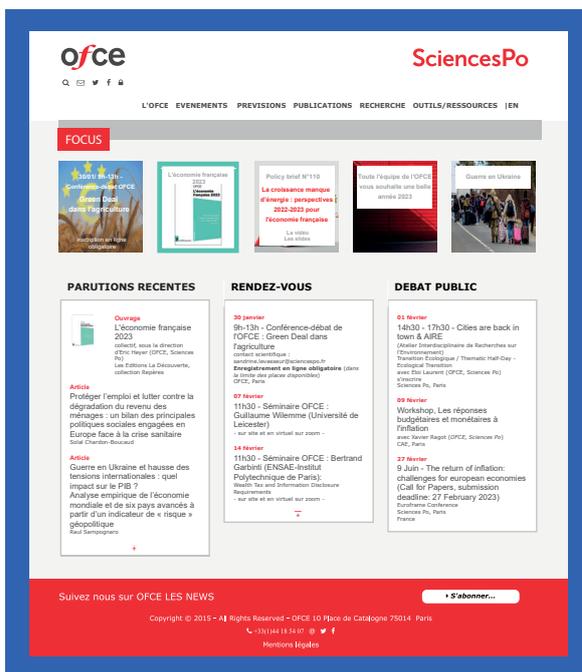
➤ **Enseignement**

... *Applied Environmental Economics and Policy Evaluation* (a course on research methods to evaluate the impacts of climate and environmental policies), Ca' Foscari University Ph.D. Climate Change;

... *Integrated Management of Natural Resources* (a course that combines natural resource and climate change economics), Ca' Foscari University, master level;

⁵⁷ Permanent puis chercheur associé depuis le 01/02/2022.

Suivez l'actualité de l'OFCE sur...



... NOTRE SITE INTERNET

Pour connaître l'ensemble des travaux de l'OFCE

www.ofce.sciences-po.fr

... NOTRE BLOG

Pour analyser l'actualité économique, venez débattre avec nous

www.ofce.sciences-po.fr/blog/

... FACEBOOK, TWITTER

Pour partager avec nos internautes

www.facebook.com/ofcesciencespo.fr

Rendez-vous sur Twitter pour commenter notre actualité en temps réel

[@ofceparis](https://twitter.com/ofceparis)